EMPIRE CHÉRIFIEN

Bulletin Officiel

Abonnements

		ÉDITION	
		PARTIELLE	COMPLÈTE
		Francs	Francs
Maroc	Un an..	1.600	3.100
	6 mois..	1.000	2.000
France et Colonies	Un an..	2.050	3.800
	6 mois..	1.300	2.300
Étranger	Un an..	3.300	5.600
	6 mois..	2.000	3.400

Changement d'adresse : 25 francs, indiquer l'ancienne adresse ou joindre une bande

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, décrets, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc. ;
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle, avenue Jean-Mermoz, à Rabat.

Tous règlements doivent être effectués à l'adresse du Régisseur-comptable de l'Imprimerie Officielle (compte chèques postaux n° 101-16, à Rabat).

AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif. Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Prix du numéro :

- Première ou deuxième partie 50 fr.
- Edition complète 80 fr.
- Années antérieures : Priz ci-dessus majorés de 50 %

Prix des annonces :

- Annonces légales, réglementaires et judiciaires } La ligne de 27 lettres : 90 francs
- (Arrêté du 31 janvier 1952.)

Les tables annuelles, analytique et chronologique, sont délivrées gratuitement aux abonnés de l'année.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin officiel ».

SOMMAIRE

TEXTES GÉNÉRAUX.

Signature de la convention administrative et technique. Dahir n° 1-57-050 du 4 rejev 1376 (4 février 1957) autorisant le ministre de l'économie nationale à signer la convention de coopération administrative et technique conclue entre le Maroc et la France	184
Installations cinématographiques. Décret n° 2-56-425 du 21 moharrem 1376 (29 août 1956) approuvant les modifications apportées au règlement annexé à l'arrêté du 5 hija 1357 (26 janvier 1939) réglementant les installations cinématographiques	184
Surtaxe de consommation sur les alcools. Décret n° 2-56-670 du 27 jourmada II 1376 (29 janvier 1957) instituant une surtaxe intérieure de consommation sur les alcools de bouche	184
Combustibles liquides. — Taxes spéciales. Arrêté du ministre des travaux publics du 29 janvier 1957 fixant les taxes spéciales à percevoir dans les ports sur les combustibles liquides débarqués, embarqués ou transbordés.	185
Écoulement des vins. — Récolte 1956. Arrêté du ministre de l'agriculture du 31 janvier 1957 relatif à l'écoulement des vins de la récolte 1956 (2 ^e tranche).	186

TEXTES PARTICULIERS

Agadir. — Délimitation d'une partie d'un immeuble domanial. Décret n° 2-56-618 du 5 jourmada II 1376 (7 janvier 1957) homologuant les opérations de délimitation d'une parcelle de l'immeuble domanial, dit « Terrains d'Agadir »	186
Safi. — Cession d'une parcelle de terrain à un particulier. Décret n° 2-57-0010 du 24 jourmada II 1376 (26 janvier 1957) autorisant la cession de gré à gré d'une parcelle de	

terrain du domaine privé municipal de la ville de Safi à un particulier	187
Marrakech. — Cession d'une parcelle de terrain. Décret n° 2-57-0022 du 26 jourmada II 1376 (28 janvier 1957) autorisant la cession de gré à gré par la ville de Marrakech, à la Compagnie immobilière franco-marocaine, d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal ..	187
Khouribga. — Concession des eaux de l'oued Zemrane. Décret n° 2-56-1356 du 28 jourmada II 1376 (30 janvier 1957) arrêtant les comptes de premier établissement, de renouvellement et d'exploitation de la concession pour l'alimentation en eau du centre de Khouribga, par prise sur l'oued Zemrane, à la date du 31 décembre 1955	187
El-Kelâa-des-Srarhna. — Incorporation au domaine public de deux parcelles domaniales. Décret n° 2-56-1422 du 28 jourmada II 1376 (30 janvier 1957) constatant l'incorporation au domaine public, comme emprise du collecteur principal du réseau d'assainissement d'El-Kelâa-des-Srarhna, de deux parcelles domaniales (Marrakech)	188
Journal hebdomadaire « Sahra el Maghrib ». Décret n° 2-57-0185 du 5 rejev 1376 (5 février 1957) autorisant la création et la publication du journal hebdomadaire « Sahra el Maghrib »	188
Casablanca, Mazagan, Mogador. — Taxes portuaires. Arrêté du ministre des travaux publics du 30 janvier 1957 modifiant les taux de certaines taxes d'usage applicables dans le port de Casablanca	188
Arrêté du ministre des travaux publics du 30 janvier 1957 fixant le taux des taxes à appliquer dans le port de Mazagan.	196
Arrêté du ministre des travaux publics du 30 janvier 1957 fixant le taux des taxes à appliquer dans le port de Mogador.	198
Casablanca. — Taxes de péage. Arrêté du ministre des travaux publics du 30 janvier 1957 modifiant les taxes de péage applicables dans le port de Casablanca	201

**ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

TEXTES COMMUNS.

Décret n° 2-57-0052 du 2 rejev 1376 (2 février 1957) modifiant le classement hiérarchique des grades et emplois des fonctionnaires des cadres généraux mixtes en service au Maroc 201

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions 202
Admission à la retraite 213
Résultats de concours et d'examens 213

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités 214
Commission mixte de l'accord commercial conclu avec l'Allemagne 215
Accord commercial avec la Yougoslavie 216
Accord commercial conclu avec la Tchécoslovaquie 217
Accord commercial avec la Grèce 217
Avis aux compensateurs 218
Avis aux importateurs 218
Avis aux exportateurs d'huile d'olive 218
Tableau des experts agréés près la cour d'appel et les tribunaux du Maroc, pour l'année 1957, en vertu des dispositions des articles 45 et 46 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) sur la procédure civile, modifiés par le dahir du 19 chaabane 1375 (24 mars 1956) (délibération de l'assemblée générale de la cour d'appel du 28 décembre 1956) 219
Tableau des interprètes traducteurs assermentés près la cour d'appel et les tribunaux du Maroc, pour l'année 1957 .. 235

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir n° 1-57-050 du 4 rejev 1376 (4 février 1957) autorisant le ministre de l'économie nationale à signer la convention de coopération administrative et technique conclue entre le Maroc et la France.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

En raison de l'absence actuelle de Notre ministre des affaires étrangères hors de Notre Empire chérifien,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Notre ministre de l'économie nationale Sid Abderrahim Bouabid est autorisé à signer au nom de Notre

ministre des affaires étrangères, Sid El Haj Ahmed Balafrej, la convention de coopération administrative et technique conclue entre le Maroc et la France.

Fait à Rome, le 4 rejev 1376 (4 février 1957).

*Enregistré à la présidence du conseil,
le 6 rejev 1376 (6 février 1957) :*

BEKKAÏ.

Décret n° 2-56-425 du 21 moharrem 1376 (29 août 1956) approuvant les modifications apportées au règlement annexé à l'arrêté du 5 hija 1357 (26 janvier 1939) réglementant les installations cinématographiques.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu l'arrêté viziriel du 5 hija 1357 (26 janvier 1939) réglementant les installations cinématographiques et les textes qui l'ont modifié ou complété, notamment l'arrêté viziriel du 26 rebia II 1358 (14 juin 1939),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées les modifications apportées au règlement-type prévu par l'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 5 hija 1357 (26 janvier 1939), telles qu'elles sont annexées à l'original du présent décret.

ART. 2. — Le présent décret sera applicable à compter du premier jour du mois suivant sa publication au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 21 moharrem 1376 (29 août 1956).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-56-670 du 27 joumada II 1376 (29 janvier 1957) instituant une surtaxe intérieure de consommation sur les alcools de bouche.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 30 rejev 1334 (2 juin 1916) sur le régime de l'alcool et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 15 hija 1335 (2 octobre 1917) conférant au Grand Vizir un pouvoir général de réglementation sur tout ce qui concerne l'alcool ;

Vu l'arrêté du 24 mai 1947 instituant une taxe intérieure de consommation sur les vins de liqueurs, mistelles, apéritifs, eaux-de-vie et spiritueux, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du 5 décembre 1947 fixant les mesures comptables relatives à l'application de l'arrêté du 24 mai 1947 ;

Vu l'arrêté du 11 juillet 1952 exonérant la mahia de ladite taxe de consommation,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés l'arrêté du 24 mai 1947 instituant une taxe intérieure de consommation sur les vins de liqueur, mistelles, apéritifs, eaux-de-vie et spiritueux, ainsi que les arrêtés qui l'ont modifié ou complété.

ART. 2. — Il est institué une « surtaxe intérieure de consommation sur les alcools de bouche » dont les taux sont fixés comme suit :

a) 40 francs par litre, sur les vins de liqueur, les mistelles et les apéritifs à base de vin ou d'alcool ;

b) 80 francs par litre, sur les eaux-de-vie et autres spiritueux, à l'exclusion des produits de parfumerie ou médicamenteux.

ART. 3. — Cette surtaxe sera recouvrée, à l'importation, en même temps que les droits de douane, pour les produits importés en bouteilles et destinés à être revendus sous leur emballage d'origine.

ART. 4. — En ce qui concerne les autres produits imposables, la surtaxe sera acquittée mensuellement au vu de relevés des livraisons à la consommation, établis :

- a) par les importateurs, pour les produits reçus de l'extérieur autrement qu'en bouteilles ;
- b) par les producteurs et fabricants, pour les produits de fabrication locale.

A cet effet, les redevables sont tenus d'adresser à l'administration des douanes et impôts indirects, avant le 10 de chaque mois, le relevé de leurs livraisons du mois précédent mentionnant les quantités taxables, le taux d'imposition et le montant de la taxe.

L'administration des douanes et impôts indirects pourra, si elle l'estime nécessaire, exiger un cautionnement en garantie de l'impôt dont le recouvrement est ainsi différé.

ART. 5. — La surtaxe est exigible sur la totalité des produits importés ou fabriqués au Maroc. Toutefois, l'administration des douanes et impôts indirects pourra donner décharge :

- 1° des manquants représentant les déchets normaux de fabrication, en ce qui concerne la production locale ;
- 2° des manquants représentant les déchets normaux de séjour en magasin ou provenant de pertes dûment constatées par le service, en ce qui concerne les produits locaux ou d'importation, régulièrement pris en compte par les dépositaires.

ART. 6. — Est exonérée de la surtaxe la mahia produite dans les ateliers publics de distillation et répondant à la définition donnée par l'arrêté viziriel du 6 rebia II 1344 (24 octobre 1925).

ART. 7. — Les infractions au présent décret et aux arrêtés pris pour son application seront constatées, poursuivies et réprimées conformément aux dispositions des articles 11, 12 et 13 du dahir du 30 rejab 1334 (2 juin 1916) sur le régime de l'alcool.

ART. 8. — Le présent décret, dont les modalités d'application pourront être fixées par un arrêté du sous-secrétaire d'Etat aux finances, prendra effet du 1^{er} juillet 1956.

Fail à Rabat, le 27 jourmada II 1376 (29 janvier 1957).

BEKKAÏ.

Références :

- Dahir du 2-6-1916 (B.O. n° 192, du 26-6-1916, p. 630) ;
 — du 2-10-1917 (B.O. n° 261, du 22-10-1917, p. 1119) ;
 Arrêté du 24-5-1947 (B.O. n° 1815, du 8-8-1947, p. 768) ;
 — du 5-12-1947 (B.O. n° 1834, du 19-12-1947, p. 1302) ;
 — du 24-11-1950 (B.O. n° 1989, du 8-12-1950, p. 1506) ;
 — du 29-6-1951 (B.O. n° 2019, du 6-7-1951, p. 1072) ;
 — du 11-7-1952 (B.O. n° 2074, du 25-7-1952, p. 1026).

Arrêté du ministre des travaux publics du 29 janvier 1957 fixant les taxes spéciales à percevoir dans les ports sur les combustibles liquides débarqués, embarqués ou transbordés.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Vu le dahir du 17 rejab 1366 (7 juin 1947) autorisant le directeur des travaux publics à fixer par arrêté les taxes de port ;

Vu l'arrêté directorial du 21 août 1948, modifié le 31 janvier 1949, fixant les taxes spéciales à percevoir sur les combustibles liquides débarqués, embarqués ou transbordés ;

Vu les arrêtés directoriaux des 28 avril 1949 et 4 novembre 1949 complétant l'arrêté du 31 janvier 1949 ;

Vu l'arrêté directorial du 27 juin 1951 complétant les arrêtés des 21 août 1948 et 31 janvier 1949, modifiés par les arrêtés des 9 avril et 30 décembre 1952 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 octobre 1956 fixant les taxes spéciales à percevoir dans les ports sur les combustibles liquides débarqués, embarqués ou transbordés ;

Vu l'avis des chambres de commerce intéressées ;

Vu l'avis conforme du ministre de l'économie nationale (sous-secrétariat d'Etat aux finances),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des taxes perçues dans les ports de Port-Lyautey, Rabat, Fedala, Casablanca, Mazagan, Safi, Mogador, Agadir, sur les combustibles liquides débarqués, embarqués ou transbordés, sont modifiés suivant les nouveaux tarifs ci-dessous :

1° Produits blancs en vrac.

Débarquement :

- a) Produits en provenance d'un port extérieur au Maroc, par tonne 770 fr.
- b) Produits en provenance d'un port du Maroc, par tonne. 325

Embarquement :

Par tonne 135

Transbordement direct de bord à bord :

Par tonne 450

2° Produits noirs en vrac.

- a) Produits en provenance d'un port extérieur au Maroc, par tonne 230 fr.
- b) Produits en provenance d'un port du Maroc, par tonne. 135

Embarquement :

Par tonne 50

Transbordement direct de bord à bord :

Par tonne 135

3° Alcool carburant.

Pur ou mélangé : les taxes sont celles applicables aux produits blancs multipliés par 0,715 dans le cas de l'alcool pur ; les mélanges essence-alcool sont taxés en tenant compte des proportions respectives des deux produits.

4° Produits sous emballage.

A Fedala : taxes applicables aux produits en vrac majorées uniformément de 180 francs par tonne manipulée.

Dans les autres ports : application des taxes d'aconage en vigueur dans ces ports.

5° Ristournes applicables dans le port de Fedala.

Ristournes sur les taxes de débarquement ou de transbordement des produits blancs réexportés :

- a) Réexportation vers un autre port du Maroc, sauf Casablanca, par tonne 290 fr.
- b) Réexportation vers un port à l'extérieur du Maroc, par tonne 410
- c) Transbordement direct à destination d'un autre port, sauf Casablanca, par tonne 150

Ristourne sur les taxes de débarquement ou de transbordement des produits noirs réexportés :

- a) Réexportation vers un autre port du Maroc, par tonne ... 95 fr.
- b) Réexportation vers un port à l'extérieur du Maroc 125

6° Tarif d'embarquement dégressif au port de Fedala.

Embarquement annuel, par un même exportateur de produits pétroliers blancs :

De 1 à 2.000 tonnes, la tonne	135 fr.
De 2.000 à 4.000 — —	95
De 4.000 à 5.000 — —	60
Au-dessus de 5.000 tonnes, la tonne	50

ART. 2. — Les taxes ci-dessus s'appliquant aux produits débarqués, embarqués ou transbordés ; elles sont indépendantes des taxes applicables aux navires eux-mêmes : stationnement, taxes de péage, etc.

ART. 3. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, entrera en vigueur deux jours francs après sa notification aux services douaniers et portuaires intéressés.

Rabat, le 29 janvier 1957.

M'HAMED DOUÏRI.

Références :

- Dahir du 7-6-1947 (B.O. n° 1816, du 15-8-1947) ;
 Arrêté directorial du 21-8-1948 (B.O. n° 1879, du 29-10-1948) ;
 Arrêté ministériel du 27-10-1956 (B.O. n° 2200, du 23-11-1956).

**Arrêté du ministre de l'agriculture
du 31 janvier 1957
relatif à l'écoulement des vins de la récolte 1956 (2^e tranche).**

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu l'arrêté viziriel du 2 jourmada II 1356 (10 août 1957) relatif au statut de la viticulture et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture du 29 décembre 1956 fixant les conditions d'écoulement des vins de la récolte 1956,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les producteurs sont autorisés à sortir de leurs chais, en vue d'être livrée à la consommation, à compter du 1^{er} février 1957, une deuxième tranche de vin de la récolte 1956 égale au dixième du volume des vins libres de leur récolte, chaque récoltant pouvant expédier un minimum de 100 hectolitres.

ART. 2. — Le chef du bureau des vins et alcools est chargé de l'exécution du présent arrêté

Rabat, le 31 janvier 1957.

OMAR ABDEJELLIL.

TEXTES PARTICULIERS

Décret n° 2-56-618 du 5 jourmada II 1376 (7 janvier 1957) homologuant les opérations de délimitation d'une partie de l'immeuble domanial, dit « Terrains d'Agadir ».

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'État et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 26 ramadan 1340 (24 mai 1922) relatif à l'immatriculation des immeubles domaniaux délimités selon la procédure du dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916) susvisé ;

Vu l'arrêté viziriel du 26 jourmada II 1346 (21 décembre 1927) ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial, dit « Terrains d'Agadir », et fixant au 20 mars 1928 la date des opérations ;

Attendu que la délimitation de cet immeuble a été effectuée à la date fixée et que toutes les formalités antérieures ou postérieures à cette opération, prescrites par les articles 4, 5 et 7 du dahir précité du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), ont été accomplies dans les délais légaux ;

Vu le dossier de l'affaire et notamment le procès-verbal du 20 mars 1928, établi par la commission prévue à l'article 2 du même dahir, qui a procédé aux opérations de délimitation ;

Vu le certificat délivré à la date du 27 janvier 1956 par le conservateur de la propriété foncière, à Agadir, et attestant :

a) qu'aucune immatriculation n'est intervenue en ce qui concerne les parcelles de terrain du quartier de Founti, figurées par une teinte rose au plan n° 1 annexé à l'original du présent décret et faisant partie de la délimitation des « Terrains d'Agadir », ordonnée par arrêté viziriel du 26 jourmada II 1346 (21 décembre 1927) ;

b) qu'aucune opposition à la délimitation de ces parcelles n'a fait l'objet d'une réquisition d'immatriculation déposée dans les formes et délais fixés par l'article 6 du dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'État.

Vu le certificat délivré à la date du 27 janvier 1956 par le conservateur de la propriété foncière, à Agadir, attestant :

a) qu'aucune immatriculation n'est intervenue en ce qui concerne les parcelles de terrain de la kasba d'Agadir, figurées par une teinte rouge au plan n° 2 annexé à l'original du présent décret et faisant partie de la délimitation des « Terrains d'Agadir », ordonnée par arrêté viziriel du 26 jourmada II 1346 (21 décembre 1927) ;

b) qu'aucune opposition à la délimitation de ces parcelles n'a fait l'objet d'une réquisition d'immatriculation déposée dans les formes et délais fixés par l'article 6 du dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'État.

Vu le certificat délivré à la date du 20 février 1956 par le conservateur de la propriété foncière, à Agadir, et attestant :

a) qu'aucune immatriculation n'est intervenue en ce qui concerne les parcelles de terrain figurées par un liséré rouge au plan n° 3 annexé à l'original du présent décret et faisant partie de la délimitation des « Terrains d'Agadir », ordonnée par arrêté viziriel du 26 jourmada II 1346 (21 décembre 1927) ;

b) qu'aucune opposition à la délimitation de ces parcelles n'a fait l'objet d'une réquisition d'immatriculation déposée dans les formes et délais fixés par l'article 6 du dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'État, autres que les réquisitions n°s 2235 S., 2236 S., 2245 S., 2252 S., 2295 S. et 2300 S., qui ont été annulées.

Vu le certificat délivré à la date du 29 février 1956 par le conservateur de la propriété foncière, à Agadir, et attestant :

a) qu'aucune immatriculation n'est intervenue en ce qui concerne les parcelles de terrain figurées par un liséré rouge au plan n° 4 annexé à l'original du présent décret et faisant partie de la délimitation des « Terrains d'Agadir », ordonnée par arrêté viziriel du 26 jourmada II 1346 (21 décembre 1927) ;

b) qu'aucune opposition à la délimitation de ces parcelles n'a fait l'objet d'une réquisition d'immatriculation déposée dans les formes et délais fixés par l'article 6 du dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'État, autres que les réquisitions n°s 2341 MS., 2466 MS., 2476 MS. et 2530 MS., qui ont été annulées ;

Sur la proposition du sous-secrétaire d'État aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont homologuées, conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir susvisé du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), les opérations de délimitation de l'immeuble domanial dit « Terrains d'Agadir », sis dans la région d'Agadir, en tant qu'elles concernent seulement :

1° La partie du quartier de Founti non encore immatriculée ou ne faisant pas l'objet de réquisitions d'immatriculation régulièrement déposées par des tiers, telle que cette partie est figurée par une teinte rose au plan n° 1 joint à l'original du présent décret, réplique exacte de celui annexé au premier certificat foncier du 27 janvier 1956 susvisé, et dont les limites extérieures sont définies ci-après :

Nord : dépendance du port d'Agadir, marabout de Sidi Abdallah, route n° 25, de Mogador à Taroudannt, et route du camp Haïda ;

Est : titre foncier 3157 S. et réquisition n° 2619 S., déposée par le domaine privé de l'État chérifien ;

Sud : nouveaux terre-pleins du port ;

Ouest : entrée du port.

2° La partie de la kasba d'Agadir non encore immatriculée ou ne faisant pas l'objet de réquisitions d'immatriculation régulièrement déposées par des tiers, partie figurée par une teinte rouge au plan n° 2 joint à l'original du présent décret, réplique exacte de celui annexé au deuxième certificat foncier du 27 janvier 1956 susvisé.

Cet immeuble est limité : au nord, à l'est, au sud et à l'ouest, par le parement extérieur du mur d'enceinte de la kasba ;

3° La partie non encore immatriculée des terrains faisant l'objet de la mappe cadastrale n° 33, 6, i, 2, partie figurée par un liséré rouge au plan n° 3 joint à l'original du présent décret, réplique exacte de celui annexé au certificat foncier du 20 février 1956 susvisé.

Le périmètre extérieur de cet immeuble est limité comme suit :

a) *Parcelle 1* :

Nord : titre foncier 6981 MS. ;

Est : titres fonciers 4482 MS. et 6974 MS. ;

Sud : titres fonciers 5636 MS. et 6290 MS. ;

Ouest : titres fonciers 6998 MS. et 6981 MS. ;

b) Parcelle 2 :

Nord : litres fonciers 6974 MS., 4428 MS., 4247 MS., 6491 MS., 5407 MS. et forêt domaniale des Mesguina ;

Est : titres fonciers 5055 S. (p. 2), 4626 MS., 6671 MS. et 4427 MS ;

Sud : titre foncier 3068 S., cimetièrè européen ; titre foncier 5405 MS., kasba d'Agadir ; titres fonciers 3060 S., 2990 S., 1930 MS. (p. 6), 1940 MS., 6859 MS. (p. 1) et 5634 MS. ; piste publique de 10 mètres, séparative des titres fonciers 1940 MS., 2040 MS. et 2044 MS. ; titres fonciers 4601 MS. et 391 S. ; piste publique séparative des titres fonciers 1932 MS., 1933 MS., 1930 MS. (p. 3) et 2346 S. ;

Ouest : titre foncier 5636 MS.

4° La partie de la délimitation située au nord-ouest du quartier d'Anza et figurée par un liséré rouge au plan n° 4 joint à l'original du présent décret, réplique exacte de celui annexé au certificat foncier du 29 février 1956 susvisé.

Le périmètre extérieur de cet immeuble est limité comme suit :

Parcelle 1 :

Nord : oued Touzoumt, Aït-Tamghart, oued Bigdi, Ida-Outanane, oued Tamgharth, secteur irrigué de Tamgharth, chaabat N'Talit, Ida-Outanane et oued Asserssif ;

Est : Ida-Outanane et forêt domaniale des Mesguina ;

Sud : Titres fonciers n°s 5407 MS., 6491 MS., 4247 MS., 6974 MS., 4482 MS., 6493 MS., 6481 MS., 139 S., 1159 S. (p. 1), 1170 S., 1341 S., 1182 S., 1382 S., 1158 S., 1383 S., 2497 S., 154 S., 272 S., 273 S., 358 S., 473 S., 474 S. et 472 S. ;

Ouest : océan Atlantique ;

Parcelle 2 :

Nord : titre foncier 2751 MS. (p. 1) ;

Est : titres fonciers 6329 MS. et 2754 MS. ;

Sud : titres fonciers 2785 MS., et 3449 S. ;

Ouest : forêt domaniale des Mesguina ;

Parcelle 3 :

Nord : forêt domaniale des Mesguina ;

Est : immeuble domanial n° 284 S.C. (réq. n° 1557 S.) ;

Sud : titre foncier 1908 S. ;

Ouest : titres fonciers 2754 MS. et 6329 MS.

ART. 2. — Les dépendances du domaine public incluses dans les immeubles domaniaux, faisant l'objet du présent décret, sont expressément réservées pour être distraites lors de l'immatriculation des immeubles en question.

Fait à Rabat, le 5 jourmada II 1376 (7 janvier 1957).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-57-0010 du 24 jourmada II 1376 (26 janvier 1957) autorisant la cession de gré à gré d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal de la ville de Safi à un particulier.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 15 jourmada II 1335 (8 avril 1917) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal ;

Vu l'avis émis par la commission municipale mixte de Safi, au cours de sa séance du 19 janvier 1956 ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur, après avis du sous-secrétaire d'État aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la cession de gré à gré par la ville de Safi à M. Abdelkader Bouzid, d'une parcelle de terrain

d'une superficie de vingt et un mètres carrés (21 m²) environ, sise au quartier du R'bat, en bordure de la rue de la Scala, inscrite au sommier de consistance des biens du domaine privé municipal sous le numéro 16, telle qu'elle est figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Cette vente sera réalisée au prix de mille (1.000) francs le mètre carré, soit pour la somme globale de vingt et un mille (21.000) francs.

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Safi sont chargées de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 24 jourmada II 1376 (26 janvier 1957).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-57-0022 du 26 jourmada II 1376 (28 janvier 1957) autorisant la cession de gré à gré par la ville de Marrakech à la Compagnie Immobilière franco-marocaine d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 15 jourmada II 1335 (8 avril 1917) relatif à l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'avis émis par la commission municipale mixte de Marrakech, dans sa séance du 7 février 1956 ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur, après avis du sous-secrétaire d'État aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la cession de gré à gré par la ville de Marrakech à la Compagnie immobilière franco-marocaine, d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal d'une superficie de deux hectares (2 ha.) environ, située au lotissement Semlalia, titre foncier n° 11044 M., telle qu'elle est délimitée par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Cette cession sera réalisée au prix de quatre cents francs (400 fr.) le mètre carré, soit pour la somme globale de huit millions de francs (8.000.000 de fr.).

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Marrakech sont chargées de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 26 jourmada II 1376 (28 janvier 1957).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-56-1356 du 28 jourmada II 1376 (30 janvier 1957) arrêtant les comptes de premier établissement, de renouvellement et d'exploitation de la concession pour l'alimentation en eau du centre de Khouribga, par prise sur l'oued Zemrane, à la date du 31 décembre 1955.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 24 jourmada I 1375 (6 janvier 1956) relatif aux pouvoirs du président du conseil ;

Vu le dahir du 16 jourmada I 1369 (4 mars 1950) approuvant la convention de concession passée, le 16 décembre 1949, entre l'État chérifien et l'Office chérifien des phosphates, pour une prise d'eau par pompage dans l'oued Zemrane, en vue de l'alimentation en eau du centre de Khouribga ;

Vu la situation des comptes de premier établissement, de renouvellement et d'exploitation au 31 décembre 1955, présentée par l'Office chérifien des phosphates ;

Vu la proposition du ministre des travaux publics ;

Vu l'avis conforme du sous-secrétaire d'État aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont arrêtés aux sommes suivantes les montants des comptes de premier établissement, de renouvellement et d'exploitation, à la date du 31 décembre 1955, de la concession de prise d'eau sur l'oued Zemrane pour l'alimentation du centre de Khouribga :

Compte de premier établissement : deux cent soixante-trois millions cinquante-huit mille deux cent soixante-quatre francs (263.058.264 fr.).

Compte de renouvellement (solde créditeur) : six millions deux cent cinquante-sept mille quarante-six francs (6.257.046 fr.).

Compte d'exploitation : dépenses s'élevant à cent soixante-six millions trois cent soixante-six mille cinq cent seize francs (166.366.516 fr.).

Fait à Rabat, le 28 jourmada II 1376 (30 janvier 1957).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-86-1422 du 28 jourmada II 1376 (30 janvier 1957) constatant l'incorporation au domaine public, comme emprise du collecteur principal du réseau d'assainissement d'El-Kelâa-des-Srarhna, de deux parcelles domaniales (Marrakech).

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 7 chaabane 1332 (1^{er} juillet 1914) sur le domaine public et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du sous-secrétaire d'État aux finances, après avis du ministre des travaux publics,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est constatée l'incorporation au domaine public, comme emprise du collecteur principal du réseau d'assainissement d'El-Kelâa-des-Srarhna :

1° d'une parcelle d'une superficie approximative de mille quatre cent cinquante mètres carrés (1.450 m²), à prélever sur l'immeuble domaniale, dit « Arsa es Souk » (T.F. n° 7777 M.), inscrit sous le numéro 16 au sommier de consistance des biens domaniaux des Srarhna, et telle que cette parcelle est figurée par une teinte bleue sur le plan annexé à l'original du présent décret ;

2° d'une parcelle d'une superficie approximative de trois cent quinze mètres carrés (315 m²), à prélever sur l'immeuble domaniale, dit « Arsa Ben Allal Tirs » (T.F. n° 7778 M.), inscrit sous le numéro 17 au sommier de consistance des biens domaniaux des Srarhna, et telle que cette parcelle est figurée par une teinte rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Le sous-secrétaire d'État aux finances et le ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 28 jourmada II 1376 (30 janvier 1957).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-87-0188 du 8 rejob 1376 (5 février 1957) autorisant la création et la publication du journal hebdomadaire « Sahra el Maghrib ».

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 1^{er} jourmada II 1352 (27 avril 1914) relatif à l'organisation de la presse et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 6 rebia I 1364 (19 février 1945) formant complément du dahir du 1^{er} jourmada II 1332 (27 avril 1914) ;

Vu le dahir du 24 jourmada I 1375 (6 janvier 1956) relatif aux pouvoirs du président du conseil ;

Vu la demande posée par M. Allal Fassi, demeurant à Tanger, Pasadena, à l'effet d'être autorisé à publier sous le titre *Sahra el Maghrib* un journal hebdomadaire imprimé en langue arabe, dont il est gérant,

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont autorisées la création et la publication du journal hebdomadaire *Sahra el Maghrib*, imprimé en langue arabe, dans les conditions fixées par les dahirs susvisés des 1^{er} jourmada II 1332 (27 avril 1914) et 6 rebia I 1364 (19 février 1945) et en conformité des engagements pris par le gérant, M. Allal Fassi, dans sa demande d'autorisation du 27 janvier 1957.

Fait à Rabat, le 5 rejob 1376 (5 février 1957).

BEKKAÏ.

Arrêté du ministre des travaux publics du 30 janvier 1957 modifiant les taux de certaines taxes d'usage applicables dans le port de Casablanca.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu la convention passée avec la Manutention marocaine pour le chargement et le déchargement des navires, le transport et le magasinage dans le port de Casablanca, approuvée par dahir du 21 hijsa 1374 (10 août 1955) ;

Vu le dahir du 2 rebia II 1356 (11 juin 1937) relatif au fonctionnement de la halle au poisson du port de Casablanca ;

Vu le dahir du 2 rebia II 1356 (11 juin 1937) instituant une taxe de péage sur le poisson débarqué ou introduit dans les limites du port de Casablanca, tel qu'il a été modifié par le dahir du 6 rebia I 1364 (19 février 1945) ;

Vu l'arrêté directeur du 5 juillet 1937, modifié le 3 mars 1938, portant règlement de police et d'exploitation de la halle au poisson du port de Casablanca ;

Vu le dahir du 17 rejob 1366 (7 juin 1947) autorisant le directeur des travaux publics à fixer, par arrêté, les taxes portuaires ;

Les chambres de commerce et d'industrie de Casablanca consultées ;

Vu l'avis conforme du sous-secrétaire d'État aux finances ;

Sur la proposition du directeur du port,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des taxes désignées ci-après, perçues dans le port de Casablanca, soit par l'administration, soit par la société gérante, sont modifiés suivant les nouveaux tarifs ci-dessous :

A. — TAXES A LA CHARGE DES NAVIRES.

TAXES PERÇUES PAR L'ADMINISTRATION.

Engins flottants.

a) Tarif à la tonne manipulée :

Colis d'un poids compris entre	0 et 20 t., la tonne ..	2.520 fr.
—	21 et 30 t., — ..	2.230
—	31 et 50 t., — ..	3.000
—	51 et 75 t., — ..	2.760
—	76 et 100 t., — ..	1.680

Au-delà de 100 tonnes, la tonne .. 1.200

Minimum de perception .. 24.000

b) Tarif horaire .. 13.000

Minimum de perception .. 24.000

N.B. — Les tarifs ci-dessus s'appliquent quel que soit l'engin utilisé.

Ces tarifs seront majorés de 50 % en dehors des heures normales et de 100 % les dimanches et jours fériés.

B. — TAXES SUPPORTÉES PAR LES MARCHANDISES.

TAXES PERÇUES PAR LA MANUTENTION MAROCAINE.

I. — Quais du môle de Commerce, du môle intermédiaire, quai Chair.

A. — Débarquement. — Embarquement.

1° <i>Marchandises ordinaires</i> (taxées au poids et en colis d'un poids unitaire ne dépassant pas 10 tonnes) :	
1 ^{re} catégorie (sauf bois de caissage) :	
Débarquement, la tonne	940 fr.
Embarquement, la tonne	880
2° catégorie (sauf : a) bois de charpente ou de construction sciés, en vrac ; b) fers en barres, pleins et profilés) :	
Débarquement, la tonne	780 fr.
Embarquement, la tonne	760
3° catégorie (sauf liège mâle brut) :	
Débarquement, la tonne	670 fr.
Embarquement, la tonne	620
4° catégorie :	
Débarquement, la tonne	610 fr.
Embarquement, la tonne	530
Tarifs hors catégorie.	
Lièges mâles bruts :	
Embarquement ou débarquement, la tonne	960 fr.
Bois de charpente ou de construction, scié, en vrac et bois de caissage :	
Embarquement ou débarquement, la tonne	1.080 fr.
Fers en barres, pleins et profilés :	
Débarquement, la tonne	810
Embarquement, la tonne	785
2° <i>Articles à l'unité</i> :	
Embarquement ou débarquement :	
Piano, emballé ou non	1.840 fr.
Pour chacun des objets ci-après, en cas de non-emballage :	
Brouette	55 fr.
Bicyclette, vélomoteur à nu	110
Motocyclette	310
Cercueil	1.840
Wagonnet	740
Petits véhicules non automobiles dont le poids individuel ne dépasse pas 200 kilos	740
Voiture (non automobile), araba, charrette, embarcation, chaland, camion (non automobile), d'un poids ne dépassant pas 500 kilos	1.530
Et par 100 kilos au-dessus jusqu'à 10.000 kilos ..	240
Voiture automobile de tourisme ou autocar d'un poids ne dépassant pas 1.000 kilos	5.520
Et par 100 kilos au-dessus jusqu'à 10.000 kilos ..	240
Dans le cas d'enlèvement direct par le destinataire, le tarif ci-dessus sera diminué de 10 %.	
Voiture de tourisme immatriculée non accompagnée..	2.950
Locomotive, wagon, remorque d'auto, camion automobile, camionnette, tracteur, rouleau compresseur, d'un poids ne dépassant pas 1.000 kilos	4.240
Et par 100 kilos au-dessus jusqu'à 10.000 kilos ..	240
3° <i>Colis lourds</i> (dont le poids dépasse 10.000 kilos) :	
Colis d'un poids compris entre 10 et 20 t., la tonne ..	4.320 fr.
— — — — — 21 et 30 t., — ..	3.960
— — — — — 31 et 50 t., — ..	3.360
— — — — — 51 et 75 t., — ..	2.880
— — — — — 76 et 100 t., — ..	2.520
Au-delà de 101 tonnes, la tonne	2.040

4° *Animaux vivants sur pied*, à l'embarquement ou au débarquement :

Cheval, mulet, chameau (en box), la tête	770 fr.
Cheval, mulet, chameau (sans box), la tête	590
Bœuf, taureau (en box), par tête	670
Bœuf, taureau (sans box), par tête	330
Veau, âne (sans box), par tête	100
Porc (sans box), par tête	95
Mouton, chèvre, chien (sans box), par tête	40
Embarquement par passerelles :	
Porc, par tête	55 fr.
Mouton, chèvre, chien, par tête	20

5° *Matières d'or, d'argent, de platine, bijoux, matières précieuses*, à l'embarquement ou au débarquement :

a) Taxe fixe (par colis individuel) :

Colis de 0 à 20 kilos	100 fr.
Colis de 21 à 50 kilos	205
Colis de 51 à 100 kilos	265
Et par 100 kilos ou fraction de 100 kilos au-dessus de 100 kilos	120

b) Taxe *ad valorem* :

15 francs pour 1.000 francs sur la valeur reconnue en douane.

6° *Marchandises dangereuses et inflammables* (hydrocarbures et combustibles liquides sous emballage ; matières dangereuses énumérées par le dahir du 2 mars 1938) :

Embarquement ou débarquement, la tonne 1.110 fr.

7° *Marchandises en transbordement* :

Les marchandises ordinaires débarquées à Casablanca et rembarquées dans ce même port sans avoir quitté les hangars ou terre-pleins de la société gérante, bénéficieront des réductions ci-après applicables à la somme des taxes de débarquement et d'embarquement stipulées ci-dessus, savoir :

- a) 50 % si l'opération est faite directement du navire qui a apporté la marchandise à celui qui la prend, ce dernier étant prêt à la recevoir, sans interruption, au fur et à mesure qu'elle est amenée ;
- b) 40 % dans le cas contraire.

8° *Tarifs spéciaux* :

Tarif spécial n° 1.

Marchandises générales :

a) Au débarquement :

Sucre raffiné en sacs de 70 à 100 kilos, en lots de 50 tonnes au moins, la tonne	830 fr.
Essence de pétrole et pétrole, en fûts ou en caisses d'un poids minimum de 30 kilos :	
Par lots de 20 tonnes à 100 tonnes, la tonne.	1.015 fr.
Par lots d'un poids supérieur à 100 tonnes, la tonne	980
Alcool en fûts :	
Par lots de 20 tonnes à 50 tonnes, la tonne.	1.015 fr.
Par lots d'un poids supérieur à 50 tonnes, la tonne	980

b) A l'embarquement :

Marchandises ordinaires de 1^{re} catégorie :

En sacs d'un poids minimum de 80 kilos ou en fûts d'un poids compris entre 100 kilos et 250 kilos quand elles sont embarquées par lots de 20 tonnes au minimum, la tonne 830 fr.

Marchandises ordinaires de 2^e catégorie :

En sacs d'un poids minimum de 80 kilos ou en fûts d'un poids compris entre 100 kilos et 250 kilos quand elles sont embarquées par lots de 50 tonnes au minimum, la tonne 730 fr.

Marchandises ordinaires de 3 ^e catégorie :	
Dans les mêmes conditions, la tonne	650 fr
<i>N.B.</i> — Le tarif spécial n° 1 s'applique seulement aux lots dont tous les colis portent les mêmes marques et contremarques ou numéros et séries.	
Tarif spécial n° 2.	
Lièges bruts de reproduction :	
A l'embarquement :	
Par lots de 200 tonnes au minimum, la tonne ..	595 fr.
Tarif spécial n° 3.	
Mazouts :	
Produits pétroliers noirs, huiles minérales de combustion et similaires, sous emballages :	
Par lots de 20 tonnes et au-dessus, la tonne	830 fr.
Tarif spécial n° 4.	
Chaux et ciments :	
a) Chaux et ciments d'origine locale, à l'embarquement :	
Marchandises livrées sur quai par l'expéditeur par lots de 50 tonnes minimum, la tonne	515 fr.
Marchandises livrées sur wagons voie normale par lots de 100 tonnes minimum, la tonne	475
b) Chaux et ciments, au débarquement :	
Par lots de 100 tonnes au minimum, pris à quai par le destinataire sous palan, au fur et à mesure du débarquement sans aucun triage, pour sortie directe en ville, la tonne	570 fr.
Par lots de 200 tonnes et au-dessus, pris par le destinataire dans les mêmes conditions que ci-dessus, la tonne ..	550
Tarif spécial n° 5.	
Pavés et bordures de trottoirs :	
A l'embarquement :	
Marchandises livrées sur quai par lots de 200 tonnes au minimum, la tonne	595 fr.
Tarif spécial n° 6.	
Pyrites de fer, cendres de pyrites, superphosphates, minerais divers (tarifs du môle de Commerce) :	
a) Au débarquement :	
Pyrites par bateaux complets à quai, déchargement direct sur quai ou sur wagons, la tonne	460 fr
b) A l'embarquement :	
Cendres de pyrites, minerais divers, superphosphates, par lots de 100 tonnes au minimum, livrés sur wagons voie normale, la tonne	460 fr.
Tarif spécial n° 7.	
Sucre raffiné d'origine locale :	
A l'embarquement :	
Par lots de 25 tonnes au minimum, la tonne	625 fr.
Tarif spécial n° 8.	
Sucre brut en sacs :	
Au débarquement :	
Par lots de 100 tonnes au minimum, avec mise directe sur wagons ou camions du destinataire, la tonne	665 fr.
Tarif spécial n° 9.	
Charbon (houille, coke, anthracite, agglomérés, etc.) :	
Tarifs du môle de Commerce :	
Au débarquement :	
De 1 à 100 tonnes, la tonne	650 fr.
De la 101 ^e à la 250 ^e tonne, la tonne	605
A partir de la 251 ^e tonne, la tonne	550
Prix moyen maximum pour les lots de 250 tonnes et au-dessus, la tonne	595

A l'embarquement :	
De 1 à 50 tonnes, la tonne	650 fr.
De la 51 ^e à la 100 ^e tonne, la tonne	625
De la 101 ^e à la 250 ^e tonne, la tonne	595
A partir de la 251 ^e tonne, la tonne	550
Tarif spécial n° 10.	
Soufre brut en sacs uniformes de 100 kilos au minimum :	
Débarquement direct du navire accosté sur wagons ou camions par lot minimum de 100 tonnes, la tonne	
	680 fr.
Tarif spécial n° 11.	
Soufre brut en vrac, débarqué d'un navire accosté et mis directement sur wagons voie normale :	
De 1 à 250 tonnes, la tonne	650 fr.
A partir de la 251 ^e tonne, la tonne	550
Le prix moyen de la tonne devant être au maximum de 600 francs pour les lots de 250 tonnes et au-dessus.	
Tarif spécial n° 12.	
Vin en vrac, huile en vrac et suif en vrac :	
L'embarquement ou le débarquement du vin et de l'huile en vrac par refoulement depuis le camion-citerne ou le wagon-citerne et <i>vice versa</i> , le matériel de pompage étant fourni par l'expéditeur ou le bord, donnera lieu à l'application du tarif spécial ci-après :	
Embarquement, la tonne :	
Vin	250 fr.
Huile et suif	470
Débarquement, la tonne :	
Vin	265 fr.
Huile et suif	550
Tarif spécial n° 13.	
Graines oléagineuses en vrac :	
Marchandises en vrac livrées sur quai par lots de 100 tonnes minimum et mises directement sur wagons fournis par le destinataire :	
Par tonne débarquée	605 fr.
Tarif spécial n° 14.	
Graines oléagineuses en sacs :	
Marchandises en sacs livrées sur quai par lots de 100 tonnes minimum et mises directement sur wagons fournis par le destinataire :	
Par tonne débarquée	625 fr.
Tarif spécial n° 15.	
Containers et cadres pleins :	
Taxes applicables sur le poids brut des colis :	
Embarquement ou débarquement :	
Colis ne dépassant pas 5.000 kilos brut :	
Taxe prévue pour la catégorie de marchandises qu'il contient (si ces marchandises sont de catégories différentes la taxe à appliquer est celle de la catégorie la plus élevée).	
Colis d'un poids compris entre 5.000 et 10.000 kilos brut :	
Mêmes taxes que ci-dessus auxquelles s'ajoute :	
une taxe supplémentaire de	160 fr.
par 100 kilos au-dessus de 5.000 kilos.	
Colis d'un poids supérieur à 10.000 kilos brut :	
Taxe prévue pour les colis lourds.	
Tarif spécial n° 16.	
Alcool en vrac :	
Embarquement ou débarquement d'alcool en vrac par refoulement depuis les camions-citernes jusqu'au navire et <i>vice versa</i> , le matériel de pompage étant fourni par l'expéditeur ou le bord, la tonne	
	695 fr.

9° *Marchandises en transit direct avec l'intérieur :*

Marchandises chargées directement à quai sur wagons pour être expédiées directement sur l'intérieur ou *vice versa* pour les exportations directes par expéditions groupées de 10 tonnes au moins :

Taxes identiques à celle du paragraphe A ci-dessus ;

10° *Marchandises en transit international :*

a) Pour les marchandises chargées directement de navire à wagon ou inversement : mêmes taxes que pour le transit avec l'intérieur ;

b) Pour les marchandises transitées avec stationnement dans l'enceinte gérée par la Manutention marocaine : mêmes taxes que ci-dessus, l'arrimage et le désarrimage sur wagon restant à la charge de la Manutention marocaine.

Majorations sur les taxes de débarquement ou d'embarquement :

1° Débarquement ou embarquement effectué par allèges :

Dans le cas d'embarquement ou de débarquement effectué par allèges sur la demande du navire, celui-ci paie une surtaxe de 50 % de la taxe d'embarquement ou de débarquement des marchandises ;

2° Marchandises taxées au poids (sauf colis lourds d'un poids supérieur à 10 tonnes) :

Les taxes d'aconage ci-dessus calculées au poids seront majorées de :

100 % pour les colis pesant moins de 300 kilos au mètre cube ;

20 % pour les colis d'un poids individuel supérieur à 200 kilos mais ne dépassant pas 2.500 kilos, sauf pour les colis constitués :

1° Par des fers ou tôles réunis en bottes ou fardeaux de bottes d'un poids inférieur à 1.500 kilos, à condition que le poids unitaire des éléments constituant les bottes ne soit pas supérieur à 200 kilos ;

2° Par des bois sciés conditionnés en fardeaux d'un poids inférieur à 1.500 kilos, à condition que le poids unitaire des éléments constituant ces fardeaux ne soit pas supérieur à 200 kilos ;

50 % pour les colis d'un poids individuel supérieur à 2.500 kilos mais ne dépassant pas 5.000 kilos ;

100 % pour les colis d'un poids individuel supérieur à 5.000 kilos mais ne dépassant pas 10.000 kilos.

N.B. — Lorsque plusieurs des majorations prévues ci-dessus sont applicables à une même marchandise, elles se cumulent entre elles.

3° Marchandises débarquées ou embarquées en dehors des heures normales de travail, ou les dimanches et jours fériés :

Jours ouvrables :

De 12 heures à 14 heures	150 % de la taxe
De 18 heures à 20 heures	50 % —
De 20 heures à 24 heures	100 % —
De 0 heure à 7 heures	100 % —

Dimanches et jours fériés :

Heures normales	100 % de la taxe
De 12 heures à 14 heures	250 % —
De 18 heures à 20 heures	150 % —
De 20 heures à 24 heures	200 % —
De 0 heure à 7 heures	200 % —

Majoration minimum par heure commandée et par main desservie ou commandée :

Opérations effectuées en dehors des heures normales et les dimanches et jours fériés 4.060 fr.

Sont considérées comme effectuées le dimanche et les jours fériés les opérations accomplies entre 7 heures et le lendemain 6 heures.

Ristourne à payer aux navires autorisés à employer leurs propres engins pour débarquer ou embarquer leurs marchandises :

Par tonne 30 fr

B. — Stationnement.

1° *Marchandises ordinaires débarquées :*

Tarif applicable à partir du 11^e jour de stationnement par quintal brut, suivant la formule :

$$S \text{ (Fr.)} = (1 + 0,15 n + 0,015 n^2) 27,6781,$$

n étant le nombre de jours écoulés après l'expiration du délai de stationnement gratuit :

Au 11 ^e jour..	32 fr.	Au 38 ^e jour..	473 fr.	Au 65 ^e jour..	1.512
12 ^e — ..	37	39 ^e — ..	502	66 ^e — ..	1.561
13 ^e — ..	43	40 ^e — ..	530	67 ^e — ..	1.612
14 ^e — ..	52	41 ^e — ..	556	68 ^e — ..	1.664
15 ^e — ..	59	42 ^e — ..	586	69 ^e — ..	1.717
16 ^e — ..	67	43 ^e — ..	617	70 ^e — ..	1.772
17 ^e — ..	77	44 ^e — ..	649	71 ^e — ..	1.825
18 ^e — ..	88	45 ^e — ..	682	72 ^e — ..	1.882
19 ^e — ..	98	46 ^e — ..	714	73 ^e — ..	1.938
20 ^e — ..	110	47 ^e — ..	750	74 ^e — ..	1.993
21 ^e — ..	124	48 ^e — ..	784	75 ^e — ..	2.052
22 ^e — ..	137	49 ^e — ..	820	76 ^e — ..	2.111
23 ^e — ..	151	50 ^e — ..	858	77 ^e — ..	2.170
24 ^e — ..	167	51 ^e — ..	895	78 ^e — ..	2.230
25 ^e — ..	184	52 ^e — ..	943	79 ^e — ..	2.314
26 ^e — ..	199	53 ^e — ..	973	80 ^e — ..	2.352
27 ^e — ..	218	54 ^e — ..	1.024	81 ^e — ..	2.414
28 ^e — ..	238	55 ^e — ..	1.054	82 ^e — ..	2.479
29 ^e — ..	256	56 ^e — ..	1.097	83 ^e — ..	2.543
30 ^e — ..	276	57 ^e — ..	1.140	84 ^e — ..	2.609
31 ^e — ..	298	58 ^e — ..	1.184	85 ^e — ..	2.674
32 ^e — ..	320	59 ^e — ..	1.228	86 ^e — ..	2.741
33 ^e — ..	343	60 ^e — ..	1.273	87 ^e — ..	2.808
34 ^e — ..	367	61 ^e — ..	1.320	88 ^e — ..	2.905
35 ^e — ..	390	62 ^e — ..	1.367	89 ^e — ..	2.975
36 ^e — ..	415	63 ^e — ..	1.414	90 ^e — ..	3.017
37 ^e — ..	442	64 ^e — ..	1.463		

N.B. — 1° Une majoration de 100 % des taxes ci-dessus est applicable aux marchandises lorsque la durée de leur stationnement au-delà du délai de franchise dépasse cinq jours.

2° Les destinataires des marchandises ci-dessus, entreposées en magasins par lots inférieurs ou égaux à 50 tonnes, qui retirent leurs marchandises avant l'expiration du délai de dépôt gratuit de dix jours, bénéficient d'une prime égale à cinq francs cinquante centimes (5 fr. 50) par quintal et par jour d'avance sur la date d'expiration de ce délai, le montant total de cette prime ne pouvant toutefois être supérieur à vingt-huit francs (28 fr.) par quintal.

3° Les lots égaux ou supérieurs à 200 tonnes bénéficieront d'un délai supplémentaire gratuit calculé à raison d'un jour par 200 tonnes, sans que le délai supplémentaire ainsi accordé puisse dépasser cinq jours.

Cette disposition ne s'applique qu'aux lots de marchandises de même catégorie, de même marque, et figurant soit sur une même déclaration en douane, soit sur un même connaissement et ayant dans ce dernier cas le même destinataire.

Toutefois, les bois débarqués d'un même navire pour le même destinataire seront considérés comme formant un seul lot, même s'ils figurent sur plusieurs connaissements.

2° *Marchandises ordinaires à embarquer :*

Tarif applicable à partir du 11^e jour de stationnement, par quintal brut et par décade :

Du 11 ^e au 20 ^e jour	11 fr.
Du 21 ^e au 30 ^e —	32
Du 31 ^e au 40 ^e —	162
Du 41 ^e au 50 ^e —	242
Du 51 ^e au 60 ^e —	367
Du 61 ^e au 70 ^e —	499
Du 71 ^e au 80 ^e —	648
Du 81 ^e au 90 ^e —	811

Les taxes afférentes à chaque période se cumulent.

N.B. — Les marchandises débarquées et celles à embarquer entreposées sur terre-pleins, sur sous-traités et bâchées, bénéficieront sur les taxes ci-dessus d'une réduction de 20 %.

Les marchandises débarquées et celles à embarquer entreposées sur terre-pleins, sans sous-traités ni bâchées, bénéficieront sur les taxes ci-dessus d'une réduction de 50 %.

3° *Marchandises dangereuses et inflammables, débarquées ou à embarquer (par quintal brut) :*

Du 2° au 4° ou du 5° au 7° jour inclus	37 fr
Du 8° au 11° jour inclus	73
Du 12° au 15° —	109
Du 16° au 20° —	149
Du 21° au 25° —	187
Du 26° au 30° —	203

Les taxes afférentes à chaque décade se cumulant.

Les taxes de stationnement de l'alfa sont les suivantes, par quintal brut :

Du 11° au 13° jour inclus	37 fr.
Du 14° au 17° —	73
Du 18° au 21° —	109
Du 22° au 26° —	149
Du 27° au 31° —	187
Du 32° au 36° —	203

A dater du 36° jour, la taxe sera de 144 francs par 100 kilos pour chaque période de 5 jours.

Les taxes afférentes à chaque période se cumulant.

4° *Marchandises ordinaires en transbordement (par quintal brut) :*

Du 21° au 30° jour inclus	14 fr.
Du 31° au 40° —	43
Du 41° au 50° —	203
Du 51° au 60° —	359
Du 61° au 70° —	499
Du 71° au 80° —	702
Du 81° au 90° —	866

Les taxes afférentes à chaque décade se cumulant.

Les marchandises déposées sur terre-pleins, bâchées et sur sous-traités, bénéficieront d'une réduction de 20 % sur les taxes ci-dessus ; celles déposées sur terre-pleins, non bâchées et sans sous-traités, bénéficieront d'une réduction de 50 %.

5° *Marchandises ordinaires en transit international :*

A partir du 21° jour de stationnement, par quintal brut et par jour

6 fr

Les marchandises déposées sur terre-pleins, bâchées et sur sous-traités, bénéficieront d'une réduction de 20 % sur les taxes ci-dessus ; celles déposées sur terre-pleins, non bâchées et sans sous-traités, bénéficieront d'une réduction de 50 %.

6° *Matières d'or, d'argent et de platine, bijoux et matières précieuses (par quintal brut et par jour) :*

Pour le 4° et le 5° jour	94 fr.
A partir du 6° jour	164

7° *Animaux vivants :*

a) *Stabulation (par tête et par jour) :*

Bovins, équidés	47 fr.
Ovins, caprins	16
Porcins	24
Autres non dénommés	22

b) *Frais de conduite (par tête) :*

Bovins, équidés	8 fr.
Ovins, caprins, porcins	5

c) *Soins (par tête et par jour) :*

Bovins, équidés	47 fr.
Ovins, caprins, porcins	24

C. — Assurance contre l'incendie.

Par 100 francs de valeur couverte et par décade :

a) <i>Marchandises ordinaires</i>	0 fr. 07
b) <i>Marchandises dangereuses et inflammables ..</i>	0 fr. 31

La valeur couverte sera celle admise par la douane.

D. — Fourniture d'eau douce aux navires.

1° <i>Prise aux bouches du quai (manches fournies par le navire), la tonne</i>	16 fr.
--	--------

2° *Prise aux bouches du quai (livraison dans les soutes du navire) :*

Pour les 20 premières tonnes, la tonne	95 fr
De la 21° à la 50° tonne, la tonne	73
Au-dessus de 50 tonnes, la tonne	37

3° *Prise à la citerne de la Manutention marocaine par les moyens du bord :*

Pour les 20 premières tonnes, la tonne	295 fr.
De la 21° à la 50° tonne, la tonne	235
Au-dessus de 50 tonnes, la tonne	160

4° *Livree dans les soutes du navire par les moyens de la citerne :*

Pour les 20 premières tonnes, la tonne	410 fr.
De la 21° à la 50° tonne, la tonne	260
Au-dessus de 50 tonnes, la tonne	235

Aux tarifs ci-dessus s'ajoutent le prix de l'eau fournie par la distribution municipale et les taxes et surtaxes municipales.

E. — Amarrage et désamarrage des navires.

NATURE DES OPÉRATIONS	JAUGE BRUTE DES NAVIRES			
	De 0 à 500 tonneaux	De 501 à 1.000 tonneaux	De 1.001 à 3.000 tonneaux	De 3.001 tonneaux et au-dessus
	Francs	Francs	Francs	Francs
a) Amarrage	2.280	2.760	3.060	4.560
b) Désamarrage	1.200	1.515	1.950	2.280
c) Déhalage quelle qu'elle soit l'importance du déplacement du navire	3.480	4.275	5.030	6.840

Par dérogation à l'article 6 du cahier des charges il ne sera appliqué aux taxes prévues ci-dessus, pour les opérations effectuées de 20 heures le soir à 6 heures le lendemain, qu'une majoration de 50 % pour les taxes d'amarrage des navires de 0 à 500 tonneaux de jauge brute et de 33 % pour toutes les autres taxes.

Aucune majoration ne sera appliquée pour les opérations accomplies de 6 heures à 7 heures, de 12 heures à 14 heures et de 18 heures à 20 heures ou pendant les heures normales des dimanches et jours fériés.

F. — Opérations diverses (facultatives). *

1° *Location de défenses de quai (du type agréé par l'administration) :*

Par jour et par poste :

Navires jusqu'à 1.500 tonneaux de jauge brute	865 fr.
Navires de plus de 1.500 tonneaux de jauge brute ..	1.090

2° *Location d'engins de manutention :*

a) *Allèges :*

Par tonne de portée en lourd (sans équipage) :

Pour une demi-journée	100 fr
Pour une journée	130

b) *Engins de levage :*

1° <i>Grue électrique de quai (5 tonnes), par tonne ou fraction de tonne manipulée</i>	460 fr.
--	---------

2° <i>Autres engins de levage, par tonne ou fraction de tonne manipulée</i>	475
---	-----

Ces taxes sont majorées de 25 % pour les colis d'un poids unitaire de 5 à 10 tonnes et de 50 % pour ceux d'un poids unitaire supérieur à 10 tonnes.

Avec minimum par demi-heure d'emploi	1.660 fr.
--	-----------

3° *Utilisation de grue pour embarquement ou débarquement d'auto-bagage :*

Par auto-bagage accompagnée	1.110 fr.
-----------------------------------	-----------

c) Engins divers :

1° Sauterelles à tapis roulant, chargeurs à godets pour camions, chargeurs à tabliers métalliques pour camions ou wagons, déchargeurs de wagons :	
Par appareil utilisé, la tonne	130 fr.

Un minimum de perception de 1.870 francs est applicable par demi-heure d'emploi des appareils, à compter du moment où l'engin est mis à la disposition de l'intéressé jusqu'au moment où l'opération à effectuer est terminée ;

2° Plateaux ou disques à palanquées, par unité et par demi-journée	490 fr.
3° Elingues, pattes à crocs, filets de débarquement (la tonne manipulée)	96 fr.
4° Appareils de couplage de grue, par unité et par heure	498 fr.
5° Grand appareil pour débarquement de camions, par demi-journée	1.220 fr.
6° Petit appareil pour débarquement de voitures, par demi-journée	605 fr.
7° Box à bestiaux, par unité et par demi-journée	720 fr.
8° Bennes :	
Benne-preneuse à céréales de 3.500 litres, par demi-journée indivisible	5.345 fr.
Benne-preneuse ordinaire, par demi-journée indivisible	4.420
Benne à minerais de 1.000 litres ou plus, par demi-journée indivisible	2.030
Benne à minerais de 800 litres, par demi-journée indivisible	1.290

d) Tracteurs et remorques :

Tracteur, par unité et par heure (heures ouvrables) ..	2.440
Tracteur, par unité et par heure (en dehors des heures ouvrables)	2.620
Remorque, par unité et par heure	440

3° Transport de marchandises en dehors de la zone occupée par la société gérante (dans l'enceinte du port) :

Transport des quais, des terre-pleins, des hangars de la concession aux terre-pleins d'usage public situés dans l'enceinte du port, ou <i>vice versa</i> , la tonne	295 fr.
Transport direct du navire au terre-plein d'usage public ou <i>vice versa</i> , sans stationnement, sur quai, la tonne	160

4° Transbordement de navire à navire, par allèges :

Marchandises ordinaires :	
De 1 ^{re} catégorie, la tonne	355 fr.
De 2 ^e — —	320
De 3 ^e — —	305
De 4 ^e — —	235
Dangereuses et inflammables, la tonne	470

N.B. — Les taxes prévues aux 3° et 4° ci-dessus sont passibles des majorations pour poids et volume applicables aux taxes du paragraphe A ci-dessus.

5° Opérations diverses :

a) Arrimage avec classement spécial :

Briques, tuiles, planches, madriers, la tonne	320 fr.
Traverses de chemin de fer, poutrelles, fers, la tonne	120
Charbons de toute nature jusqu'à 2 mètres de haut, la tonne	100
Charbons de toute nature de 2 à 4 mètres de haut, la tonne	160

b) Désarrimage simple :

Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie, la tonne	73 fr.
— — — 2 ^e — —	71
— — — 3 ^e — —	64
— — — 4 ^e — —	61
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne	73

c) Arrimage, transport, réarrimage avec classement :

Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie, la tonne	235 fr.
— — — 2 ^e — —	215
— — — 3 ^e — —	205
— — — 4 ^e — —	165
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne	235

d) Désarrimage, transport, réarrimage sans classement :

Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie, la tonne	120 fr.
— — — 2 ^e — —	110
— — — 3 ^e — —	100
— — — 4 ^e — —	95
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne	120

e) Reconnaissance de la marchandise avec désarrimage et réarrimage (manutention par le propriétaire) :

Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie, la tonne	40 fr.
— — — 2 ^e — —	31
— — — 3 ^e — —	24
— — — 4 ^e — —	20
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne	47

N.B. — Les taxes désignées aux paragraphes b), c) et d) ci-dessus seront doublées pour les colis d'un poids individuel supérieur à 1.000 kilos mais ne dépassant pas 1.500 kilos ; elles seront débattues de gré à gré pour ceux d'un poids individuel supérieur à 1.500 kilos et pour tous les colis sans exception quand la distance de transport excédera 50 mètres (paragr. c) et d).

6° Pesage :

a) Par bascule charretière, y compris la fourniture du peseur, la mise sur bascule restant à la charge des intéressés :

Par quintal métrique (ou fraction)	10 fr.
--	--------

Délivrance gratuite d'un total de poids.

Délivrance, sur demande, d'un détail de pesées contre paiement d'une taxe totale de 16 francs jusqu'à 20 pesées, augmentée de 1 franc pour chaque pesée en sus de 20 jusqu'à 100, et de 0,40 pour chaque pesée au-dessus de 100.

Pesage de sucre brut en sacs :

Pour un tonnage annuel inférieur à 50.000 tonnes, la tonne	95 fr.
De 50.000 tonnes à 75.000 tonnes, la tonne	73
De 75.001 tonnes à 100.000 tonnes, la tonne	55
Au-dessus de 100.000 tonnes, la tonne	37

b) Autres engins que les balances charretières :

Y compris la fourniture des engins avec leurs accessoires, celle du peseur et celle des ouvriers employés à l'opération pour les colis dont le poids individuel n'excède pas 1.000 kilos.

Marchandises ordinaires, y compris celles simplement inflammables :	
1 ^{re} catégorie, la tonne pesée	120 fr.
2 ^e — — —	110
3 ^e — — —	100
4 ^e — — —	95
Marchandises dangereuses et inflammables	120

Les taxes seront doublées pour les colis d'un poids individuel supérieur à 1.000 kilos mais ne dépassant pas 1.500 kilos ; elles seront débattues de gré à gré pour les colis d'un poids individuel excédant 1.500 kilos.

Y compris la fourniture des engins avec leurs accessoires et celle du peseur, mais non celle des ouvriers.

Pour tous les colis, quel que soit leur poids :

Marchandises ordinaires, y compris celles simplement inflammables :	
1 ^{re} catégorie, la tonne pesée	62 fr.
2 ^e — — — — —	55
3 ^e — — — — —	47
4 ^e — — — — —	40
Marchandises dangereuses et inflammables	60

N.B. — Même taxe que pour les bascules charretières pour la délivrance de détail de poids.

c) Pesage d'animaux (quel que soit l'engin utilisé) :

Pour chaque bœuf, cheval, mulet, chameau	40 fr.
Pour chaque âne, veau, porc	11
Pour chaque chèvre, mouflon	8

7° *Chargement et déchargement de marchandises sur wagons ou sur camions :*

Bois de caissage ou de construction, la tonne	320 fr.
Bonbonnes (vides ou pleines), la tonne	355
Briques, la tonne	410
Billots vides, la tonne	320
Briquettes de charbon, la tonne	295
Caisses vides, la tonne	320
Carreaux, la tonne	410
Charbon de bois en sacs, la tonne	355
Charbon de bois en vrac, la tonne	410
Charbon de terre, la tonne	355
Céréales en sacs, la tonne	160

Colis divers et fûts pleins :

D'un poids unitaire jusqu'à 100 kilos, la tonne	355 fr.
D'un poids unitaire de 101 à 200 kilos, la tonne	410
D'un poids unitaire supérieur à 200 kilos	515
Fûts vides, la tonne	410
Faitières, la tonne	410
Fers en barres ou en bottes, jusqu'à 200 kilos, la tonne	410
Fers en barres ou en bottes d'un poids supérieur à 200 kilos, la tonne	490
Madriers, la tonne	320
Minerais en vrac, la tonne	410
Minerais en sacs, la tonne	355
Marchandises diverses en vrac, la tonne	410
Perches, poteaux, piquets, la tonne	320
Poussière de charbon, la tonne	355
Primeurs (avec arrimage et classement spécial), la tonne	305
Sacherie, poids unitaire jusqu'à 101 kilos, la tonne	295
Sacherie, poids unitaire supérieur à 101 kilos, la tonne	355
Sable en vrac, la tonne	355
Sel en vrac, la tonne	355
Tuiles, la tonne	410
Traverses de chemin de fer, la tonne	320

Les taxes ci-dessus seront majorées de 25 % pour les colis d'un poids unitaire supérieur à 5.000 kilos jusqu'à 10.000 kilos.

Elles seront majorées de 50 % pour les colis d'un poids unitaire supérieur à 10.000 kilos jusqu'à 25.000 kilos, lorsque l'opération pourra être effectuée au moyen du portique roulant.

Pour les colis supérieurs à 10.000 kilos à charger ou à décharger sur quai au moyen du ponton-mât, il sera appliqué le tarif relatif aux « colis lourds ».

Un prix de gré à gré sera débattu lorsque le transport excédera la distance de 50 mètres.

8° *Aide de remorqueurs dans le port :*

Mouvements de navires :

Tarif par remorqueur :

Pour la première demi-heure	6.475 fr.
Pour chaque demi-heure au-delà	3.790

Mouvements d'engins de servitude, chalands, etc. :

Tarif au mouvement :

Dans le port, par mouvement et par remorqueur	3.240 fr.
Dans l'avant-port, par mouvement et par remorqueur	4.915
Les heures d'attente sont payées à la moitié du tarif ci-dessus.	

9° *Evacuation des escarbilles :*

Par opération ne dépassant pas 2 heures	9.850 fr.
Par heure ou fraction d'heure en sus	1 655

10° *Location de passerelles :*

Passerelle de coupée de plus de 10 mètres, par unité et par période de 24 heures	2.635 fr.
Passerelle de coupée de 8 à 10 mètres, par unité et par période de 24 heures	2.435
Passerelle de coupée de moins de 8 mètres, par unité et par période de 24 heures	2.155
Mise en place et enlèvement de passerelles, par passerelle	10.140

11° *Location de pipe-line flottant pour les opérations de déchargement des tankers (produits pétroliers) :*

Au débarquement et à l'embarquement :

Produits blancs, la tonne	80 fr.
Produits noirs, la tonne	40

Observations. — Les taxes fixées pour les opérations d'afinies aux paragraphes 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8° et 9° ci-dessus sont majorées dans les conditions fixées ci-dessus pour les opérations effectuées en dehors des heures normales de travail (sauf en ce qui concerne les locations d'allèges, d'engins divers et de tracteurs et remorques indiquées aux alinéas a), c) et d) du 2° paragraphe (F).

II. — *Quai à charbons et à minerais.*

1° *Débarquement :*

a) Charbons de toute nature :

Mise à terre ou sur wagons, sans pesage :

De 1 à 250 tonnes, la tonne	260 fr.
A partir de la 251 ^e tonne, la tonne	230
Prix moyen maximum pour les lots de plus de 250 tonnes, la tonne	240

Mise sur wagons, avec pesage :

Même taxe que ci-dessus majorée par tonne de

13 fr.

Mise sur chalands pour la soute :

Taxe de débarquement ci-dessus diminuée de 30 %, la main-d'œuvre à bord des chalands étant à la charge du réceptionnaire.

b) Pyrites, minerais de fer et de manganèse :

Mise à terre ou sur wagons, sans pesage, la tonne

195 fr.

c) Gypse et barytine :

Mise à terre ou sur wagons, sans pesage, la tonne

210 fr.

d) Autres marchandises non dénommées :

Même tarif qu'aux môles de commerce.

2° *Embarquement :*

a) Charbons de toute nature :

Charbon non destiné aux soutes :

De 1 à 100 tonnes, la tonne	260 fr.
De la 101 ^e à la 250 ^e tonne, la tonne	240
A partir de la 251 ^e tonne, la tonne	230

Charbon destiné aux soutes :

Taxes ci-dessus réduites de 50 %.

b) Minerais de fer et de manganèse :

	Fer	Manganèse
1° Minerais de fer et de manganèse arrivant par voie ferrée et chargés sur bennes amovibles d'un type agréé par l'administration, présentant individuellement un poids compris entre 10 et 12 tonnes en charge et permettant leur manutention par les engins de quai, la tonne	160 fr.	180 fr.

Se décomposant comme suit :

Déchargement des bennes sur parc, la tonne.	65	75
Reprise sur parc et mise à bord, la tonne	95	105
Lorsque les bennes pourront être vidées directement des wagons à navire, la tonne ...	115	155
2° Minerais de fer et de manganèse embarqués dans d'autres conditions que celles ci-dessus, de parc à navire, la tonne	115	155

c) Gypse, barytine, résidus de pyrite, cendres, scories, du parc à navire, la tonne

210 fr.

d) Autres marchandises non dénommées :

Même tarif qu'aux môles de commerce.

3° Transfert de charbon d'un point du parc à un autre :

Le désarrimage ainsi que l'arrimage sont à la charge des usagers.
Charbons de toute nature, par tonne

75 fr.

4° Chargement sur wagons voie normale :

Désarrimage sur parc et arrimage sur wagons à la charge des usagers.

a) Charbons de toute nature :

Par lots de 1 à 50 tonnes, sans pesage, la tonne	75 fr.
Par lots de 1 à 50 tonnes, avec pesage, la tonne	85
Par lots au-dessus de 50 tonnes, sans pesage, la tonne	60
Par lots au-dessus de 50 tonnes, avec pesage, la tonne	75

b) Pyrites et gypse, sans pesage :

Par lots de 1 à 50 tonnes, la tonne	75 fr.
Par lots au-dessus de 50 tonnes, la tonne	60

5° Déchargement de wagons par bennes preneuses :

Désarrimage sur wagons et arrimage sur parc à la charge des usagers :

De 1 à 50 tonnes, sans pesage, la tonne	75 fr.
Au-dessus de 50 tonnes, sans pesage, la tonne	60

6° Stationnement :

Location au mètre carré :

Par jour	2 fr.
Par mois	46

Réduction de 50 % pour les minerais de fer, de 25 % pour les minerais de manganèse.

7° Fourniture d'eau douce aux navires :

Mêmes tarifs qu'aux môles du commerce, intermédiaire et Chaix (cf. § 1° ci-dessus).

8° Services accessoires :

a) Location d'éléments de mur de clôture :

Par mètre linéaire et par jour	2 fr.
Par mètre linéaire et par semestre	130

b) Opérations diverses d'arrimage :

Arrimage du charbon avec classement spécial :

Jusqu'à 2 mètres de hauteur, la tonne	65 fr.
De 2 mètres à 4 mètres de hauteur, la tonne	115
Au-dessus de 4 mètres de hauteur : de gré à gré.	

c) Chargements sur camions des charbons de toute nature (désarrimage sur parc et arrimage sur camions à la charge des usagers), la tonne

65 fr.

d) Pesage sur bascule charretière : mêmes tarifs qu'au môle du commerce (cf. § 1° ci-dessus).

e) Location de portiques et de grues :

Portique de 12,5 t., l'heure	9.350 fr.
Grue de 12,5 t., l'heure	5.830

Majorations des taxes des quais à charbon et à minerais.

Les taxes ci-dessus correspondant à des manutentions sont passibles d'une majoration de 50 % lorsque les opérations ont lieu en dehors des heures normales de travail, ou les dimanches et jours fériés légaux. Cette surtaxe est ramenée à 20 % en ce qui concerne les embarquements de minerais effectués les dimanches et jours fériés pendant les heures normales de la matinée (de 7 heures à 12 heures) et à 25 % pour les embarquements de nuit des minerais de fer embarqués directement des wagons-bennes aux navires.

La perception de la surtaxe de 50 % comporte les minima suivants :

Pour le charbon, par engin et par heure	5.500 fr.
Pour l'embarquement des minerais de fer et de manganèse, par engin et par heure	3.905
Pour le même embarquement effectué dans la matinée des dimanches et jours fériés, par engin et par heure	1.485

III. — Halle au poisson.

Les taux des taxes applicables à la halle au poisson du port de Casablanca et perçues par la société gérante sont fixés comme suit :

1° Taxe de péage sur le poisson :

a) Sur tous poissons débarqués de bateaux attachés en droit ou en fait, à un port de la zone sud du Maroc : 2 % *ad valorem* ;

b) Sur tous poissons débarqués de bateaux non attachés à un port de la zone sud du Maroc, mais munis d'une licence de pêche non périmée : 5 % *ad valorem* ;

c) Sur tous poissons débarqués d'un bateau non muni de licence de pêche : 10 % *ad valorem*.

Les valeurs adoptées sont les mêmes que celles fixées pour la taxe à la criée.

2° Taxe de criée :

a) Sur le poisson vendu par l'intermédiaire de la halle (en provenance d'un bateau ou de l'intérieur) : 3 % *ad valorem* ;

b) Sur le poisson destiné à être traité en usine et vendu sur contrat : 1 % *ad valorem*.

3° Taxes diverses :

a) Frigorifique :

Conservation de poisson en chambre froide, par quintal et par jour :

Pour le premier jour	55 fr.
Pour chacun des jours suivants	20
Location de casiers monorails, par casier et par jour	31

Manipulation de poisson saisi :

Par caisse	62 fr.
Duplicata de bon de dépôt	62

b) Vente de glace :

En barre, la tonne	625 fr.
Broyée, la tonne	780

c) Fourniture d'eau douce (non compris tarif S.M.D. ni taxes municipales) :

Manches fournies par le bateau, le mètre cube	16 fr.
Manches fournies par la halle, le mètre cube	82

d) Pesage sur bascules charretières avec délivrance d'un total de poids, par quintal ou fraction de quintal	6 fr.
e) Locations diverses :	
Bureaux, par mètre carré et par mois	220 fr.
Stalles de marceurs, par stalle et par mois	13.000
Magasins pour usiniers et pêcheurs, par mètre carré et par an	1.200
Locaux des teintureries de filets :	
Par mois : chalutiers	13.000 fr.
Par mois : sardiniers	15.600
Location de chariots, par unité et par opération ..	24 fr.
Utilisation de monte-charge, par tonne manipulée.	155
Eau de saumurage, par kilogramme de sardines ..	0 fr. 12

ART. 2. — Les administrations de la guerre et de la marine, lorsque les opérations de chargement ou de déchargement des marchandises leur appartenant n'auront pas été confiées à la Manutention marocaine, paieront à celle-ci, au profit du budget annexe du port, la moitié de la taxe d'embarquement ou de débarquement afférente aux marchandises ordinaires de 3^e catégorie.

ART. 3. — Le présent arrêté entrera en vigueur huit jours francs à compter de sa notification aux services du port et à la Manutention marocaine.

Rabat, le 30 janvier 1957.

M'HAMED DOUIRI.

**Arrêté du ministre des travaux publics
du 30 janvier 1957**

fixant le taux des taxes à appliquer dans le port de Mazagan.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu le dahir du 17 rejeb 1356 (7 juin 1947) autorisant le directeur des travaux publics à fixer, par arrêté, les taxes portuaires ;

Vu l'arrêté viziriel du 20 safar 1355 (16 décembre 1916) réglementant le service de l'aconage, du magasinage et autres opérations dans les ports du Sud, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété, notamment l'arrêté viziriel du 12 jomada II 1366 (3 mai 1947) ;

Vu le dahir du 11 jomada I 1352 (2 septembre 1933) instituant des taxes de péage au port de Mazagan ;

Vu l'arrêté directorial du 11 mai 1933 réglementant l'usage de la cale de halage et des terre-pleins du port de Mazagan ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mai 1956 fixant les taxes à appliquer dans le port de Mazagan ;

Les chambres mixtes d'agriculture, de commerce et d'industrie de Mazagan, consultées ;

Vu l'avis conforme du sous-secrétaire d'État aux finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des taxes perçues dans le port de Mazagan sont modifiés ainsi qu'il suit :

I. — TAXES DE PÉAGE.

1^o Taxe de stationnement et d'abri :

Par tonneau de jauge brute et par jour

8 fr.

Abonnement. Minimum de perception :

Par mois

172

Par an

1.720

2^o Taxe de séjour à quai :

Par mètre ou fraction de mètre hors tout et par jour.

35 fr.

II. — TAXES DE REMORQUAGE.

1^o Voiliers ou vapeurs n'utilisant pas leurs machines :

Jusqu'à 300 tonneaux de jauge brute, par tonneau

40 fr.

(avec minimum de perception de 1.920 fr.)

Pour chaque tonneau au-delà de 300

24

2^o Vapeurs utilisant leurs machines :

Jusqu'à 300 tonneaux de jauge brute, par tonneau

35 fr.

(avec minimum de perception de 1.200 fr.)

Pour chaque tonneau au-delà de 300

14

Attente du remorqueur :

Pour la première heure

1.720 fr.

Pour la deuxième heure

1.485

Pour la troisième heure et chacune des suivantes

1.250

III. — TAXES D'ACONAGE.

Du bord à terre ou inversement (également applicable pour les opérations à quai) :

1^o Passagers : transport par barcasse ou canot de l'aconage :

Par passager et par voyage

200 fr.

(Les enfants de moins de 7 ans ne paient pas la taxe.)

Bagages autres que ceux manifestés comme mobilier, par unité d'un poids inférieur à 100 kilos

110

Au-dessus de 100 kilos, taxe supplémentaire par 100 kilos

70

Valises et colis à main, par unité

45

2^o Animaux :

Pour chaque bœuf, cheval, mulet, chameau embarqué ou débarqué, sans box

1.250 fr.

Pour chaque bœuf, cheval, mulet, chameau embarqué ou débarqué, en box

2.030

Pour chaque veau ou âne

250

Pour chaque porc

156

Pour chaque mouton ou chèvre

78

3^o Articles taxés à l'unité :

Pour chaque piano

2.965 fr.

Pour chacun des articles ci-après en cas de non-embalage :

Pour chaque brouette

40

— bicyclette

78

— motocyclette

235

— cercueil

1.250

— wagonnet

390

Araba, charrette, voiture ou embarcation d'un poids inférieur à 500 kilos

1.250

Araba, charrette, voiture ou embarcation d'un poids compris entre 500 et 800 kilos

1.560

Araba, charrette, voiture ou embarcation d'un poids supérieur à 800 kilos

2.030

Pour chaque automobile d'un poids inférieur à 1.000 kilos

3.750

Pour chaque automobile d'un poids supérieur à 1.000 kilos

5.620

Pour chaque locomotive jusqu'à 6.000 kilos

7.490

Pour chaque wagon d'un poids inférieur à 2.000 kilos

2.965

Pour chaque wagon compris entre 2.000 et 6.000 kilos

5.620

Colis pesant plus de 6.000 kilos : de gré à gré.

4^o Marchandises ordinaires :

Par tonne de marchandises embarquées ou débarquées :

Marchandises de 1^o catégorie

630 fr.

Marchandises de 2^o catégorie

530

Marchandises de 3^o catégorie

470

Marchandises de 4^o catégorie

360

5^o Marchandises dangereuses ou inflammables

800 fr.

IV. — TAXES DE TRANSPORT.

	Des quais aux magasins, hangars et dépôts annexes ou inversement	Des quais aux terre-pleins ou inversement	Des terre-pleins aux magasins, hangars et dépôts annexes
	Francs	Francs	Francs
1° Articles taxés à l'unité :			
a) Pour chaque piano	312	250	219
b) En cas de non-emballage :			
Pour chaque brouette	16	10	8
Pour chaque bicyclette	24	16	9
Pour chaque motocyclette	94	63	40
Pour chaque cercueil	437	344	172
Pour chaque wagonnet	172	141	78
Araba, charrette, voiture ou embarcation :			
D'un poids inférieur à 500 kilos ..	344	250	172
D'un poids compris entre 500 et 800 kilos	437	344	219
D'un poids supérieur à 800 kilos ..	515	437	250
Pour chaque automobile :			
D'un poids inférieur à 1.000 kilos	1.326	858	624
D'un poids supérieur à 1.000 kilos.	1.890	1.326	858
Pour chaque locomotive ou locomobile, jusqu'à 6.000 kilos	3.120	2.340	1.092
Pour chaque wagon d'un poids inférieur à 2 tonnes	1.326	858	624
Pour chaque wagon d'un poids compris entre 2.000 et 6.000 kilos.	2.652	1.716	858
Chaque colis pesant plus de 6.000 kilos	De gré à gré.		
2° Marchandises ordinaires, par tonne de marchandises transportées :			
1 ^{re} catégorie	255	200	125
2 ^e catégorie	200	160	110
3 ^e catégorie	160	125	70
4 ^e catégorie	110	90	55

3° Marchandises dangereuses ou inflammables :
Par tonne de marchandises transportées en magasin. 310 fr.

4° Bagages des passagers :
Autres que ceux manifestés comme mobilier, des quais aux magasins ou dépôts de bagages ou inversement, par colis et par 100 kilos ou payant pour ce poids 50

V. — TAXES DE LOCATION.

	Demi-journée	Journée
Pour grue de 1.000 à 1.500 kilos	1.560 fr.	2.500 fr.
— 1.501 à 2.000 kilos	1.720	2.810
— 2.001 à 4.000 kilos	2.185	3.435
— 4.001 à 6.000 kilos	2.810	4.215

Le minimum de perception par opération sera égal à la taxe fixée pour la demi-journée.

En cas de travail de nuit les taxes ci-dessus seront majorées de 25 %.

A ces taxes s'ajoutera le remboursement de la consommation de charbon, de carburant ou de courant électrique.

VI. — TAXES DE MAGASINAGE.

1° Marchandises ordinaires (y compris les huiles végétales et crin végétal) :

DÉSIGNATION DES DÉLAIS (les 100 kilos)	TAXES PAYÉES pour les marchandises déposées		
	En magasin	Sous hangar couvert	Sur les quais
	Francs	Francs	Francs
Du 1 ^{er} au 20 ^e jour inclus	18	16	10
Du 21 ^e au 30 ^e —	108	82	63
Du 31 ^e au 40 ^e —	180	144	108
Du 41 ^e au 50 ^e —	288	216	197
Du 51 ^e au 60 ^e —	395	324	288
Du 61 ^e au 70 ^e —	556	484	395
Du 71 ^e au 80 ^e —	718	628	503
Du 81 ^e au 90 ^e —	898	790	683

2° Marchandises dangereuses ou inflammables de la catégorie b) :

Du 5 ^e au 7 ^e jour	63 fr.
Du 8 ^e au 11 ^e jour	125
Du 12 ^e au 15 ^e jour	180
Du 16 ^e au 20 ^e jour	252
Du 21 ^e au 25 ^e jour	305
Du 26 ^e au 30 ^e jour	359

3° Bagages (de passagers) :
A l'unité par 100 kilos ou payant pour ce poids :
Le premier jour 50 fr.
Pour chaque jour en plus 30

4° Désarrimage et réarrimage :

PAR TONNE DÉARRIMÉE OU RÉARRIMÉE	MANUTENTION par le service de l'aéonage	MANUTENTION par l'intéressé
	Francs	Francs
Marchandises ordinaires (y compris celles simplement inflammables) :		
1 ^{re} catégorie	82	21
2 ^e catégorie	75	18
3 ^e catégorie	71	16
4 ^e catégorie	65	14
Marchandises dangereuses et inflammables	86	32

5° Délivrance du contre-bon : taxe fixe de 14 francs.

VII. — TAXES DE STATIONNEMENT A TERRE.

1° Navires et embarcations utilisés pour la pêche, dont la jauge brute dépasse 3 tonneaux :

Par tonneau de jauge brute et par jour au-dessus de 3 tonneaux :

Pour les 5 premiers jours	24 fr.
Pour les 10 jours suivants	12
A partir du 16 ^e jour	9

2° Remorqueurs, barcasses, chalands de toute nature, vedettes à moteur et embarcations utilisés pour la pêche, dont la jauge brute ne dépasse pas 3 tonneaux :

Par mètre carré d'encombrement et par jour 5 fr

VIII. — LOCATION DE TERRE-PLEINS, MAGASINS, HANGARS.

Terre-pleins, par mètre carré et par mois :

Jusqu'au 4 ^e mois	40 fr.
Du 5 ^e au 8 ^e mois	71
Du 9 ^e au 12 ^e mois	87
Au-delà du 12 ^e mois	110
Magasins, par mètre carré et par mois	100
Hangars, par mètre carré et par mois	90

IX. — SERVICES ACCESSOIRES.

1° Location de vedettes (sauf pour le remorquage) :

L'heure	2.340 fr.
La demi-journée	9.360
La journée	15.600

2° Hissage et mise à l'eau :

Pour chacun des mouvements, par tonneau de jauge brute :

Jusqu'à 10 tonneaux	1.030 fr.
Du 11 ^e au 20 ^e tonneau	858
Du 21 ^e au 50 ^e tonneau	687
Au-delà du 50 ^e tonneau	515
Minimum de perception par opération	4.525
Immobilisation du ber de halage, par jour	780

3° Location d'amarres, par poste et par 24 heures :

Navires jusqu'à 1.500 tonneaux de jauge brute	4.370 fr.
Navires au-delà de 1.500 tonneaux de jauge brute	6.865

4° Location de défenses, par poste et par jour :

Navires jusqu'à 1.500 tonneaux de jauge brute	860 fr.
Navires au-delà de 1.500 tonneaux de jauge brute	1.015

5° Fourniture d'eau douce aux navires :

En sus du prix de l'eau proprement dit, tel qu'il est facturé par la ville :

A quai, le navire fournissant les manches nécessaires, la tonne	78 fr.
A quai, livraison par les soins de l'aconage, par tonne :	

Pour les 20 premières tonnes, avec minimum de perception de 1.200 francs	125
De 21 à 50 tonnes	110
Au-dessus de 50 tonnes	94

Sur rade, reprise par le matériel du navire dans la citerne de l'aconage, avec minimum de perception de 6.000 francs, la tonne

437

6° Sortie des marchandises en dehors des heures normales de travail de la douane :

a) Jours ouvrables :

Par heure et par magasinier	315 fr.
Par demi-journée et par magasinier	1.170
Par journée et par magasinier	2.185

b) Jours non ouvrables, tarifs ci-dessus, majorés de :

50 % pour travail effectué de 8 heures à 18 heures ;
100 % pour travail effectué de 18 heures à 24 heures ;
150 % pour travail effectué de zéro heure à 8 heures.

ART. 2. — Lorsque, à la demande des compagnies de navigation, les opérations sont effectuées les dimanches et les jours fériés, les tarifs des taxes de remorquage, d'aconage, de transport, de location de grues et de services accessoires (§ 1° et 2°), tels qu'ils sont définis aux titres II, III, IV, V et IX de l'article premier ci-dessus, sont augmentés de cent pour cent (100 %).

ART. 3. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, entrera en vigueur huit (8) jours francs après la notification au service de l'aconage.

Rabat, le 30 janvier 1957.

M'HAMED DOUIRI.

Références :

(B.O. n° 1816, du 15-8-1947) ;
(B.O. n° 1815, du 8-8-1947) ;
(B.O. n° 2282, du 20-7-1956).

Arrêté du ministre des travaux publics
du 30 janvier 1957
fixant les taxes à appliquer dans le port de Mogador.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu le dahir du 17 rejeb 1366 (7 juin 1947) autorisant le directeur des travaux publics à fixer, par arrêté, les taxes portuaires ;

Vu l'arrêté viziriel du 20 safar 1335 (16 décembre 1916) réglant le service de l'aconage, du magasinage et autres opérations dans les ports du Sud, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété, notamment l'arrêté viziriel du 12 jourmada II 1366 (3 mai 1947) ;

Vu le dahir du 27 chaoual 1353 (12 février 1935) instituant des taxes de péage au port de Mogador ;

Vu les arrêtés directoriaux des 15 octobre 1953 et 8 août 1955 et l'arrêté ministériel du 29 mai 1956 fixant les taxes à appliquer dans le port de Mogador ;

Les chambres mixtes d'agriculture, de commerce et d'industrie de Mogador consultées ;

Vu l'avis conforme du sous-secrétaire d'État aux finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des taxes perçues dans le port de Mogador sont modifiés ainsi qu'il suit :

I. — TAXES DE PÉAGE.

1° Taxe de stationnement et d'abri :

Par tonneau de jauge brute et par jour	8 fr.
Abonnement. Minimum de perception :	
Par mois	172
Par an	1.720

2° Taxe de séjour à quai :

Par mètre ou fraction de mètre hors tout et par jour.	35 fr.
---	--------

II. — TAXES DE REMORQUAGE.

1° Voiliers ou vapeurs n'utilisant pas leurs machines :

Jusqu'à 300 tonneaux de jauge brute, par tonneau	40 fr.
(avec minimum de perception de 1.920 fr.)	
Pour chaque tonneau au-delà de 300	24

2° Vapeurs utilisant leurs machines :

Jusqu'à 300 tonneaux de jauge brute, par tonneau	35 fr.
(avec minimum de perception de 1.200 fr.)	
Pour chaque tonneau au-delà de 300	14

Attente du remorqueur :

Pour la première heure	1.720 fr.
Pour la deuxième heure	1.485
Pour la troisième heure et chacune des suivantes	1.250

III. — TAXES D'ACONAGE.

Du bord à terre ou inversement (également applicable pour les opérations à quai) :

1° Passagers : transport par barcasse ou canot de l'aconage :

Par passager	200 fr.
(Les enfants de moins de 7 ans ne paient pas la taxe.)	
Bagages autres que ceux manifestés comme mobilier, par unité d'un poids inférieur à 100 kilos	110
Au-dessus de 100 kilos, taxe supplémentaire par 100 kilos	70
Valises et colis à main, par unité	45

2° Animaux :

Pour chaque bœuf, cheval, mulet, chameau embarqué ou débarqué, sans box	1.250 fr.
Pour chaque bœuf, cheval, mulet, chameau embarqué ou débarqué, en box	2.030
Pour chaque veau ou âne	250
Pour chaque porc	156
Pour chaque mouton ou chèvre	78

3° Articles taxés à l'unité :

Pour chaque piano	2.965 fr.
Pour chacun des articles ci-après en cas de non-emballage :	
Pour chaque brouette	40
— bicyclette	78
— motocyclette	235
— cercueil	1.250
— wagonnet	390

Araba, charrette, voiture ou embarcation d'un poids inférieur à 500 kilos	1.250
Araba, charrette, voiture ou embarcation d'un poids compris entre 500 et 800 kilos	1.560
Araba, charrette, voiture ou embarcation d'un poids supérieur à 800 kilos	2.030
Pour chaque automobile d'un poids inférieur à 1.000 kilos	3.750
Pour chaque automobile d'un poids supérieur à 1.000 kilos	5.620
Pour chaque locomotive jusqu'à 6.000 kilos	7.490
Pour chaque wagon d'un poids inférieur à 2.000 kilos	2.965
Pour chaque wagon compris entre 2.000 et 6.000 kilos	5.620
Colis pesant plus de 6.000 kilos : de gré à gré.	

4° Marchandises ordinaires :

Par tonne de marchandises embarquées ou débarquées :	
Marchandises de 1 ^{re} catégorie	630 fr.
Marchandises de 2 ^e catégorie	530
Marchandises de 3 ^e catégorie	470
Marchandises de 4 ^e catégorie	360

5° Marchandises dangereuses ou inflammables

IV. — TAXES DE TRANSPORT.

	Des quais aux magasins, hangars et dépôts annexes ou inversement	Des quais aux terre-pleins ou inversement	Des terre-pleins aux magasins, hangars et dépôts annexes
	Francs	Francs	Francs
1° Articles taxés à l'unité :			
a) Pour chaque piano	312	250	219
b) En cas de non-emballage :			
Pour chaque brouette	16	10	8
Pour chaque bicyclette	24	16	9
Pour chaque motocyclette	94	63	40
Pour chaque cercueil	437	344	172
Pour chaque wagonnet	172	141	78
Araba, charrette, voiture ou embarcation :			
D'un poids inférieur à 500 kilos ..	344	250	172
D'un poids compris entre 500 et 800 kilos	437	344	219
D'un poids supérieur à 800 kilos ..	515	437	250
Pour chaque automobile :			
D'un poids inférieur à 1.000 kilos.	1.326	858	624
D'un poids supérieur à 1.000 kilos.	1.890	1.326	858
Pour chaque locomotive ou locomobile, jusqu'à 6.000 kilos	3.120	2.340	1.092
Pour chaque wagon d'un poids inférieur à 2 tonnes	1.326	858	624
Pour chaque wagon d'un poids compris entre 2.000 et 6.000 kilos.	2.652	1.716	858
Chaque colis pesant plus de 6.000 kilos			
De gré à gré.			
2° Marchandises ordinaires, par tonne de marchandises transportées :			
1 ^{re} catégorie	255	200	125
2 ^e catégorie	200	160	110
3 ^e catégorie	160	125	70
4 ^e catégorie	110	90	55

3° Marchandises dangereuses ou inflammables :

Par tonne de marchandises transportées en magasin. 310 fr.

4° Bagages des passagers :

Autres que ceux manifestés comme mobilier, des quais aux magasins, par colis et par 100 kilos ou payant pour ce poids 50

V. — TAXES DE LOCATION.

	Demi-journée	Journée
Grue fixe de 1.000 à 1.500 kilos	1.560 fr.	2.500 fr.
— 1.501 à 2.000 kilos	1.720	2.810
— 2.001 à 4.000 kilos	2.185	3.435
— 4.001 à 6.000 kilos	2.810	4.215

Grue sur pneus : 1.000 à 6.000 kilos (dans l'enceinte du port) 2.810 4.215

Le minimum de perception par opération sera égal à la taxe fixée pour la demi-journée.

En cas de travail de nuit les taxes ci-dessus seront majorées de 25 %.

Autre matériel : de gré à gré.

VI. — TAXES DE MAGASINAGE.

1° *Marchandises ordinaires* (y compris les huiles végétales et crin végétal) :

DESIGNATION DES DELAIS (les 100 kilos)	TAXES PAYÉES pour les marchandises déposées		
	En magasin	Sous hangar couvert	Sur les quais
	Francs	Francs	Francs
Du 1 ^{er} au 20 ^e jour inclus	18	16	10
Du 21 ^e au 30 ^e —	108	82	63
Du 31 ^e au 40 ^e —	180	144	108
Du 41 ^e au 50 ^e —	288	216	197
Du 51 ^e au 60 ^e —	395	324	288
Du 61 ^e au 70 ^e —	556	484	395
Du 71 ^e au 80 ^e —	718	628	503
Du 81 ^e au 90 ^e —	898	790	683

2° *Marchandises dangereuses ou inflammables de la catégorie b)* :

Du 5 ^e au 7 ^e jour	63 fr.
Du 8 ^e au 11 ^e jour	125
Du 12 ^e au 15 ^e jour	180
Du 16 ^e au 20 ^e jour	252
Du 21 ^e au 25 ^e jour	305
Du 26 ^e au 30 ^e jour	359

3° *Bagages (de passagers)* :

A l'unité par 100 kilos ou payant pour ce poids :

Le premier jour	50 fr.
Pour chaque jour en plus	30

4° *Désarrimage et réarrimage* :

PAR TONNE DESARRIMÉE OU RÉARRIMÉE tant que le poids n'excèdera pas 1.000 kilos	MANUTENTION par le service de l'aéonage	MANUTENTION par l'intéressé
	Francs	Francs
Marchandises ordinaires (y compris celles simplement inflammables) :		
1 ^{re} catégorie	82	21
2 ^e catégorie	75	18
3 ^e catégorie	71	16
4 ^e catégorie	65	14
Marchandises dangereuses et inflam- mables	86	32

5° *Délivrance du contre-bon* : taxe fixe de 14 francs.

VII. — TAXES DE STATIONNEMENT A TERRE.

A. — Stationnement sur terre-pleins.

1° Navires et embarcations utilisés pour la pêche dont la jauge brute dépasse 3 tonneaux :

Du 1 ^{er} au 30 ^e jour	16 fr.
Du 31 ^e au 60 ^e jour	32
Au-delà du 60 ^e jour	47

2° Tous autres navires et remorqueurs, barcasses, chalands, embarcations de servitude, vedettes à moteur, canots, embarcations utilisées pour la pêche dont la jauge brute ne dépasse pas 3 tonneaux :

Par mètre carré d'encombrement et par jour	7 fr.
--	-------

B. — Stationnement sur la cale de halage.

Navires de la catégorie 1° ci-dessus définie :

Par tonneau de jauge brute et par jour :

Séjour en franchise : 2 jours :

Du 3 ^e au 5 ^e jour inclus	13 fr.
Du 5 ^e au 15 ^e jour inclus	25
Au-delà du 15 ^e jour	50

Navires de la catégorie 2° ci-dessus définie :

Séjour en franchise : 2 jours :

Du 3^e au 4^e jour et par mètre carré d'encombrement

Au-delà du 4^e jour et par mètre carré d'encombrement

VIII. — LOCATION DE TERRE-PLEINS, MAGASINS, HANGARS.

Terre-pleins, par mètre carré et par mois

Magasins à marchandises, par mètre carré et par mois

Magasins pour pêcheurs, par mètre carré et par mois

IX. — SERVICES ACCESSOIRES.

1° *Location de vedette* (sauf pour le remorquage) :

L'heure

La demi-journée

La journée

2° *Hissage et mise à l'eau* :

Pour chacun des mouvements, par tonneau de jauge brute :

Jusqu'à 10 tonneaux

Du 11^e au 20^e tonneau

Du 21^e au 50^e tonneau

Au-delà du 50^e tonneau

Minimum de perception par opération

Ces tarifs seront majorés de 50 % en dehors des heures normales et de 100 % les jours fériés.

Entre le 1^{er} août et le 31 décembre, les taxes de hissing et de mise à l'eau appliquées aux navires armés à la pêche seront réduites de 30 % si le séjour sur cale est inférieur à 2 jours.

3° *Location de matériel pour embarquement et débarquement des marchandises* :

Élingues : par unité et par jour

Pattes à futailles : par unité et par jour

Sangles : par unité et par jour

Filets divers

Plateaux à marchandises : par unité et par jour

Remorque de 2 tonnes dans l'enceinte du port :

Par journée

Par demi-journée

Par heure

Tracteurs (de 7 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, avec fourniture du chauffeur, de l'essence et de l'huile) :

Par journée

Par demi-journée

Par heure

Diable : par unité et pour la première heure

Pour chacune des heures suivantes

Caillebotis : par unité et par jour

Bâches : par mètre carré et par jour

4° *Location d'ancre et de chaînes d'amarrage* :

Ancres ou grappins : par unité et par jour

Chaînes d'amarrage : par maillon et par jour

5° *Location de machines-outils* :

Tour :

Pour la première heure

Pour chacune des heures suivantes

Cisaille :

Pour la première heure

Pour chacune des heures suivantes

Scie à ruban :

Pour la première heure	2.028 fr.
Pour chacune des heures suivantes	1.560

6° Fourniture d'eau douce aux navires :

Le mètre cube livré à bord sur rade 437 fr.

A ce tarif s'ajoute le prix du mètre cube d'eau proprement dit, tel qu'il est facturé par la ville.

7° Sortie des marchandises en dehors des heures normales de travail de la douane :

a) Jours ouvrables :

Par heure et par magasinier	315 fr.
Par demi-journée	1.170
Par journée	2.185

b) Jours non ouvrables, tarifs majorés de 50 % par heure, de 8 heures à 18 heures, majorés de 100 % de 18 heures à 24 heures et de 150 % de 0 heure à 8 heures.

ART. 2. — Lorsque, à la demande des compagnies de navigation, les opérations sont effectuées les dimanches et les jours fériés, les tarifs des taxes, tels qu'ils sont définis aux titres II, III, IV, V et IX de l'article premier ci-dessus, sont augmentés de cent pour cent (100 %).

ART. 3. — Le présent arrêté, qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires, entrera en vigueur huit (8) jours francs après sa notification au service de l'aconage.

Rabat, le 30 janvier 1957.

M'HAMED DOUIRI.

Références :

- (B.O. n° 1816, du 15-8-1947) ;
- (B.O. n° 1815, du 8-8-1947) ;
- (B.O. n° 2034, du 19-10-1951) ;
- (B.O. n° 2143, du 20-11-1953) ;
- (B.O. n° 2234, du 19-8-1955) ;
- (B.O. n° 2282, du 20-7-1956).

**Arrêté du ministre des travaux publics
du 30 janvier 1957**

modifiant les taxes de péage applicables dans le port de Casablanca.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu le dahir du 2 ramadan 1350 (11 janvier 1932) portant création de taxes de péage sur navires au port de Casablanca ;

Vu le dahir du 8 hija 1355 (20 février 1937) portant création de taxes de péage sur les navires embarquant ou débarquant des marchandises dans le port de Casablanca ;

Vu le dahir du 7 kaada 1357 (29 décembre 1938) portant création d'une taxe de péage sur les navires à passagers au port de Casablanca ;

Vu le dahir du 1^{er} hija 1348 (30 avril 1930) approuvant la convention relative au régime des voies ferrées du port de Casablanca, intervenue entre l'État et la Compagnie des chemins de fer du Maroc ;

Vu le dahir du 12 jourmada II 1354 (12 septembre 1935) instituant une taxe de péage sur les essences de pétrole pures ou en mélange, pétroles, huiles minérales raffinées ou lampantes débarqués en fûts ou en caisses dans le port de Casablanca ;

Vu le dahir du 17 rejab 1366 (7 juin 1947) autorisant le directeur des travaux publics à fixer, par arrêté, les taxes portuaires ;

Les chambres de commerce et d'industrie de Casablanca consultées ;

Vu l'avis conforme du sous-secrétaire d'État aux finances ;

Sur la proposition de l'inspecteur général, directeur du port,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des taxes de péage perçues dans le port de Casablanca sont modifiés suivant les nouveaux tarifs ci-dessous :

A. — Péages sur navires.

§ 1^{er}. — Taxe de stationnement (par tonneau de jauge brute et par jour :

Stationnement à flot :

De 1 à 500 tonneaux	20 fr.
De 501 à 1.000 tonneaux	13,5
De 1.001 à 3.000 tonneaux	9 fr.
De 3.001 à 5.000 tonneaux	4,5
Au-dessus de 5.000 tonneaux	2,5

§ 2. — Taxes d'après le tonnage :

Par tonne de marchandise :

Catégorie A : minerais de fer, fluorine, pyrites de fer, barytine, produits de carrière	17 fr.
Catégorie B : minerais de manganèse	33
Catégorie C : autres minerais et phosphates	66
Catégorie D : toutes autres marchandises	55

§ 3. — Taxes sur passagers débarqués ou embarqués ou sur touristes en croisière :

Par passager débarqué ou embarqué :

Cabine de luxe et 1 ^{re} classe	330 fr.
Autres classes	110
Par touriste en croisière	440

B. — Péages sur marchandises.

§ 1^{er}. — Taxe sur marchandises pour utilisation de voies ferrées du port, par tonne brute transportée 12 fr.

§ 2. — Taxe sur les essences, pétroles, huiles minérales débarqués en fûts ou en caisses, par tonne débarquée 770 fr.

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur huit (8) jours francs après sa notification aux services du port et au service des douanes.

Rabat, le 30 janvier 1957.

M'HAMED DOUIRI.

**ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

TEXTES COMMUNS.

Décret n° 2-57-0052 du 2 rejab 1376 (2 février 1957) modifiant le classement hiérarchique des grades et emplois des fonctionnaires des cadres généraux mixtes en service au Maroc.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu l'arrêté viziriel du 8 moharrem 1368 (10 novembre 1948) portant classement hiérarchique des grades et emplois des fonctionnaires des cadres généraux mixtes en service au Maroc, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Sur la proposition du ministre d'État chargé de la fonction publique, après avis du ministre de l'économie nationale, sous-secrétariat d'État aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le tableau indiciaire annexé à l'arrêté viziriel susvisé du 8 moharrem 1368 (10 novembre 1948) est modifié et

complété conformément aux dispositions du tableau annexé au présent décret dont les dispositions prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1955.

Fait à Rabat, le 2 rejev 1376 (2 février 1957).

BEKKAÏ.

* * *

TABLEAU ANNEXE.

GRADES ET EMPLOIS	CLASSEMENT indiciaire		OBSER- VATIONS
	Indices normaux	Indices excep- tionnels	
MINISTÈRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.			
<i>Service général.</i>			
Inspecteur adjoint	225-275		
<i>Services administratifs extérieurs.</i>			
Inspecteur-rédacteur	300-390		
Inspecteur-instructeur	300-390		
Inspecteur d'études des télécom- munications	300-390		
Inspecteur	300-390		

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Est nommé *secrétaire-greffier en chef* de 2^e classe du 1^{er} décembre 1956 : M. Vuillermet René, secrétaire-greffier de 2^e classe. (Arrêté du 28 décembre 1956.)

Est nommé *secrétaire-greffier adjoint* de 5^e classe du 16 décembre 1956, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1949 : M. Cano Jacques, commis principal de classe exceptionnelle. (Arrêté du 22 décembre 1956.)

Sont nommés, après concours, *secrétaires-greffiers adjoints stagiaires* du 1^{er} décembre 1956 : MM. Goupil Jean, commis principal de 2^e classe, Monégo Raphaël, commis de 2^e classe, Ben Arbane Ahmed et Himri Brahim, commis de 3^e classe. (Arrêtés du 13 décembre 1956.)

Est promu *agent public* de 3^e catégorie, 3^e échelon du 1^{er} avril 1956 : M. Pedaggi Ange, agent public de 3^e catégorie, 2^e échelon. (Arrêté du 21 décembre 1956.)

Est nommée *commis stagiaire* du 1^{er} novembre 1956 : M^{me} Pinelli Marie-Madeleine, licenciée en droit. (Arrêté du 7 janvier 1957.)

Est nommée *commis stagiaire* du 1^{er} octobre 1956 : M^{lle} Cirot Nicole, commis temporaire; bachelière de l'enseignement secondaire. (Arrêté du 19 décembre 1956.)

Est nommé *commis stagiaire* du 24 décembre 1956 : M. Ferrieux Claude, commis temporaire, bachelier de l'enseignement secondaire. (Arrêté du 19 décembre 1956.)

Est placée dans la position de disponibilité pour convenances personnelles du 7 janvier 1957 : M^{me} Guarniéri Yvette, dactylographe, 2^e échelon. (Arrêté du 18 décembre 1956.)

* * *

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Sont nommés, dans le corps des sapeurs-pompiers du Maroc, *sapeurs-pompiers stagiaires* :

Du 1^{er} janvier 1954 : M. Chakir Ahmed ;

Du 1^{er} juillet 1954 : MM. Hany Abdeslam et Najjar Abdelkadèr ;

Du 1^{er} septembre 1954 : MM. Boukri Alami et Yalaoui Ahmed ;

Du 1^{er} janvier 1955 : MM. Mnoumèr Ismaïl et Moaouïa Khalifa ;

Du 1^{er} avril 1955 : M. Slaouïa Hmida ;

Du 1^{er} juillet 1955 : M. Adraoui Mohamed ;

Du 1^{er} octobre 1955 : M. Narhimache Mohamed ;

Du 1^{er} janvier 1956 : M. Bouhamda Layachi ;

Du 1^{er} août 1956 : M. Taïb Bouchaïb ;

Du 1^{er} septembre 1956 : M. Bekkar Smaïl.

(Arrêtés des 11, 17, 18 et 21 janvier 1957.)

Est reclassé *contrôleur des plantations* de 7^e classe du 10 février 1955, avec ancienneté du 17 décembre 1954, *contrôleur* de 6^e classe du 10 février 1955, avec ancienneté du 23 novembre 1953, et *contrôleur* de 5^e classe du 23 novembre 1955 : M. Perdreau Joseph, contrôleur des plantations de 8^e classe. (Arrêtés des 16 novembre 1956 et 4 janvier 1957.)

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954 :

Agent public de 3^e catégorie, 3^e échelon du 1^{er} février 1951, avec ancienneté du 19 octobre 1950, 4^e échelon du 19 juin 1953 et 5^e échelon du 19 janvier 1956 : M. Aouad Ali ;

Agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} décembre 1950, avec ancienneté du 21 mars 1950, *agent public* de 2^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} janvier 1953, avec ancienneté du 21 mars 1950, 7^e échelon du 21 mars 1953 et 8^e échelon du 21 février 1956 : M. Mariani Pierre.

(Arrêtés du 28 janvier 1957.)

Est reclassé, en application du dahir du 4 décembre 1954, *sergent-chef*, 2^e échelon des sapeurs-pompiers du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 8 février 1951, *sergent-chef*, 1^{er} échelon du 8 mars 1953 et *adjudant*, 1^{er} échelon du 8 mars 1954 : M. Rech Camille. (Arrêté du 26 janvier 1957.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est titularisée et nommée *dame employée* de 3^e classe du 1^{er} janvier 1955, avec ancienneté du 9 octobre 1954 : M^{me} Denoual Antoinette, agent auxiliaire de 5^e catégorie. (Arrêté du 22 décembre 1956.)

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÛRETÉ NATIONALE.

Sont recrutés en qualité de :

Inspecteurs de police stagiaires :

Du 28 juin 1955 : M. Quiquampoix Louis ;

Du 1^{er} octobre 1956 : M. Bellamine Mohamed ;

Gardiens de la paix-élèves :

Du 1^{er} mars 1956 : MM. Assal Mohamed, Ari Maati, Ahmed ben Rhalem ben Mohat, Brahim ben Mohamed ben Tayebi, « Heïmeur » Salah ben Haïmeur ben Salah et Mouadab Mohamed ben Mhammed ben Lasri ;

Du 9 mars 1956 : M. Euriat Roger ;

Du 1^{er} avril 1956 : M. Cario Auguste ;

Du 16 juillet 1956 : MM. El Laroussi Abdenbi et Guessous Mohamed ;

Du 1^{er} août 1956 : MM. Benmbarek Boubkèr, Trari Driss, Trari Ahmed et Zoubir Mohamed ;

Du 21 août 1956 : MM. Baladi Hamidou et Oughalm Mohamed.

(Arrêtés des 6 août, 5, 11 et 12 décembre 1956.)

Est incorporé dans les cadres de la sûreté nationale du 1^{er} mars 1956, en qualité d'*officier de police adjoint de 2^e classe, 6^e échelon* : M. Féron Jean-Pierre, en service détaché. (Arrêté du 25 avril 1956.)

Sont titularisés et reclassés :

Officiers de police adjoints :

De 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} juin 1955, avec ancienneté du 7 février 1954 (bonification pour services militaires : 5 ans 3 mois 24 jours) : M. Almeras Louis ;

De 2^e classe, 2^e échelon du 1^{er} juin 1955, avec ancienneté du 20 février 1955 (bonification pour services militaires : 2 ans 3 mois 11 jours) : M. Thomas Jacques ;

De 2^e classe, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} juin 1955, avec ancienneté du 11 juillet 1953 (bonification pour services militaires : 1 an 10 mois 20 jours) : M. Laborde Paul ;

Du 10 juin 1955, avec ancienneté du 4 janvier 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois 6 jours) : M. Bernard Claude ;

Du 16 juin 1955, avec ancienneté du 10 janvier 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 6 jours) : M. Lelan Francis ;

Du 29 juillet 1955, avec ancienneté du 29 juillet 1954 (bonification pour services militaires : 9 mois 15 jours) : M. Oddos René ;

Inspecteurs de police :

De 2^e classe, 3^e échelon :

Du 1^{er} juin 1955, avec ancienneté du 11 avril 1955 (bonification pour services militaires : 4 ans 1 mois 20 jours) : M. Wilde Georges ;

Du 16 juin 1955, avec ancienneté du 13 juin 1954 (bonification pour services militaires : 5 ans 3 jours) : M. Pastre Roger ;

De 2^e classe, 2^e échelon :

Du 16 juin 1955 :

Avec ancienneté du 3 octobre 1953 (bonification pour services militaires : 3 ans 8 mois 13 jours) : M. Nappe Jean ;

Avec ancienneté du 12 mars 1954 (bonification pour services militaires : 3 ans 3 mois 4 jours) : M. Fournet Roger ;

Bonification pour services militaires : 2 ans : M. Marginedes André ;

Du 20 juin 1955, avec ancienneté du 14 octobre 1954 (bonification pour services militaires : 2 ans 8 mois 6 jours) : M. Luginbuhl Pierre ;

Du 28 juin 1955, avec ancienneté du 27 janvier 1954 (bonification pour services militaires : 3 ans 5 mois 1 jour) : M. Rose Henri ;

Du 1^{er} juillet 1955 (bonification pour services militaires : 2 ans) : M. Marot Bernard ;

Du 16 juillet 1955, avec ancienneté du 22 mai 1954 (bonification pour services militaires : 3 ans 1 mois 24 jours) : M. Guerlet Jean-Marie ;

De 2^e classe, 1^{er} échelon du 15 juillet 1955, avec ancienneté du 12 février 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 3 jours), et 2^e classe, 2^e échelon du 12 février 1956 : M. Cohen Solal Georges ;

De 2^e classe, 1^{er} échelon :

Du 16 juin 1955 :

Avec ancienneté du 16 décembre 1953 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : M. Pauly Guy ;

Avec ancienneté du 20 décembre 1953 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 26 jours) : M. Profuno Claude ;

Avec ancienneté du 22 décembre 1953 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 24 jours) : M. Prigent Jean ;

Avec ancienneté du 23 décembre 1953 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 23 jours) : M. Thomas Pierre ;

Avec ancienneté du 7 janvier 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 9 jours) : M. Poli Joseph ;

Du 28 juin 1955 :

Avec ancienneté du 21 juin 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 7 jours) : M. Cadours Jean-Pierre ;

Avec ancienneté du 28 juin 1954 (bonification pour services militaires : 11 mois 18 jours) : M. Sahut Justin ;

Du 29 juin 1955, avec ancienneté du 24 décembre 1953 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois 5 jours) : M. Sciarrino Jacques ;

Du 1^{er} juillet 1955 :

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1953 (bonification pour services militaires : 1 an 9 mois) : M. Santoni Jean ;

Avec ancienneté du 1^{er} mars 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 4 mois) : M. Culioli Guy ;

Avec ancienneté du 6 mai 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 1 mois 25 jours) : M. Rebaud Roger ;

Du 5 juillet 1955, avec ancienneté du 5 janvier 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : M. Labrousse Guy ;

Du 9 juillet 1955, avec ancienneté du 9 janvier 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : M. Thioulon Jack ;

Du 10 juillet 1955, avec ancienneté du 10 juillet 1954 (bonification pour services militaires : 11 mois 6 jours) : M. Polo Lucien ;

Du 12 juillet 1955, avec ancienneté du 12 juillet 1954 (bonification pour services militaires : 11 mois 22 jours) : M. Michau René ;

Du 30 juillet 1955, avec ancienneté du 30 juillet 1954 (bonification pour services militaires : 10 mois 16 jours) : M. Gabrielli Roger ;

Du 1^{er} août 1955, avec ancienneté du 29 avril 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 1 mois 17 jours) : M. Pinel Yves ;

Du 27 septembre 1955, avec ancienneté du 27 septembre 1954 (bonification pour services militaires 8 mois 19 jours) : M. Baile Jean ;

Du 3 novembre 1955, avec ancienneté du 3 novembre 1954 (bonification pour services militaires : 7 mois 13 jours) : M. Blanc René ;

Du 5 janvier 1956, avec ancienneté du 5 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 6 mois) : M. Zapata René ;

Gardiens de la paix :

6^e échelon du 16 juin 1955 :

Avec ancienneté du 3 septembre 1950 (bonification pour services militaires : 12 ans 9 mois 13 jours) : M. Abdesselam ben Mohamed ben Houssine ;

Avec ancienneté du 25 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 8 ans 4 mois 21 jours) : M. Hoummad ben Ahmed ben X... ;

Avec ancienneté du 20 mai 1955 (bonification pour services militaires : 8 ans 26 jours) : M. Rachak Mohamed ;

5^e échelon :

Du 16 juin 1955 :

Avec ancienneté du 2 octobre 1953 (bonification pour services militaires : 7 ans 8 mois 14 jours) : M. Kouika el Khammar ;

Avec ancienneté du 27 juillet 1954 (bonification pour services militaires : 6 ans 10 mois 19 jours) : M. Ouatik Mohamed ben Moha ben Amezane ;

Avec ancienneté du 27 octobre 1954 (bonification pour services militaires : 6 ans 7 mois 19 jours) : M. Oubelaïdi el Houssaine ;

Avec ancienneté du 3 avril 1955 (bonification pour services militaires : 6 ans 2 mois 13 jours) : M. Mohamed ben El Mati ben Kabbour ;

Avec ancienneté du 10 avril 1955 (bonification pour services militaires : 6 ans 2 mois 6 jours) : M. Tahir Ali ;

Du 26 juin 1955, avec ancienneté du 14 août 1954 (bonification pour services militaires : 6 ans 10 mois 12 jours) : M. Riquelme François ;

Du 27 juin 1955 :

Avec ancienneté du 13 juillet 1953 (bonification pour services militaires : 7 ans 11 mois 14 jours) : M. Ferrer Albert ;

Avec ancienneté du 4 décembre 1954 (bonification pour services militaires : 6 ans 6 mois 23 jours) : M. Villani Roger ;

Avec ancienneté du 27 avril 1955 (bonification pour services militaires : 6 ans 2 mois) : M. Picot Louis ;

4^e échelon :

Du 17 août 1954, avec ancienneté du 17 juin 1954 (bonification pour services militaires : 5 ans 2 mois) : M. Castro-Garcia Ramon ;

Du 22 avril 1955 (bonification pour services militaires : 4 ans 9 mois 23 jours) : M. Lekkel Hamida ;

Du 16 juin 1955 :

Avec ancienneté du 23 juin 1954 (bonification pour services militaires : 5 ans 11 mois 23 jours) : M. Mohamed ben Ech Cherki ben Mhammed ;

Avec ancienneté du 16 octobre 1954 (bonification pour services militaires : 5 ans 8 mois 6 jours) : M. Laadam Omar ;

Avec ancienneté du 6 novembre 1954 (bonification pour services militaires : 5 ans 7 mois 10 jours) : M. Mouimi Bouselham ;

Du 27 juin 1955 (bonification pour services militaires : 4 ans 6 mois 16 jours) : M. Bataille Honoré ;

Du 28 juin 1955 :

Bonification pour services militaires : 4 ans 9 mois 7 jours : M. Tordjmann Maurice ;

Bonification pour services militaires : 4 ans 6 mois 11 jours : M. Schwinte Émile ;

3^e échelon :

Du 9 mai 1955 (bonification pour services militaires : 2 ans 8 mois 15 jours) : M. Sintès Yves ;

Du 16 juin 1955 :

Bonification pour services militaires : 3 ans 6 mois 27 jours : M. Ahmed ben Abdesselam ben Haj Ahmed ;

Bonification pour services militaires : 3 ans 4 mois : M. El Houssaini Abdesslam ;

Bonification pour services militaires : 3 ans 3 mois 23 jours : M. B'Bark ben Omar ben Khallouk ;

Bonification pour services militaires : 3 ans 2 mois 5 jours : M. Abderrahman ben Salah ben Bouih ;

Bonification pour services militaires : 2 ans 10 mois 17 jours : M. Bezzaa Driss ;

Du 22 juin 1955 (bonification pour services militaires : 3 ans 3 mois 23 jours) : M. Maïl Mohamed ;

Du 24 juin 1955 (bonification pour services militaires : 2 ans 4 mois 1 jour) : M. Garcia Julien ;

Du 26 juin 1955 (bonification pour services militaires : 3 ans 6 mois 13 jours) : M. Leccis Marius ;

Du 27 juin 1955 :

Bonification pour services militaires : 3 ans 11 mois 24 jours : M. Laguerre Gabriel ;

Bonification pour services militaires : 3 ans 2 mois 3 jours : M. Lelièvre Louis ;

Bonification pour services militaires : 3 ans 17 jours : M. Zinck Raymond ;

Bonification pour services militaires : 2 ans 11 mois 6 jours : M. Bertrand Robert ;

Bonification pour services militaires : 2 ans 7 mois : M. Bès Robert ;

Bonification pour services militaires : 2 ans 4 mois 25 jours : M. Barranco Pierre ;

Du 29 juin 1955 (bonification pour services militaires : 3 ans 11 mois 19 jours) : M. Autret Roger ;

Du 1^{er} juillet 1955 :

Bonification pour services militaires : 3 ans 7 mois 13 jours : M. Abdelkadèr ben El Mekki ben Rahhal ;

Bonification pour services militaires : 3 ans 2 mois 14 jours : M. Bernard Sylvestre ;

Bonification pour services militaires : 2 ans 17 jours : M. Bouffier Eugène ;

Du 11 juillet 1955 (bonification pour services militaires : 3 ans 7 mois 25 jours) : M. Bergasse Marc ;

Du 12 juillet 1955 :

Bonification pour services militaires : 3 ans 7 mois 4 jours : M. Adon Yves ;

Bonification pour services militaires : 2 ans : M. Trouve Bernard ;

2^e échelon du 18 mars 1956 (bonification pour services militaires : 2 ans 5 mois 13 jours) : M. Petit Robert ;

1^{er} échelon :

Du 9 mai 1955 :

Avec ancienneté du 13 novembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 26 jours) : M. Belhomme Maurice ;

Avec ancienneté du 5 décembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 4 jours) : M. Rosiquo Henri ;

Avec ancienneté du 1^{er} mars 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 2 mois 8 jours) : M. Almecija-Ségura Ange ;

Du 10 mai 1955 :

Avec ancienneté du 10 novembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : M. Such Georges ;

Avec ancienneté du 28 novembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 12 jours) : M. Soler Antoine ;

Avec ancienneté du 3 décembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 7 jours) : M. Muriana François ;

Avec ancienneté du 8 décembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 2 jours) : M. Trives Michel ;

Du 12 mai 1955 :

Avec ancienneté du 10 novembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 23 jours) : M. Luigi Jean ;

Avec ancienneté du 25 novembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 17 jours) : M. Torre Joseph ;

Du 13 mai 1955, avec ancienneté du 20 avril 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 23 jours) : M. Poulhazan Pierre ;

Du 14 mai 1955 :

Avec ancienneté du 3 juin 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 11 mois 11 jours) : M. Angel Jean ;

Avec ancienneté du 14 novembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : M. Paymal Louis ;

Avec ancienneté du 7 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 4 mois 7 jours) : M. Le Floch Pierre ;

Avec ancienneté du 11 mars 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 2 mois 3 jours) : M. Barrois Roger ;

Avec ancienneté du 20 avril 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 24 jours) : M. Grand Justin ;

Du 15 mai 1955 (bonification pour services militaires : 1 an) : M. Almansa Marcel ;

Du 13 juin 1955, avec ancienneté du 13 décembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : M. Lamur Georges ;

Du 19 juin 1955 (bonification pour services militaires : 10 mois 23 jours) : M. Abellard Marcel ;

Du 24 juin 1955 :

Avec ancienneté du 1^{er} août 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 10 mois 23 jours) : M. Costa Don-Romain ;

Avec ancienneté du 24 décembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : MM. Giacomoni Jean et Carasco Louis ;

Avec ancienneté du 26 décembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois) : M. Blanco Armand ;

Avec ancienneté du 23 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois) : M. Albertini François ;

Du 25 juin 1955, avec ancienneté du 2 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois) : M. Parra Émile ;

Du 26 juin 1955, avec ancienneté du 26 décembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : MM. Gimenez Guy, Valera Gaby et Zamora Jean ;

Du 27 juin 1955 :

Avec ancienneté du 26 juillet 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 11 mois) : M. Canicio Michel ;

Avec ancienneté du 27 septembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 9 mois) : M. Noguerra Antoine ;

Avec ancienneté du 27 décembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : MM. Alibert Jean-Pierre, Alarcon Alfred, Quessu Jacob et Sanchez François ;

Avec ancienneté du 3 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 24 jours) : M. Boissenin Michel ;

Avec ancienneté du 4 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 23 jours) : M. Tine Émilien ;

Avec ancienneté du 7 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 20 jours) : MM. Andréani Gilbert et Saly Louis ;

Avec ancienneté du 26 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 1 jour) : M. Félices Antoine ;

Avec ancienneté du 1^{er} février 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 4 mois 26 jours) : M. Vittori Charles ;

Avec ancienneté du 5 février 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 4 mois 22 jours) : M. Pignoly Roger ;

Avec ancienneté du 25 mars 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 3 mois 2 jours) : M. Penta Marcel ;

Avec ancienneté du 26 avril 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 2 mois 1 jour) : M. Touret Alfred ;

Avec ancienneté du 29 avril 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 1 mois 28 jours) : M. Calleri Lucien ;

Du 28 juin 1955 :

Avec ancienneté du 28 décembre 1953 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : MM. Bogard Michel, Lançon Michel, Lièvre Robert et Vincens Claude ;

Avec ancienneté du 2 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 26 jours) : M. Pomarès François ;

Avec ancienneté du 4 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 24 jours) : M. Gardelle Jean ;

Avec ancienneté du 12 février 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 4 mois 16 jours) : M. Folacci Jean-Baptiste ;

Avec ancienneté du 10 avril 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 2 mois 18 jours) : M. Blanchenoix Joseph ;

Avec ancienneté du 3 mai 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 1 mois 25 jours) : M. Bouette Pierre ;

Avec ancienneté du 13 mai 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 1 mois 15 jours) : M. Porchel Bernard ;

Du 29 juin 1955 :

Avec ancienneté du 29 décembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : M. Vaccari Maurice ;

Avec ancienneté du 2 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 27 jours) : M. Linarès Alphonse ;

Avec ancienneté du 8 février 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 4 mois 21 jours) : M. Bouscasse René ;

Du 1^{er} juillet 1955 :

Avec ancienneté du 11 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 20 jours) : M. Botella René ;

Avec ancienneté du 12 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 19 jours) : M. Pannetier Louis ;

Du 5 juillet 1955 (bonification pour services militaires : 11 mois 23 jours) : M. Pansard Fernand ;

Du 6 juillet 1955 :

Bonification pour services militaires : 11 mois 22 jours : M. Orsini Toussaint ;

Bonification pour services militaires : 11 mois 21 jours : M. Chiappetti Célestin ;

Du 7 juillet 1955, avec ancienneté du 7 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : M. Alvarez François ;

Du 9 juillet 1955 (bonification pour services militaires : 11 mois 18 jours) : M. Pinaud Pierre ;

Du 11 juillet 1955 :

Avec ancienneté du 15 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 26 jours) : M. Borreil Joseph ;

Avec ancienneté du 16 mai 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 1 mois 25 jours) : M. Gautier Joseph ;

Du 15 juillet 1955 (bonification pour services militaires : 11 mois 14 jours) : M. Verlet André ;

Du 20 juillet 1955 (bonification pour services militaires : 11 mois 9 jours) : M. Tuduri Félix ;

Du 30 août 1955 (bonification pour services militaires : 9 mois 27 jours) : M. Armengol Michel ;

Du 1^{er} septembre 1955 :

Avec ancienneté du 22 février 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois 9 jours) : M. Carmona Emmanuel ;

Avec ancienneté du 1^{er} mars 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : MM. Bernard Fernand, Brunet Ullis, Bufort Alfred, Cabrera Raphaël, Cartagena Antoine, Chappaz Maurice, Perez Ferdinand et Selva Jean ;

Avec ancienneté du 7 mars 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 24 jours) : M. Zammit Jean ;

Avec ancienneté du 8 mars 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 23 jours) : M. Biales Hubert ;

Avec ancienneté du 16 mars 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 15 jours) : M. Balazut Gilbert ;

Avec ancienneté du 19 mars 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 12 jours) : M. Ros Antoine ;

Avec ancienneté du 28 mars 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 3 jours) : M. Stéfani Titin ;

Avec ancienneté du 13 avril 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 4 mois 18 jours) : M. Stiévenard Marcel ;

Avec ancienneté du 3 août 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 27 jours) : M. Cotteneq Pierre ;

Du 3 septembre 1955 (bonification pour services militaires : 11 mois 28 jours) : M. Canavaggio Charles ;
 Du 10 septembre 1955 (bonification pour services militaires : 9 mois 18 jours) : M. Serrano Émile ;
 Du 20 septembre 1955 (bonification pour services militaires : 9 mois 7 jours) : M. Pujol Marc ;
 Du 7 octobre 1955 (bonification pour services militaires : 10 mois 24 jours) : M. Bertrand André ;
 Du 1^{er} janvier 1956 (bonification pour services militaires : 8 mois) : M. Baraille André ;
 Du 20 février 1956 (bonification pour services militaires : 4 mois 8 jours) : M. Seille Roger ;
 Du 15 mars 1956 (bonification pour services militaires : 5 mois 16 jours) : M. Colombani Raymond ;
 Du 6 juin 1956 (bonification pour services militaires : 21 jours) : M. Pfister Robert.
 (Arrêtés des 15 juin, 12, 23, 24 novembre et 10 décembre 1956.)

Sont nommés :

Officier de police adjoint de 2^e classe, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, *officier de police, 6^e échelon* du 11 novembre 1954, avec ancienneté du 1^{er} avril 1953, et *7^e échelon* du 1^{er} juin 1955 : M. Lafon Jean ;

Officiers de police adjoints, 2^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1956 : MM. Kanouni Hassani Driss et Alami M'Chi Mohamed ;

Du 1^{er} mars 1956 : M. Regragui Mazili Mohamed ;

Du 1^{er} juillet 1956 : M. El Mostafa Abdallah,

officiers de police adjoints, 1^{er} échelon ;

De 2^e classe, 6^e échelon :

Du 1^{er} avril 1955 : MM. Abdelhamed Hadj. Aïssaoui et Azhary Ahmed ;

Du 1^{er} mai 1955 : MM. Franceschetti Paul et Bekkaï Kouidèr ;

Du 1^{er} août 1955 : M. Castillo Jean ;

Du 1^{er} septembre 1955 : M. Bernardini François ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M. Penelaud Pierre ;

Du 1^{er} décembre 1955 : M. Fontan Paul ;

Du 1^{er} mai 1956 : M. Alaoui Hassane ;

Du 1^{er} juin 1956 : M. El Hajji el Houssine,

officiers de police adjoints de 2^e classe, 5^e échelon ;

De 2^e classe, 5^e échelon :

Du 1^{er} avril 1953 : MM. Abdelhamed Hadj Aïssaoui et Azhary Ahmed ;

Du 1^{er} mai 1953 : M. Franceschetti Paul ;

Du 1^{er} juillet 1953 : M. Castillo Jean ;

Du 1^{er} septembre 1953 : M. Bernardini François ;

Du 1^{er} mars 1954 : M. Alaoui Hassane ;

Du 1^{er} avril 1954 : M. El Hajji el Houssine ;

Du 17 mars 1955 : M. Levert Lucien ;

Du 1^{er} septembre 1955 : M. Lahjouji Moulaz Abdallah ;

Du 1^{er} mai 1956 : M. Bendeddouche Mustapha ;

Du 1^{er} août 1956 : M. Es Siari Brahim,

officiers de police adjoints de 2^e classe, 4^e échelon ;

De 2^e classe, 4^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1955 : M. Harmand Paul ;

Du 13 septembre 1956 : M. Ettore Jean ;

Du 1^{er} octobre 1956 : M. Iay René ;

Du 1^{er} décembre 1956 : MM. Barbier Bernard, Brès Fernand, Coursière Paul et Holstaine Gaston,

officiers de police de 2^e classe, 3^e échelon ;

De 2^e classe, 3^e échelon :

Du 13 septembre 1954 : M. Ettore Jean ;

Du 29 mai 1955 : M. Loysel Robert ;

Du 16 septembre 1955 : M. Ribaut Jean ;

Du 1^{er} octobre 1955 : M. Leduc David ;

Du 1^{er} février 1956 : M. Gobert Jean ;

Du 1^{er} mars 1956 : MM. Colombani Jean et Vitrouil Michel ;

Du 8 avril 1956 : M. Botella André ;

Du 1^{er} août 1956 : MM. Nérisson Yvon et Serra Jacques ;

Du 1^{er} octobre 1956 : M. Lanau René ;

Du 1^{er} novembre 1956 : M. Duffros Louis ;

Du 16 novembre 1956 : M. Simonnot Pierre ;

Du 1^{er} décembre 1956 : MM. Calence Louis, Coufourier Marcel, Cristiani Antoine, Hure Raymond, Oliver Joseph, Pelbois Philippe et Toumit Jean,

officiers de police adjoints de 2^e classe, 2^e échelon ;

De 2^e classe, 2^e échelon :

Du 18 juillet 1955 : M. Lepezel Claude ;

Du 9 septembre 1955 : M. Bartoli César ;

Du 10 février 1956 : M. Ucelli Robert ;

Du 1^{er} mai 1956 : M. Negroni Jérôme ;

Du 1^{er} août 1956 : M. Bauzou Guy ;

Du 14 octobre 1956 : M. Roche Henri ;

Du 20 décembre 1956 : M. Gasmi Alain,

officiers de police adjoints de 2^e classe, 1^{er} échelon ;

Inspecteurs de police :

De 1^{re} classe, 2^e échelon :

Du 1^{er} avril 1953 : MM. Alfonsi Étienne, Barrau André, Belen Ernest, Blas Eugène, Bousigues Armand, Bureau Ernest, Ducat Léon, Feneysel Emmanuel, Fraysse Antoine, Garbes Manuel, Hauser Léon, Jardot Henri, Lescombes Lucien et Lopez François ;

Du 1^{er} juillet 1953 : M. Chaîne Henri ;

Du 1^{er} novembre 1953 : M. Vincent Henri ;

Du 1^{er} novembre 1954 : M. Prisselkow Arsène ;

Du 1^{er} avril 1955 : M. Valéry Pierre-Toussaint,

inspecteurs de 1^{re} classe, 1^{er} échelon ;

De 2^e classe, 6^e échelon :

Du 1^{er} avril 1953 : MM. Haas Louis, Julien Jean et Pastor Fernand ;

Du 1^{er} mai 1953 : M. Lacrcix Marcel ;

Du 1^{er} juillet 1953 : M. Bourgeois Raymond ;

Du 1^{er} décembre 1953 : M. Carcassonne François ;

Du 1^{er} avril 1954 : M. Valette André,

inspecteurs de 2^e classe, 5^e échelon ;

Agents spéciaux expéditionnaires :

De classe exceptionnelle :

Du 1^{er} juillet 1955 : M. Lemardeley Georges ;

Du 1^{er} décembre 1956 : M. Baumes Armand,

agents spéciaux expéditionnaires de classe exceptionnelle (après 3 ans) ;

De 3^e classe du 1^{er} janvier 1956 : MM. Batailley Pierre et Demanes Jean, *agents spéciaux expéditionnaires de 4^e classe ;*

De 5^e classe du 1^{er} mai 1956 : M. Sayan Mohamed, *agent spécial expéditionnaire de 6^e classe ;*

Sténodactylographes :

De 2^e classe du 1^{er} novembre 1956 : M^{me} Secorro Geneviève, *sténodactylographe de 5^e classe ;*

De 4^e classe du 1^{er} juillet 1956 : M^{me} Lallouet Madeleine, *sténodactylographe de 5^e classe ;*

Dactylographes :

8^e échelon du 1^{er} juin 1956 : M^{me} Fabby Maria, *dactylographe, 7^e échelon ;*

7^e échelon :

- Du 1^{er} avril 1956 : M^{mes} Lagane Jeanne et Levallois Jeanne ;
 Du 1^{er} juin 1956 : M^{me} Leca Antoinette ;
 Du 1^{er} octobre 1956 : M^{me} Albertini Marie ;
 Du 1^{er} novembre 1956 : M^{me} Claudin Paule,
 dactylographes, 6^e échelon ;

6^e échelon :

- Du 1^{er} janvier 1956 : M^{me} Arquéro Geneviève ;
 Du 1^{er} août 1956 : M^{me} Labé Renée,
 dactylographes, 5^e échelon ;

5^e échelon :

- Du 16 novembre 1955 : M^{me} Gross Louise ;
 Du 1^{er} mai 1956 : M^{me} Bourdon Jacqueline ;
 Du 1^{er} juin 1956 : M^{me} Brauge Marcelle,
 dactylographes, 4^e échelon ;

4^e échelon :

- Du 1^{er} janvier 1956 : M^{me} Comte Juliette ;
 Du 1^{er} mai 1956 : M^{me} Sabathier Berthe ;
 Du 1^{er} octobre 1956 : M^{mes} Perez Marie-Louise et Rouilhes Paul-
 lette ;

- Du 1^{er} novembre 1956 : M^{mes} Meyer Alice et Rémy Mathilde,
 dactylographes, 3^e échelon ;

3^e échelon :

- Du 1^{er} février 1956 : M^{me} Saddok Fatima ;
 Du 9 mai 1956 : M^{me} Denjean Christiane ;
 Du 1^{er} septembre 1956 : M^{me} Brenot Elisabeth ;
 Du 11 septembre 1956 : M^{me} Paolinetti Laurette ;
 Du 1^{er} octobre 1956 : M^{me} Leclerc Anne-Marie,
 dactylographes, 2^e échelon ;

2^e échelon :

- Du 3 mars 1953 : M^{me} Vidal Huguette ;
 Du 5 mai 1956 : M^{me} Boyer Claudine,
 dactylographes, 1^{er} échelon ;

Dames employées :

De 3^e classe :

- Du 1^{er} juillet 1956 : M^{me} Moulin Yvonne ;
 Du 1^{er} octobre 1956 : M^{me} Deudé Antoinette,
 dames employées de 4^e classe ;

De 6^e classe :

- Du 1^{er} novembre 1955 : M^{me} Ikrelaf Madeleine ;
 Du 1^{er} juin 1956 : M^{me} Frances Rose,
 dames employées de 7^e classe.

(Arrêtés du 8 décembre 1956.)

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954 :

Inspecteur-chef principal de 2^e classe du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 24 janvier 1950, *1^{re} classe* du 24 janvier 1953, *commissaire de police de 1^{re} classe, 1^{er} échelon* du 1^{er} novembre 1954, avec ancienneté du 24 janvier 1953, *1^{re} classe, 2^e échelon* du 24 janvier 1955, *officier de police principal, 3^e échelon* du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 24 janvier 1953, et *commissaire de police, 7^e échelon* du 1^{er} novembre 1954 : M. Dupuy Luc ;

Inspecteur-chef de 3^e classe, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1952, avec ancienneté du 15 septembre 1951, *3^e classe, 3^e échelon* du 15 septembre 1953, *2^e classe, 1^{er} échelon* du 1^{er} juillet 1954, *commissaire de police de 3^e classe, 3^e échelon* du 1^{er} juin 1955, avec ancienneté du 2 mars 1955, *officier de police, 3^e échelon* du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 15 septembre 1951, *4^e échelon* du 15 septembre 1953, *commissaire de police, 5^e échelon* du 1^{er} juin 1955, avec ancienneté du 25 novembre 1953, et *4^e échelon* du 25 novembre 1955 : M. Gallon Michel ;

Secrétaire de 2^e classe du 16 juillet 1953, avec ancienneté du 13 juillet 1953, *inspecteur-chef de 4^e classe* du 11 mai 1955, *officier de police adjoint de 2^e classe, 2^e échelon* du 16 juillet 1953, avec ancienneté du 13 juillet 1953, *officier de police, 3^e échelon* du 11 mai 1955, avec ancienneté du 13 juillet 1953, *4^e échelon* du 13 août 1955 : M. Hammadi Mohamed Nouredine.

(Arrêtés du 13 novembre 1956.)

Sont recrutés en qualité de :

Inspecteurs de police stagiaires :

- Du 1^{er} août 1955 : M. Cadarcet Jean ;
 Du 1^{er} octobre 1956 : MM. Lasky Mustapha ben Jilali et Mikou Badreddine ;

Gardiens de la paix stagiaires :

- Du 1^{er} février 1955 : M. Brik ben Abderrahman ben Mohamed ;
 Du 13 mai 1955 : M. Gilbert Jean ;
 Du 4 juillet 1955 : M. Cipriani Jean ;

Gardiens de la paix-élèves :

- Du 1^{er} septembre 1955 : M. Ouraho Haddou ;
 Du 1^{er} octobre 1955 : M. Péretti Don-Jacques ;
 Du 1^{er} mars 1956 : M. Hedda Sellam ;
 Du 8 mai 1956 : M. Taleb Abdulhamid ;
 Du 12 mai 1956 : M. Rahmoun Derar ;
 Du 23 juin 1956 : M. Elmoutawarel Mohamed ;
 Du 25 juin 1956 : MM. Chaoui Bouchaïb ben Bouchaïb ben Mohamed et El Bouatlaoui Mohamed ;
 Du 21 juillet 1956 : M. Nazih Abdallah ;
 Du 30 juillet 1956 : MM. Rhili Lahcèn et Roh-Essalam Mohamed ;
 Du 1^{er} août 1956 : MM. Abdelkahhar Djilali et Belhaddar Mostafa.
 (Arrêtés des 22 juin, 8, 23, 31 octobre, 1, 11, 14 et 26 décembre 1956.)

Est incorporé dans les cadres du ministère de l'intérieur (direction générale de la sûreté nationale) en qualité d'*officier de police adjoint de 2^e classe, 5^e échelon* du 1^{er} janvier 1956 : M. Miellin Maurice, en service détaché. (Arrêté du 22 mars 1956.)

Sont titularisés et reclassés :

Inspecteur de police de 2^e classe, 1^{er} échelon du 16 décembre 1955, avec ancienneté du 8 juillet 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 8 jours) : M. Ermolenko Georges ;

*Gardiens de la paix :*1^{6^e} échelon :

Du 28 juin 1955, avec ancienneté du 17 février 1950 (bonification pour services militaires : 13 ans 4 mois 11 jours) : M. Marcellesi Antoine ;

Du 29 juillet 1955, avec ancienneté du 27 février 1953 (bonification pour services militaires : 10 ans 5 mois 2 jours) : M. Lebrun François ;

5^e échelon du 16 juin 1955 :

Avec ancienneté du 17 octobre 1954 (bonification pour services militaires : 6 ans 7 mois 29 jours) : MM. Mchennec Lahcèn et Mohamed ben Thami ben Ali ;

Avec ancienneté du 29 novembre 1954 (bonification pour services militaires : 6 ans 6 mois 17 jours) : M. Mohamed ben Rouane ben Omar ;

4^e échelon :

Du 23 juin 1955 (bonification pour services militaires : 4 ans 3 mois 16 jours) : M. Maestracci Don-Romain ;

Du 27 juin 1955 (bonification pour services militaires : 4 ans 6 mois 28 jours) : M. Pla Louis ;

Du 28 juin 1955, avec ancienneté du 29 octobre 1954 (bonification pour services militaires : 5 ans 7 mois 29 jours) : M. Rougier Marius ;

Du 29 juin 1955, avec ancienneté du 16 septembre 1954 (bonification pour services militaires : 5 ans 9 mois 13 jours) : M. Losange Paul ;

3^e échelon :

Du 23 septembre 1954 (bonification pour services militaires : 2 ans 5 mois 29 jours) : M. Houmaiz Ahmed ;

Du 14 mai 1955 (bonification pour services militaires : 2 ans 4 mois 3 jours) : M. Frontin Serge ;

Du 26 juin 1955 :

(Bonification pour services militaires : 3 ans 3 mois 5 jours) : M. Martinez Viscaïno ;

(Bonification pour services militaires : 2 ans 13 jours) : M. Martinez François ;

Du 27 juin 1955 (bonification pour services militaires : 3 ans 20 jours) : M. Roy Guy ;

Du 28 juin 1955 (bonification pour services militaires : 3 ans 3 mois) : M. Martinez Manuel ;

Du 1^{er} juillet 1955 (bonification pour services militaires : 3 ans 5 mois 8 jours) : M. Mohamed ben Jilali ben Mohamed ;

Du 11 juillet 1955 (bonification pour services militaires : 2 ans) : M. Clavaguera Joseph ;

Du 12 juillet 1955 (bonification pour services militaires : 2 ans 9 mois 13 jours) : M. Plotton Albert ;

2^e échelon du 1^{er} septembre 1955, avec ancienneté du 15 mars 1955 (bonification pour services militaires : 3 ans 5 mois 15 jours) : M. Luquiaud Michel ;

1^{er} échelon :

Du 30 mars 1955, avec ancienneté du 2 novembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 4 mois 28 jours) : M. Garcia Armand ;

Du 9 mai 1955, avec ancienneté du 9 novembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : M. Chaussereau Jean ;

Du 10 mai 1955, avec ancienneté du 28 novembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 12 jours) : M. Lajara Georges ;

Du 13 mai 1955 :

Avec ancienneté du 13 novembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : MM. Martin Jacques et Santoni Hubert ;

Avec ancienneté du 10 mai 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 3 jours) : M. Gilbert Jean ;

Du 14 mai 1955 :

Avec ancienneté du 15 décembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 4 mois 29 jours) : M. Martin Ernest ;

Avec ancienneté du 18 février 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 2 mois 26 jours) : M. Marion Henri ;

Du 14 mai 1955 (bonification pour services militaires : 1 an) : MM. Leccia Georges et Lemoine Gérard ;

Du 20 mai 1955 (bonification pour services militaires : 11 mois 20 jours) : M. Ragonnet Emile ;

Du 3 juin 1955 (bonification pour services militaires : 11 mois 11 jours) : M. Maldonado Jean ;

Du 16 juin 1955, avec ancienneté du 21 décembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 25 jours) : M. Bernard Marceau ;

Du 16 juin 1955 (bonification pour services militaires : 1 an) : M. Marchand Pierre ;

Du 21 juin 1955 (bonification pour services militaires : 11 mois 25 jours) : M. Rumeaux Jacques ;

Du 23 juin 1955, avec ancienneté du 8 octobre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 8 mois 15 jours) : M. Martini Paul ;

Du 26 juin 1955 :

Avec ancienneté du 21 décembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois 5 jours) : M. Sansano Robert ;

Avec ancienneté du 26 décembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : M. Pugliesi André ;

Avec ancienneté du 13 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 13 jours) : M. Gomez François ;

Du 27 juin 1955 :

Avec ancienneté du 27 décembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : M. Sanchez Antoine ;

Avec ancienneté du 18 février 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois 9 jours) : M. Myot Jacques ;

Avec ancienneté du 7 mai 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 1 mois 20 jours) : M. Gaborieux Emile ;

Avec ancienneté du 8 mai 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 1 mois 19 jours) : M. Roger Pierre ;

Avec ancienneté du 10 mai 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 1 mois 17 jours) : M. Sanchez Jean ;

Du 28 juin 1955 :

Avec ancienneté du 28 décembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : MM. Molus François et Oribes Marcel ;

Avec ancienneté du 1^{er} janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 27 jours) : M. Rugirello Joseph ;

Avec ancienneté du 3 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 25 jours) : M. Gimenès Joseph ;

Avec ancienneté du 7 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 21 jours) : M. Ramon Jean ;

Avec ancienneté du 8 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 20 jours) : M. Marchetti Antoine ;

Avec ancienneté du 9 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 19 jours) : MM. Fachau Edgard et Martenot Henri ;

Avec ancienneté du 18 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 10 jours) : M. Garcia Emilien ;

Avec ancienneté du 16 février 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 4 mois 12 jours) : M. Sancho Christian ;

Du 29 juin 1955 :

Avec ancienneté du 29 décembre 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : MM. Martinez Patrice et Serra René ;

Avec ancienneté du 3 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 26 jours) : M. Rodriguez Fernand ;

Du 1^{er} juillet 1955 :

Avec ancienneté du 1^{er} janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : M. Reig Mariano ;

Avec ancienneté du 2 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 29 jours) : M. Garcia Michel ;

Du 3 juillet 1955, avec ancienneté du 3 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : M. Claudon Michel ;

Du 9 juillet 1955 (bonification pour services militaires : 11 mois 19 jours) : M. Santiago François ;

Du 10 juillet 1955 (bonification pour services militaires : 11 mois 16 jours) : M. Martinez Carmelo ;

Du 11 juillet 1955 :

Avec ancienneté du 11 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : MM. Gairaud René et Labrousse Gabriel ;

Avec ancienneté du 12 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 29 jours) : M. Guy Gilbert ;

Avec ancienneté du 25 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 16 jours) : M. Pehlivanian Marc ;

Du 12 juillet 1955 :

Avec ancienneté du 12 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : MM. Bordet Michel, Guérémy Georges, Louchard Jacques et Marissal Michel ;

Avec ancienneté du 20 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 23 jours) : M. Garel François ;

Avec ancienneté du 21 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 18 jours) : M. Pont Pierre ;

Avec ancienneté du 26 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 16 jours) : M. Liberge André ;

Du 25 juillet 1955 (bonification pour services militaires : 11 mois 16 jours) : M. Manouk Jean ;

Du 26 juillet 1955, avec ancienneté du 26 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : MM. Giusti Dominique et Lopez Roland ;

Du 20 août 1955 (bonification pour services militaires : 10 mois 9 jours) : M. Filippi Antoine ;

Du 1^{er} septembre 1955, avec ancienneté du 1^{er} mars 1955 (bonification pour services militaires : 1 an 6 mois) : M. Labérenné André ;

Du 8 septembre 1955 (bonification pour services militaires : 9 mois 20 jours) : M. Ortéga Joseph ;

Du 1^{er} octobre 1955 (bonification pour services militaires : 8 mois 27 jours) : M. Liagre Henri ;

Du 15 janvier 1956 (bonification pour services militaires : 5 mois 12 jours) : M. Mouysset Guy ;

Du 1^{er} février 1956 : M. Brik ben Abderrahmane ben Mohamed ;

Du 15 février 1956 (bonification pour services militaires : 4 mois 26 jours) : M. Colas Robert ;

Du 28 avril 1956 (bonification pour services militaires : 2 mois) : M. Maurice Ferdinand ;

Du 13 juin 1956 (bonification pour services militaires : 14 jours) : M. Roland Étienne ;

Du 20 juin 1956 (bonification pour services militaires : 7 jours) : M. Fertillet Michel.

(Arrêtés des 14 février, 12, 24 novembre, 10 et 11 décembre 1956.)

Est intégré dans les cadres de la sûreté nationale en qualité de *commissaire principal*, 1^{er} échelon du 16 juin 1956 : M. Chawad Haddou Mohamed, secrétaire-greffier de 3^e classe au ministère de la justice. (Arrêté du 31 octobre 1956.)

Sont nommés :

Officiers de police adjoints :

1^{re} classe, 2^e échelon du 1^{er} août 1956 : M. Hassouni Moulay Cherif, officier de police adjoint de 1^{re} classe, 1^{er} échelon ;

1^{re} classe, 1^{er} échelon du 1^{er} mars 1956 : M. Miellin Maurice, officier de police adjoint de 2^e classe, 5^e échelon ;

2^e classe, 6^e échelon :

Du 1^{er} avril 1955 : M. Moulay Ismaïl Alaoui Ismaïli ;

Du 1^{er} mai 1955 : M. Moktar Ahmed Mohamed,

officiers de police adjoints de 2^e classe, 5^e échelon ;

2^e classe, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953 : M. Roubio Driss Badj Mohamed, officier de police adjoint de 2^e classe, 4^e échelon ;

2^e classe, 4^e échelon du 27 avril 1956 : M. Lopez Antoine, officier de police adjoint de 2^e classe, 3^e échelon ;

Inspecteurs principaux, 2^e échelon :

Du 1^{er} avril 1953 : MM. M'Barek ben Mohamed et M'Ahmed ben Djemouri ben Bouali ;

Du 1^{er} janvier 1955 : M. El Wardi Harti,

inspecteurs principaux, 1^{er} échelon ;

Inspecteurs de police :

1^{re} classe, 2^e échelon :

Du 1^{er} avril 1953 : M. Rodriguez Antoine ;

Du 1^{er} janvier 1956 : M. Benrekhou Ali,

inspecteurs de 1^{re} classe, 1^{er} échelon ;

1^{re} classe, 1^{er} échelon du 16 juillet 1955 : M. Farihi Larbi, inspecteur de 2^e classe, 7^e échelon ;

2^e classe, 6^e échelon :

Du 1^{er} avril 1953 : MM. Elmaroudi el Maati, Abdallah ben Djilali ben Bouchaïb, Mohamed ben Kebir ben Mohamed, Lahsèn ben Ali ben Lahsèn, Mohamed ben Allèl ben Saïd, Raffa ben Maati ben Mohamed, Abde'kader ben Mohamed ben Moulay Ahmed, Mohamed el Arbi ben Kaddour, Ahmed ben Boussmaka ben Moussa, Mimouni Abdallah et Asna Sadik ;

Du 1^{er} mai 1953 : MM. El Ghomari Thami ben Ahmed ben Mohamed et Abdelkader ben Tahar ben Mati ;

Du 1^{er} août 1953 : M. Louasmine ben Bouchaïb ben Hadj Mohamed ;

Du 1^{er} janvier 1955 : M. Lahoussine ben Abdelmalek,

inspecteurs de 2^e classe, 5^e échelon ;

Dactylographes :

5^e échelon du 1^{er} décembre 1956 : M^{me} Aisy Gabrielle, dactylographe, 4^e échelon ;

2^e échelon :

Du 1^{er} février 1956 : M^{me} Orphelin Claudie ;

Du 1^{er} août 1956 : M^{me} Rousselet Monique, dactylographes, 1^{er} échelon.

(Arrêtés des 25 avril et 8 décembre 1956.)

Est nommé *inspecteur de police stagiaire* du 1^{er} novembre 1956 : M. Ali Ouhammou, gardien de la paix stagiaire. (Arrêté du 27 novembre 1956.)

* * *

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE.

SOUS-SECRETARIAT D'ÉTAT AUX FINANCES.

Est reclassé *chef de service adjoint de 3^e classe* du 27 septembre 1951, *chef de service adjoint de 2^e classe* du 4 décembre 1951, avec ancienneté du 5 novembre 1951, et *chef de service adjoint de 1^{re} classe (indice 600)*, du 21 juillet 1952 : M. Vaez-Olivera Robert, administrateur civil. (Arrêté du président du conseil du 22 novembre 1956.)

Est nommée *monitrice de perforation, 3^e échelon* du 1^{er} janvier 1956 : M^{me} Amand Germaine, perforatrice-vérificatrice, 6^e échelon. (Arrêté du 21 décembre 1956.)

Est titularisé et nommé *aide-opérateur non breveté, 1^{er} échelon* du 1^{er} avril 1956 : M. Huron Julien, aide-opérateur non breveté stagiaire. (Arrêté du 10 décembre 1956.)

Est confirmée dans son emploi d'*agent public de 3^e catégorie, 1^{er} échelon (téléphoniste-standardiste de plus de 50 postes)* du 1^{er} janvier 1955, reclassée au même grade à la même date, avec ancienneté du 20 juillet 1952, et promue *agent public de 3^e catégorie, 2^e échelon* du 20 mai 1955 : M^{me} Le Gouée Gisèle. (Arrêté du 26 décembre 1956.)

Est confirmée dans son emploi d'*agent public de 3^e catégorie, 1^{er} échelon (téléphoniste-standardiste de plus de 50 postes)* du 1^{er} janvier 1955, reclassée au même grade à la même date, avec ancienneté du 1^{er} février 1953, et promue *agent public de 3^e catégorie, 2^e échelon* du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Prud'homme Gisèle. (Arrêté du 26 décembre 1956.)

Est confirmée dans son emploi d'*agent public de 3^e catégorie, 1^{er} échelon (téléphoniste-standardiste de plus de 50 postes)* du 1^{er} janvier 1955 : M^{me} Boureau Denise. (Arrêté du 26 décembre 1956.)

* * *

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Sont promus :

Sous-agents publics de 2^e catégorie, 6^e échelon :

Du 1^{er} février 1955 : M. Maalem Mohamed ;

Du 1^{er} avril 1955 : MM. Idmansour Abdallah et Saadaoui Mohamed ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M. Triza Lhoussine,

sous-agents publics de 2^e catégorie, 5^e échelon ;

Sous-agents publics de 2^e catégorie, 5^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1955 : MM. Rafia Maati et Imzil Arbi ;

Du 1^{er} janvier 1955 : M. Bekkari Mohammed,

sous-agents publics de 2^e catégorie, 4^e échelon ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon du 1^{er} novembre 1952 : M. Zouita Abderrahman, sous-agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M. Naime Bouih, sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon du 1^{er} février 1955 : M. Bamou Lahsèn, sous-agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} mars 1955 : M. Dzairi Mohamed, sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon du 1^{er} mai 1955 : M. Errabani Ali, sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 2^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M. Achkarmou Mohamed, sous-agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon.

(Arrêtés des 19 octobre et 16 novembre 1956.)

Sont promus :

Agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1956 : M. Pradal Maurice, agent public de 3^e catégorie, 3^e échelon ;

Agent public de 3^e catégorie, 9^e échelon du 1^{er} décembre 1956 : M^{me} Finestra Josephine, agent public de 3^e catégorie, 8^e échelon ;

Agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1956 : M. Meny Jean-Pierre, agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon ;

Agent public de 1^{re} catégorie, 8^e échelon du 1^{er} décembre 1956 : M. Savoya Albert, agent public de 1^{re} catégorie, 7^e échelon ;

Agent public de 1^{re} catégorie, 5^e échelon du 1^{er} décembre 1956 : M. Del Rey Jean, agent public de 1^{re} catégorie, 4^e échelon ;

Agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} décembre 1956 : M. Soler Diégo, agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon.

(Arrêtés du 26 novembre 1956.)

Sont promus du 1^{er} octobre 1956 :

Adjoint technique de 4^e classe : M. Haibart Jacques, adjoint technique de 1^{re} classe ;

Adjoint techniques de 1^{re} classe : MM. Perrier Roger et Robineau Guy, adjoints techniques de 2^e classe ;

Agent technique principal de 2^e classe : M. Toro Lucien, agent technique principal de 3^e classe.

(Arrêtés du 12 novembre 1956.)

Est titularisé et nommé *commis de 3^e classe* du 1^{er} juillet 1956 : M. Biou André, commis stagiaire. (Arrêté du 19 novembre 1956.)

Sont promus du 1^{er} mars 1955 :

Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon : M. Ben Mansour Omar, sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon : M. Bagri Brahim, sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon.

(Arrêtés des 16 et 28 novembre 1956.)

L'ancienneté de M. Ben Aïssa ben Moha, chaouch de 5^e classe, est fixée au 1^{er} novembre 1952 (bonification d'ancienneté : 1 an). (Arrêté du 27 septembre 1956.)

Sont nommés *ingénieurs principaux de 3^e classe* du 1^{er} juillet 1956 :

Avec ancienneté du 1^{er} janvier 1950 : M. Gras Daniel ;

Avec ancienneté du 1^{er} mars 1951 : M. Bauduret Marcel,

ingénieurs subdivisionnaires de classe exceptionnelle.

(Arrêtés du 22 octobre 1956.)

Est titularisé et nommé, en application du dahir du 7 mai 1955, *agent technique principal de 2^e classe* du 10 juin 1955, avec ancienneté du 13 décembre 1954 : M. Moncel Pierre, agent journalier. (Arrêté du 8 mai 1956.)

Sont promus :

Sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M. Messak M'Hamed, sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon du 1^{er} février 1955 : M. Battar Lahsèn, sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} août 1955 : M. Anaoua Mohamed, sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M. Mimoun Mohamed, sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Bouzizi Bouchaïb, sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon du 1^{er} mars 1955 : M. Agounza Aomar, sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} février 1955 : M. Abbas Lahcèn, sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 8^e échelon du 1^{er} avril 1955 : M. Bouzid Dahmane, sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} mars 1955 : M. Skhert Allal M'Haud, sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} février 1955 : M. Lazar Abdelkadèr, sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon du 1^{er} avril 1955 : M. Kehel Lahcèn, sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} février 1955 : M. Bouloute Ameer, sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon du 1^{er} septembre 1955 : M. Aït Hoummade Saïd, sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon du 1^{er} avril 1955 : M. Daïi Mohamed, sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon du 1^{er} juin 1955 : M. Bentaleb Ali, sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} février 1955 : M. Igui Lahcèn ben Abderrahmane, sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon du 1^{er} février 1955 : M. Tabbaï Abdeslem, sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 8^e échelon du 1^{er} avril 1955 : M. Laghlam Mimoun, sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} avril 1955 : M. Miloud ben Hammouche Imhirig, sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon du 1^{er} mars 1954 : M. Benyane Abdallah, sous-agent public de 3^e catégorie, 3^e échelon.

(Arrêtés des 2 et 28 novembre 1956.)

Est confirmé dans son emploi d'*agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon* du 28 avril 1956 et reclassé au 3^e échelon du 28 avril 1955, avec ancienneté du 5 septembre 1954 (bonification pour services militaires et de guerre : 5 ans 7 mois 22 jours) : M. Lala Noël. (Arrêté du 26 novembre 1956.)

Sont reclassés du 1^{er} janvier 1955, en application du dahir du 27 décembre 1924 :

Agent public de 2^e catégorie, 2^e échelon, avec ancienneté du 27 août 1953 : M. Oswald Hugo, agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon ;

Agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 14 août 1952 : M. Lliteras Georges, agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon ;

Agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon, avec ancienneté du 11 décembre 1954 : M. Ruelle Pierre, agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon ;

Agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon, avec ancienneté du 4 décembre 1954 : M. Boumier Jacques, agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon ;

Agent public de 2^e catégorie, 2^e échelon, avec ancienneté du 15 juillet 1953 : M. Alfonsi Jean-Marie, agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon ;

Agent public de 2^e catégorie, 2^e échelon, avec ancienneté du 14 juillet 1952 : M. Haury Robert, agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon ;

Agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon, avec ancienneté du 9 janvier 1954 : M. André Marius, agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon ;

Agent public de 4^e catégorie, 2^e échelon, avec ancienneté du 19 août 1954 : M. Lamouroux Eloi, agent public de 4^e catégorie, 1^{er} échelon.

(Arrêtés des 26, 27 et 28 novembre 1956.)

Sont reclassés :

Agent technique principal de 2^e classe du 1^{er} juin 1953, avec ancienneté du 1^{er} avril 1952 (bonification d'ancienneté : 2 ans 8 mois 15 jours), et promu à la 1^{re} classe de son grade du 1^{er} janvier 1955 : M. Gastous Henri, agent technique principal de 2^e classe ;

Agent technique de 2^e classe du 9 avril 1954, avec ancienneté du 15 septembre 1950 (bonification d'ancienneté : 3 ans 1 mois 16 jours), et promu à la 1^{re} classe de son grade du 9 avril 1954, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1953 : M. Martin Michel, agent technique de 2^e classe.

(Arrêtés des 12 septembre et 19 octobre 1956.)

L'ancienneté de M. Ravel André, agent technique principal de 2^e classe, est reportée du 13 juillet 1952 au 29 août 1949 (bonification : 2 ans 10 mois 22 jours). L'intéressé est promu agent technique principal de 1^{re} classe du 1^{er} juin 1953, avec ancienneté du 13 juillet 1952. (Arrêté du 19 octobre 1956.)

L'ancienneté de M. Penel Roger, agent technique principal de 3^e classe, est fixée au 1^{er} avril 1951 (bonification : 2 ans 6 mois). L'intéressé est promu agent technique principal de 2^e classe du 1^{er} octobre 1953 et reclassé au même grade du 1^{er} juin 1953, avec ancienneté du 18 octobre 1952 (majoration pour services de guerre : 11 mois 13 jours). (Arrêté du 22 octobre 1956.)

* * *

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES QUESTIONS SOCIALES.

Est promu inspecteur divisionnaire adjoint du travail de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1956 : M. Sagniez Maurice, inspecteur principal du travail. (Arrêté du 1^{er} septembre 1956.)

Est nommé chaouch de 8^e classe du 25 décembre 1955, reclassé chaouch de 4^e classe à la même date, avec ancienneté du 16 décembre 1953, et promu chaouch de 3^e classe du 16 décembre 1956 : M. Boumedhi Mohammed, chaouch temporaire. (Arrêté du 5 décembre 1956.)

* * *

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE.

Sont nommés :

Professeur licencié, 2^e échelon du 15 octobre 1954, avec 1 an 4 mois 3 jours d'ancienneté : M^{me} Tripiet Jacqueline ;

Mouderrès stagiaire des classes primaires du 1^{er} octobre 1955 et mouderrès de 6^e classe (classes primaires) du 1^{er} janvier 1956 : M. Khizani Abde'kadèr ;

Institutrice de 6^e classe du 1^{er} janvier 1956 : M^{me} Lacrampe-Quinta Simone ;

Du 1^{er} octobre 1956 :

Professeur licencié, 1^{er} échelon : M^{lle} Coornaert Monique ;

Répétiteurs et répétitrices surveillants de 6^e classe, 2^e ordre : MM. Diaz Claude, Olo Georges et M^{lle} Nicoli Henriette ;

Maîtres et maîtresses de travaux manuels (2^e catégorie) de 6^e classe : MM. Hachoumi Allal, Chiekh Ahmida, Tailhades Henri, M^{me} Beaume Michèle et Koucem Ouiza ;

Instituteur et institutrices stagiaires du cadre particulier : M. Jalibert Jean-René, M^{me} Lown Evelyne et Johnson Rose-Marie ;

Moniteurs de 4^e classe :

Avec 3 ans 2 mois 20 jours d'ancienneté : M. Hechadi Ahmed ben Mahjoub ;

Avec 1 an 9 mois d'ancienneté : M. Benjelloun Mohammed ;

Avec 2 ans 5 mois 10 jours d'ancienneté : M. El Brini el Kebir ;

Moniteurs de 5^e classe :

Avec 1 an 6 mois d'ancienneté : MM. El Mansouri Ahmed, Amour Saïd et Hamidi Ahmed ;

Avec 2 ans 3 mois 15 jours d'ancienneté : M. Akassou Sellam ;

Avec 2 ans 20 jours d'ancienneté : M. Amine Mohammed ;

Avec 2 ans 6 mois d'ancienneté : M. Harfi Boubekeur ;

Avec 2 ans 8 mois d'ancienneté : M. Cherkaoui-Eddahabi el Maïti ;

Moniteur et monitrice de 6^e classe :

Avec 2 ans 9 mois d'ancienneté : M. Chaf Ahmed ;

Avec 2 ans 8 mois 21 jours d'ancienneté : M^{me} Bencheikh Rabia ;

Moniteurs stagiaires : MM. Baji Mohamed, Boukili Mustapha, Chaouki Ahmed, Charaf Mohammed, Azane Larbi, El Amrani Abbès, Dami Mohamed ben Fillali, Assyssi Boubekeur, Benima Abderrahmane, Zeroual Jilali, Labhasi Omar, El Biar Ahmed, Kaïcèr Mohammed, Kourima Bennaceur, Benaïssa M'Hammed et Bahri Brahim.

(Arrêtés des 11 juillet, 11, 14 août, 4 septembre, 17 octobre, 6, 8, 12, 13, 17, 22, 27, 28, 29 décembre 1956 et 9 janvier 1957.)

Est rapporté l'arrêté nommant M. Delas Jean intendant, 1^{er} échelon du 1^{er} octobre 1956. (Arrêté du 13 novembre 1956.)

Est rapporté l'arrêté du 17 octobre 1956 nommant M^{me} Calvet Michèle institutrice stagiaire du 1^{er} octobre 1956. (Arrêté du 13 décembre 1956.)

Est rapporté l'arrêté du 20 juillet 1956 nommant M. Toulouse Jacke instituteur stagiaire du 1^{er} octobre 1956. (Arrêté du 13 décembre 1956.)

Est rapporté l'arrêté du 23 juillet 1956 nommant M. Brunet Georges instituteur stagiaire du 1^{er} octobre 1956. (Arrêté du 13 décembre 1956.)

Est réintégré dans ses fonctions du 1^{er} octobre 1956 et rangé instituteur de 6^e classe (cadre particulier) à la même date, avec 1 an d'ancienneté : M. Médina Jean-Pierre. (Arrêté du 20 décembre 1956.)

Est promu instituteur du cadre particulier de 5^e classe du 1^{er} août 1955, avec ancienneté du 1^{er} février 1955 : M. Pradier Guy. (Arrêté du 7 août 1956.)

Sont reclassés du 21 juillet 1952, en application du dahir du 4 décembre 1954 :

Instituteurs de 2^e classe :

Avec 3 ans 11 mois 14 jours d'ancienneté, et promu à la 1^{re} classe du 1^{er} septembre 1952 : M. Brethon Jean ;

Avec 2 ans 5 mois 9 jours d'ancienneté, promu à la 1^{re} classe du 1^{er} mars 1953, nommé *adjoint d'inspection de 2^e classe* du 1^{er} février 1954, avec ancienneté du 16 novembre 1950, et promu à la 1^{re} classe à la même date : M. Le Baud Jean ;

Avec 3 ans 8 mois 21 jours d'ancienneté, et promu à la 1^{re} classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 30 octobre 1951 : M. Cadet René ;

Instituteur de 3^e classe, avec 1 an 2 mois d'ancienneté, et promu à la 2^e classe du 1^{er} juin 1954 : M. Edel Robert ;

Maître de travaux manuels (2^e catégorie) de 4^e classe, avec 3 ans 1 mois 13 jours d'ancienneté, promu à la 3^e classe du 1^{er} octobre 1952, rangé dans la 3^e classe de la 1^{re} catégorie du 1^{er} octobre 1953 et promu à la 2^e classe du 1^{er} janvier 1956 : M. Bouitteux Maurice.

(Arrêtés des 17 novembre, 6 et 17 décembre 1956.)

Sont reclassés :

Professeur licencié, 2^e échelon du 1^{er} octobre 1954, avec 2 ans 1 mois d'ancienneté, et promu au 3^e échelon du 1^{er} décembre 1954 : M. Pagès Jean ;

Répétiteur surveillant de 5^e classe du 1^{er} décembre 1955, avec 3 ans 24 jours d'ancienneté : M. Normand André ;

Instituteur de 5^e classe (cadre particulier) du 1^{er} janvier 1956, avec 1 an 3 mois 8 jours d'ancienneté : M. Boulanger Gilbert.

(Arrêtés des 23 novembre et 7 décembre 1956.)

Sont remis à la disposition de leur administration d'origine et rayés des cadres du ministère de l'éducation nationale :

Du 1^{er} octobre 1956 :

M^{me} Séverac Cécile, institutrice de 1^{re} classe ;

M^{me} Bonnéfond Noémi et M. Grimoux François, institutrice et instituteur de 3^e classe ;

M^{me} Bourdet Jacqueline, institutrice de 5^e classe ;

Du 28 octobre 1956 :

M^{me} Barret Simone, institutrice de 2^e classe ;

M^{me} Julieron Jeanine, institutrice de 4^e classe ;

Du 5 novembre 1956 : M. Garin Alphonse, instituteur de 5^e classe ;

Du 1^{er} décembre 1956 : M. Bernard Auguste, instituteur de 1^{re} classe.

(Arrêtés des 6, 8, 12 et 20 décembre 1956.)

Sont rayés des cadres du ministère de l'éducation nationale du 1^{er} octobre 1956 :

M^{lle} Bousser Yvonne, institutrice de 3^e classe ;

M. Roquejoffre Jacques, instituteur de 5^e classe ;

M^{mes} Gantin Jacqueline, Pedevilla Renée, Gesteau Aimée, Giraudel Arlette, Ferro Nelly, Boucher Marie-Louise et Asenjo Claude, institutrices de 5^e classe ;

MM. Gesteau Jacques et Ferro Marcel, instituteurs de 6^e classe ;

M. Oudaani Ali, moniteur de 4^e classe.

(Arrêtés des 15, 16 novembre, 4, 8, et 12 décembre 1956.)

Sont nommés :

Sous-agent public de 3^e catégorie, 1^{er} échelon du 1^{er} avril 1955 :

M. Abbou Mohamed ;

Mouderrès stagiaire des classes primaires du 1^{er} octobre 1955 :

M. Mazlani M'Hamed ;

Du 1^{er} janvier 1956 :

Professeur licencié, 1^{er} échelon, avec 3 mois d'ancienneté :

M^{me} Prat Andrée ;

Répétiteur surveillant de 6^e classe, 2^e ordre, avec 1 an 2 mois d'ancienneté : M. Nani Christian ;

Mouderrès stagiaire des classes primaires : M. El Iraki Rachid ;

Dame employée de 7^e classe du 1^{er} avril 1956 : M^{me} Roux Reine ;

Professeur licencié, 1^{er} échelon du 1^{er} juin 1956, avec 1 an 8 mois d'ancienneté : M. Torres Georges ;

Du 1^{er} octobre 1956 :

Professeurs licenciés :

5^e échelon, avec 5 mois 2 jours d'ancienneté : M^{me} Récamier Claude ;

1^{er} échelon : M^{me} Chatillon Anne-Marie ;

1^{er} échelon, avec 1 an d'ancienneté : M^{me} Momal Kathleen ;

Maître de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) : M. Sonnic Gilbert ;

Instituteurs et institutrice stagiaires du cadre particulier : MM. Benzakour Abdellatif, Saddiqi Mohamed et M^{me} Grimaldi d'Esdra Françoise ;

Moniteur de 4^e classe : M. Benani Abderrahim ;

Moniteurs de 5^e classe :

Avec 3 ans 5 mois 11 jours d'ancienneté : M. Labjaoui Driss ;

Avec 3 mois d'ancienneté : M. Zahir Mohamed ;

Avec 2 mois d'ancienneté : M. Sougrati Ahmed ;

Avec 1 an 10 mois d'ancienneté : M. Lenchib Bouchaïb ;

Avec 2 ans 20 jours d'ancienneté : MM. El Idrissi Mahri Moulay Omar-Hafidi Ahmed ;

Avec 1 an 3 mois d'ancienneté : M. El Ghazouani-Achik el Habib ;

Avec 1 an 2 mois d'ancienneté : M. Chniber Mohamed Ghazi ;

Avec 3 ans 2 mois d'ancienneté : M. Bensouira Hassan ;

Moniteur stagiaire : M. Amellouk Mohammed.

(Arrêtés des 11 juillet, 11 août, 11 septembre, 5, 20, 30 novembre, 6, 12 et 20 décembre 1956.)

Sont réintégrés dans leurs fonctions du 1^{er} octobre 1956 et rangés :

Maîtresse de travaux manuels de 5^e classe, 2^e catégorie, avec 1 an d'ancienneté : M^{me} Charvillat Simone ;

Instituteur de 6^e classe, avec 1 an d'ancienneté : M. Camhy Lucien.

(Arrêtés du 17 décembre 1956.)

Sont promus :

Surveillante générale, 3^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Magnaschi Raymonde ;

Intendant, 5^e échelon du 27 mai 1956 : M. Choukroun Albert ;

Mouderrès des classes primaires de 4^e classe du 1^{er} juillet 1956 : M. Mohamed Driss el Alaoui.

(Arrêtés des 7 août et 6 décembre 1956.)

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954 :

Du 21 juillet 1952 :

Instituteur de 1^{re} classe, avec 1 an 1 mois 11 jours d'ancienneté : M. Hérault Pierre ;

Instituteur de 2^e classe, avec 3 ans 5 mois 11 jours d'ancienneté, et promu à la 1^{re} classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 10 février 1952 : M. Bayssières Georges ;

Instituteur de 4^e classe (cadre particulier), avec 1 an 9 mois 8 jours d'ancienneté, promu à la 3^e classe du 1^{er} novembre 1953 et à la 2^e classe du 1^{er} novembre 1956 : M. Nespo Pascal ;

Du 1^{er} janvier 1954 :

Instituteur de 6^e classe du cadre particulier, avec 1 an 7 mois 15 jours d'ancienneté, et promu à la 5^e classe du 1^{er} juin 1954 : M. Fiol Antoine ;

Institutrice de 5^e classe, avec 1 an 5 mois 15 jours d'ancienneté, et promue à la 4^e classe du 1^{er} août 1955 : M^{lle} Autheman Paulette.

(Arrêtés des 26 novembre, 7 et 8 décembre 1956.)

Sont remis à la disposition de leur administration d'origine et rayés des cadres du ministère de l'éducation nationale :

Du 1^{er} août 1956 : MM. Voisin René et Goarin Olivier, instituteurs hors classe ;

Du 30 septembre 1956 : M^{me} Lambert Georgette, institutrice de 4^e classe ;

Du 1^{er} octobre 1956 :

M. Chausset André, professeur licencié, 9^e échelon ;

M. Gaillard-Michet de Champris Pierre, professeur licencié, 8^e échelon ;

M. Morel Maurice, adjoint d'inspection de 1^{re} classe ;

M. Merle Daniel, professeur d'éducation physique et sportive, 1^{er} échelon ;

M^{me} Merle Jacqueline, professeur d'éducation physique et sportive, 2^e échelon ;

M^{me} Rivals Hélène, professeur d'éducation physique et sportive, 5^e échelon ;

M. Combeau Edmond, professeur d'éducation physique et sportive, 9^e échelon ;

M^{me} Ferrant Reine, maîtresse d'éducation physique et sportive, 6^e échelon ;

M^{me} Arrey Jeanine, maîtresse d'éducation physique et sportive, 5^e échelon ;

MM. Abrard Félix, Extermann Jean et M^{me} Benczech Juliette, instituteurs et institutrice hors classe ;

M. Abart Jean-Baptiste, M^{me} Nardou Marie-Louise et Rousseau Anne, instituteur et institutrices de 1^{re} classe ;

M^{me} Dumaz Denise et Franco Madeleine, institutrices de 2^e classe ;

MM. Lovichi Vincent, Touati Fernand et Donsimoni Jean-Jacques, instituteurs de 3^e classe ;

M. Le Tinnier Marcel, M^{me} Daubard Geneviève, Chappelet Micheline et Pereau-Leroy Micheline, instituteur et institutrices de 4^e classe ;

M^{me} Courteaud Livia, Marucjoul Yvette, Giraudel Jeannine et Markert Jeanine, institutrices de 5^e classe ;

Du 28 octobre 1956 : M. Juliéron Roland, instituteur de 3^e classe ;

Du 15 novembre 1956 :

M. Mas Albert, professeur agrégé, 9^e échelon ;

M. Forestier Roger, instituteur hors classe ;

Du 1^{er} janvier 1957 : M^{me} Loup Marthe, institutrice de 1^{re} classe ;

Du 20 janvier 1957 : M^{me} Doumenc Josée, institutrice de 5^e classe.

(Arrêtés des 26, 31 juillet, 29 septembre, 13, 17, 23, 30 novembre, 3, 6 et 7 décembre 1956.)

Sont rayés des cadres du ministère de l'éducation nationale :

Du 27 février 1956 : M^{lle} Péraldi Marie-Antoinette, institutrice de 6^e classe ;

Du 1^{er} octobre 1956 :

M^{me} Fromentin Jeanine, professeur licencié, 1^{er} échelon ;

M. Reusser Fernand, professeur licencié, 4^e échelon ;

M^{me} Bazin Simone, professeur licencié, 5^e échelon ;

M. Minguet Georges, professeur licencié, 8^e échelon ;

M. Escaudemaison Guy, répétiteur surveillant de 4^e classe ;

M^{lle} Suavet Francine, institutrice de 2^e classe ;

M. Lefèvre Fernand, instituteur de 3^e classe ;

M^{lle} Gaillet Gisèle, institutrice de 3^e classe ;

M. Pitavy Jean, instituteur de 4^e classe ;

M. Daniel Roger, M^{me} Cambus Marthe et M^{lle} Chabert Colette, instituteur et institutrices de 5^e classe ;

M. Besson Jean-Claude, M^{me} Besson Fernande, Vitali Denise, Vialle Lucienne, Noury Denise et Martin Charlette, instituteur et institutrices de 6^e classe ;

M. Ferré Jean, instituteur stagiaire ;

M^{me} Francoz Lucienne et Tribout Yolande, institutrices de 6^e classe du cadre particulier ;

M. Abou Obaïda Ahmed, moniteur de 4^e classe ;

M. Moulay Abdesselam Farras, huissier à la médersa Ben-Youssef, à Marrakech ;

Du 1^{er} décembre 1956 : M^{me} Lovichi Renée, institutrice de 5^e classe.

(Arrêtés des 3, 10 octobre, 16, 17, 23, 24 novembre, 4, 6 et 7 décembre 1956.)

* *

TRÉSORERIE GÉNÉRALE.

Sont promus :

Receveurs particuliers des finances de 2^e classe :

Du 1^{er} janvier 1956 : M. Agrafeil François ;

Du 1^{er} mars 1956 : M. Travert Edmond, receveurs particuliers des finances de 3^e classe ;

Inspecteur principal du Trésor de 2^e classe du 1^{er} mai 1956 : M. Nogier Raymond, inspecteur principal du Trésor de 3^e classe, 2^e échelon.

(Arrêtés du 18 décembre 1956.)

Est réintégrée dans son administration d'origine et rayée des cadres de la trésorerie générale du Maroc du 1^{er} janvier 1957 : M^{me} Brouneur Odette, contrôleur du Trésor, 3^e échelon. (Arrêté du 27 décembre 1956.)

Admission à la retraite.

M. Benriad M'Barek, sous-agent public de 2^e catégorie, 7^e échelon, est admis, au titre de la limite d'âge, au bénéfice des allocations spéciales et rayé des cadres de l'administration chérifienne du 1^{er} janvier 1957. (Arrêté du 10 décembre 1956.)

M. Ramdani Ahmed, instituteur hors classe, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts du 1^{er} octobre 1956. (Arrêté du 14 août 1956.)

Résultats de concours et d'examens.

Examen des 27 et 28 décembre 1956 pour la délivrance du brevet d'opérateur mécanographe sur machines à cartes perforées et du certificat d'aptitude aux fonctions de perforateur-vérificateur.

Brevet d'opérateur mécanographe.

Candidats admis (ordre de mérite) : MM. Aboura Omar, Boyer Alain (service central des statistiques) ; M. Leroudier Henri (ministère des P.T.T.).

Certificat d'aptitude aux fonctions de perforateur-vérificateur.

Candidate admise : M^{lle} Pénadès Antoinette (service central des statistiques).

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2308 du 18 janvier 1957, page 37.

Examens de sténographie du 18 décembre 1956
organisés par le ministère d'État chargé de la fonction publique.

Candidates admises (ordre alphabétique) :

CENTRE DE RABAT.

Examen révisionnel :

Au lieu de : « M^{lle} Kohl Francine, ... » ;

Lire : « M^{lle} Kohl Renée, ... »

AVIS ET COMMUNICATIONS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE.

Sous-secrétariat d'État aux finances.

Service des perceptions et recettes municipales.

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 12 FÉVRIER 1957. — *Impôt sur les bénéfiques professionnels* : Casablanca-Centre, rôle spécial 1 de 1957 (15) et rôle spécial 104 de 1957 (18) ; Casablanca-Nord, rôles spéciaux 8 et 10 de 1957 (4 et 5) ; Casablanca-Ouest, rôles spéciaux 3 et 5 de 1957 (21), 6, 7 et 8 de 1957 (32) ; Meknès-Médina, rôle spécial 1 de 1957 (3) ; Meknès-Ville nouvelle, rôles spéciaux 1 et 2 de 1957 (2) ; cercle de Midelt, rôles spéciaux 1 et 4 de 1957 ; centre d'Oued-Zem, rôle spécial 1 de 1957 ; Taza, rôle spécial 1 de 1957.

LE 15 FÉVRIER 1957. — *Impôt sur les bénéfiques professionnels* : Agadir, rôle 3 de 1956 ; Settlat, rôle 3 de 1956 ; Casablanca-Nord, rôle 3 de 1956 (2) ; Casablanca-Sud, rôle 2 de 1956 (36) ; circonscription d'Azemmour-Banlieue, rôle 2 de 1956 ; Casablanca-Centre, rôle 3 de 1956 (17) ; Casablanca-Nord, rôles 3 de 1956 (1) et 4 de 1955 (1) ; circonscription de Demnate, rôle 1 de 1956 ; centre et circonscription de Boujad, rôle 3 de 1956 ; centre d'El-Kbab, rôle 1 de 1956 ; centre et circonscription de Khenifra, rôle 2 de 1956 ; cercle de Zagora, rôle 1 de 1956 ; Meknès-Ville nouvelle, rôle 3 de 1956 (2) ; centre de Midelt, rôle 2 de 1956 ; centre de Petitjean, rôle 2 de 1956 ; circonscription de Taza-Banlieue, rôle 2 de 1956 ; Casablanca-Bourgogne, rôle 3 de 1956 (25) ; Mogador, rôle 3 de 1956 ; Ouezzane, rôle 3 de 1956 ; Rabat-Nord, rôle 3 de 1956 (2) ; centre et circonscription de Sidi-Bennour, rôle 2 de 1956 ; cercle d'Ouarzazate, rôle 1 de 1956.

Patentes : Benahmed, 4^e émission 1955 ; Oasis-I, 5^e émission 1954 ; bureau de Tazenakhte, 2^e émission 1955 ; circonscription de Tal-sinnt, 2^e émission 1955 ; cercle de Mogador-Banlieue, 2^e émission 1955 ; Sidi-Slimane, 3^e émission 1955 ; Souk-el-Arba-du-Rharb, 4^e émission 1954, 4^e émission 1955 ; cercle de Souk-el-Arba, émission primitive de 1956 ; Tiznit, 2^e émission 1955.

Taxe de compensation familiale : Casablanca-Nord, 2^e émission 1956.

LE 20 FÉVRIER 1957. — *Patentes* : cercle de Guercif, émission primitive de 1956 ; Oulmès, émission primitive de 1956 (1 à 72).

Taxe urbaine : Meknès-La Touraine, émission primitive de 1956 (art. 51.001 à 51.112) ; centre de Zellidja-Boukkèr, émission primitive de 1956 ; Touissit, émission primitive de 1956.

Taxe de compensation familiale : Agadir, 3^e émission 1955 ; Casablanca-Bourgogne (25), 3^e émission 1955 ; Casablanca-Centre (16),

3^e émission 1955 ; Casablanca-Nord, 3^e émission 1955 (4), 3^e émission 1955 (...), 5^e émission 1955 (3) ; Casablanca-Roches-Noires, 3^e émission 1956 (6) ; Meknès-Ville nouvelle, émission primitive de 1957 (2) ; Oujda-Sud, 5^e émission 1955 (2) ; Rabat-Nord, 2^e émission 1956 (4).

Complément à la taxe de compensation familiale : Casablanca-Bourgogne, rôle 3 de 1956 (25) ; Casablanca-Centre (19), rôles 5 de 1955, 2 de 1956 ; Casablanca-Maarif, rôle 3 de 1954 (33) ; Casablanca-Nord, rôles 4 de 1954 (5), 5 de 1955 (4), 3 de 1956, 3 de 1956 (2) ; Casablanca-Ouest, rôles 7 de 1954, 4 de 1955, 2 de 1956 ; circonscription d'El-Hajeb, rôles 2 de 1954, 1955, 2 de 1956 ; Meknès-Ville nouvelle, rôles 6 de 1954, 4 de 1955, 3 de 1956 ; Rabat-Nord, rôle 2 de 1956 (4) ; Safi, 2^e émission 1956 ; Salé, rôles 3 de 1955, 2 de 1956.

Prélèvement sur les traitements et salaires : Casablanca-Centre, rôle 1 de 1956 (18) ; Casablanca-Maarif, rôle 1 de 1955 (24) ; Aïn-es-Sebaâ, rôles 6 de 1954, 4 de 1955, 5 de 1955, 1 de 1956 (9) ; Casablanca-Roches-Noires, rôles 1 de 1954 (6), 2 de 1955 (7) ; Fedala, rôles 1 de 1954-1955 ; Fès-Jdid, rôle 1 de 1956 ; Meknès-Ville nouvelle, rôles 6 de 1954, 4 de 1955 (2) ; Ouezzane, rôle 1 de 1955 ; Rabat-Nord, rôles 3 de 1954, 2 de 1955 (4) ; Salé, rôle 2 de 1955 ; centre de Sidi-Slimane, rôle 2 de 1955 ; Souk-el-Arba, rôle 2 de 1955.

LE 28 FÉVRIER 1957. — *Patentes* : Safi, émission primitive de 1956 (art. 5001 à 5673) ; Petitjean, émission primitive de 1956 (art. 2001 à 2863).

Taxe urbaine : Meknès-Médina (3), émission primitive de 1956 (art. 30.001 à 35.707) ; Rabat-Nord (4), émission primitive de 1956 (art. 40.001 à 42.771) ; Safi, émission primitive de 1956 (art. 501 à 4580) ; Casablanca-Sud (22), émission primitive de 1956 (art. 220.001 à 222.211) ; Casablanca-Ouest (32), émission primitive de 1956 (art. 320.001 à 321.286) ; Casablanca-Sud (36), émission primitive de 1956 (art. 367.001 à 367.825) ; Casablanca-Sud (37), émission primitive de 1956 (art. 370.501 à 371.372) ; Casablanca-Centre, émission primitive de 1956 (17) (art. 170.001 à 170.400) ; El-Hajeb, émission primitive de 1956 (art. 501 à 1373) ; Inezgane, émission primitive de 1956 (art. 1001 à 2471) ; Fès-Ouest (4), émission primitive de 1956 (art. 41.501 à 44.755) ; Sidi-Slimane, émission primitive de 1956 (art. 501 à 1780) ; Casablanca-Sud (34), émission primitive de 1956 (art. 343.501 à 344.808 et art. 350.001 à 351.279) (35) ; Souk-el-Arba-du-Rharb, émission primitive de 1956 (art. 501 à 1011) ; Erfoud, émission primitive de 1956 (art. 1^{er} à 807) ; Taza, émission primitive de 1956 (art. 1^{er} à 399).

LE 15 FÉVRIER 1957. — *Tertib et prestations des Marocains de 1956* : bureau de l'annexe de Berkine, caïdats des Aït Taïda et des Aït Jelidassèn ; bureau de la circonscription de Boudenib, caïdats des Chorfa, Ksour de l'Oued Bouânane et village Bouânane ; bureau de la circonscription d'Imouzzèr-des-Marmoucha, caïdat des Marmoucha ; bureau de la circonscription d'Aknoul, caïdat des Gzen-naïa.

Rôles spéciaux de 1956 : circonscription de Beni-Mellal, caïdat des Beni Mellal—Beni Maâdane ; circonscription des Ksima-Mesguina, caïdat des Ksima Mesguina ; circonscription de Moulay-Bouazza, caïdat des Hamara ; circonscription de Salé-Banlieue, caïdat des Sehoul ; centre de Taroudannt.

Émissions supplémentaires de 1956 : circonscription de Khemissèt, caïdat des Aït Jebel Doum ; circonscription de Meknès-Banlieue, caïdat des Arab Saïs ; circonscription de Mogador-Banlieue, caïdat des Oulad el Haj ; circonscription d'Oujda-Banlieue, caïdat des Angad I.

LE 20 FÉVRIER 1957. — *Tertib et prestations des Européens de 1956* : province d'Agadir, circonscriptions des Ksima-Mesguina et des Oulad-Teïma ; province de Mazagan, circonscription d'Azemmour-Banlieue ; province de Fès, circonscription d'El-Kelaâ-des-Slès ; province de Beni-Mellal, circonscription des Beni-Moussa ; province du Tafllalt, circonscription de Midelt ; province d'Oujda, circonscriptions de Taforhalt, de Taourirt et d'El-Aïoun ; province de Rabat, circonscriptions de Rabat-Ville et d'Ouezzane ; province de Taza, circonscriptions de Tahala et Taza-Banlieue ; province d'Agadir, circonscription de Taroudannt ; province de Beni-Mellal, circonscriptions d'Oued-Zem et du centre d'Oued-Zem ; province des Chaouïa, circonscription de Fedala ; province de Marrakech, circonscription de Skhour-des-Rehamna ; province de Mazagan, circonscriptions de Sidi-Bennour et de Khemis-des-Zemamra ; province de Rabat, circonscrip-

tions de Tedders, d'Had-Kourt et de Mechrá-Bel-Ksiri ; province de Safi, circonscription de Chemaïa ; province de Taza, circonscriptions de Bab-el-Mrouj et des Tsoul.

Contribution des riziculteurs aux frais de la lutte antipaludique : province de Rabat, circonscriptions de Port-Lyautey et de Souk-el-Arba.

*Le sous-directeur,
chef du service des perceptions,*

PEY.

**Commission mixte de l'accord commercial conclu avec l'Allemagne
le 5 août 1955.**

La commission mixte prévue par l'accord commercial du 5 août 1955 a établi de nouvelles listes de contingents pour la période 1^{er} octobre 1956 - 30 septembre 1957 (1 an).

*Exportations de produits originaires
et en provenance de la zone franc
vers le territoire de la République fédérale d'Allemagne.*

Parmi les contingents faisant l'objet de la liste « A », les suivants sont susceptibles d'intéresser les exportateurs du Maroc.

Extrait de la liste « A ».

PRODUITS	CONTINGENTS de la zone franc en milliers de D.M. ou en quantités
Bétail d'abattage et viande	42.000
Lard	11.000
Déchets de poisson	200
Bulbes, rhizomes, oignons, etc., de plantes à fleurs ou à feuilles (S)	300
Fleurs coupées, à l'exclusion des tulipes, des jacinthes et des narcisses autres que « tazettes » (S)	2.500
Pommes de terre de primeurs (S)	24.000 T (7.500)
Légumes et fruits frais, des positions non libérées, à l'exclusion des raisins de cuve (S)	22.730
Graines de fleurs, graines de semences de légumes, y compris de plantes ornamen- tales (S)	5.000
Céréales de semences et graines fourragères, des positions non libérées	150
Blé	500.000 T (140.000)
Céréales autres que le blé de meunerie et le blé de semoulerie	200.000 T (52.000)
Saindoux et graisse de volaille	16.800
Pâtes alimentaires	350
Champignons en saumure, conserves de légu- mes	1.100
Fruits, écorces de fruits, plantes et parties de plantes, recouverts de sucre	75
Jus de fruits des positions non libérées	2.250
Concentrés de jus de pomme et de jus de raisin	750
Vins destinés à la fabrication de ver- mouth	2.500
Vins destinés à la fabrication de mous- seux	6.100
Vins de table blancs et rouges (dont 60 % de vins d'appellation contrôlée)	327.000 hl (23.000)
Vins de dessert, eaux-de-vie des positions non libérées	1.100
Vinaigre	P.M.
Produits agricoles et alimentaires divers	16.800
Marchandises diverses autres qu'alimentaires et agricoles, non libérées	2.400

En outre, une nouvelle liste « D » fixe les contingents de produits originaires de la zone franc pour lesquels des engagements d'exportation ont été pris.

Les produits suivants peuvent intéresser les exportateurs du Maroc.

Extrait de la liste « D ».

PRODUITS	QUANTITÉS
Blé	500.000 T
Céréales autres que le blé de meunerie et de semoulerie	200.000 T
Tourteaux	P.M.
Minerai de fer d'Afrique du Nord	700.000 T (dont Maroc 230.000 T)
Phosphates bruts	720.000 T
Tartre	6.000 T
Déchets de cuir (dont 80 % de poussures et croûtes machine)	1.350 T
Peaux d'équidés brutes	400 T

*Importations au Maroc
de produits originaires et en provenance
de la République fédérale d'Allemagne.*

Les contingents d'importation du Maroc sont les suivants :

NUMERO du poste	PRODUITS	CONTINGENTS en millions de francs	MINISTÈRES responsables
1	Houblon	15	Sous - secrétariat d'État à l'in- dustrie et au commerce.
2	Bière	3	id.
3	Eaux minérales	P.M.	id.
4	Pommes de terre de semence.	P.M.	Agriculture et forêts.
5	Pommes de table	2	Sous - secrétariat d'État à l'in- dustrie et au commerce.
6	Produits alimentaires et agri- coles divers (y compris fromages, charcuteries di- vers et les essences pour la fabrication des boissons) ..	6	id.
7	Verrerie, notamment verres de laboratoire et verrerie résistant au feu	6	id.
8	Vaisselle de porcelaine	1	id.
9	Produits céramiques divers, y compris carreaux de céra- mique sanitaire et autres articles de porcelaine	2	id.
10	Ciments spéciaux	4	id.
11	Matières plastiques	30	id.
12	Articles textiles divers, y com- pris filets de pêche	6	id.
13	Raccords en fonte	80	id.
14	Lampes tempête et lampes à injection, dont 40 % au maximum pour les lampes tempête	20	id.

NUMÉRO du poste	PRODUITS	CONTINGENTS en millions de francs	MINISTÈRES responsables
15	Ouvrages en fer et en acier, outillage à main, petits articles métalliques, aiguilles de bonneterie, appareils ménagers, articles de ménage, toiles métalliques, baignoires en tôle et ébauches de clés	175	Sous - secrétariat d'État à l'industrie et au commerce : 158 ; Agriculture et forêts : 17.
16	Machines agricoles et leurs pièces détachées, notamment pour le travail du sol	166	Agriculture et forêts.
17	Matériel d'arrosage à grande puissance	14	id.
18	Tracteurs à chenilles de plus de 8 tonnes	12	id.
19	Tracteurs autres et leurs pièces détachées	175	id.
20	Machines à écrire et de bureau	11	Sous - secrétariat d'État à l'industrie et au commerce.
21	Machines à coudre domestiques	26	id.
22	Moteurs Diesel et pièces détachées	40	id.
23	Machines pour travaux publics, appareils de levage et de manutention, matériel de mines, pompes, compresseurs	160	id.
24	Machines à coudre industrielles, machines pour les chaussures, machines textiles	60	id.
25	Machines - outils, à bois, à métaux	42	id.
26	Machines pour l'industrie alimentaire, y compris matériel de rizerie	60	Sous - secrétariat d'État à l'industrie et au commerce : 53 ; Agriculture et forêts : 7.
27	Matériel d'imprimerie	42	Sous - secrétariat d'État à l'industrie et au commerce.
28	Matériel mécanique divers ..	320	id.
29	Instruments médicaux, chirurgicaux et dentaires	15	Santé.
30	Instruments de précision et d'optique	13	Sous - secrétariat d'État à l'industrie et au commerce.
31	Motocyclettes, accessoires et pièces détachées	45	id.

NUMÉRO du poste	PRODUITS	CONTINGENTS en millions de francs	MINISTÈRES responsables
32	Automobiles et autobus servant au transport des personnes, y compris accessoires et pièces détachées	364	Sous - secrétariat d'État à l'industrie et au commerce.
33	Camions, camionnettes, remorques, y compris accessoires et pièces détachées.	60	id.
34	Equipements électriques (gros matériel)	130	id.
35	Appareils électriques ménagers	8	id.
36	Postes récepteurs radio	13	id.
37	Matériel électrique divers ..	53	id.
38	Appareils photographiques et appareils de prises de vues.	7	id.
39	Papiers photographiques	12	id.
40	Crayons	3	id.
41	Instruments de musique et jouets	7	id.
42	Foire de Casablanca	40	id.
43	Réserve pour ajustement éventuel des contingents repris ci-dessus	40	id.
44	Divers	222	id.
TOTAL.....		2.510	

REMARQUE. — Les contingents marqués de la lettre (S) ont été fixés en fonction de considérations saisonnières.

Nota. — Il sera procédé à la répartition des crédits après un délai minimum de quinze jours suivant la publication au *Bulletin officiel* du présent avis.

Accord commercial avec la Yougoslavie.

Les contingents d'importation désignés ci-après et publiés au *Bulletin officiel* n° 2309, du 25 janvier 1957, seront répartis selon les modalités suivantes :

Catégorie B.

Jambons : 6.000.000 DY. — Vaisselle émaillée : 25.000.000 DY.

Appareils et outillages divers et articles en métal : 5.000.000 DY.

Ces crédits seront répartis aux importateurs anciens sur la base des quotas attribués en 1957, en ce qui concerne le jambon, et sur la base des quotas calculés pour l'année 1956, en ce qui concerne les autres articles. Une part sera réservée aux importateurs nouveaux justifiant d'une organisation commerciale suffisante.

En ce qui concerne le contingent de vaisselle émaillée, des autorisations d'importation ne seront délivrées que pour les articles qui ne peuvent être fabriqués au Maroc.

Les demandes concernant ces crédits devront être adressées au sous-secrétariat d'État à l'industrie et au commerce (service du commerce extérieur), à Rabat, avant le 28 février 1957, et seront examinées simultanément après cette date.

Catégorie D.

Matériel électrique divers : 5.000.000 DY.

Les demandes d'autorisation d'importation concernant ce matériel devront être déposées au sous-secrétariat d'État à l'industrie et au commerce (service du commerce extérieur), à Rabat, être établies sur papier libre et accompagnées d'une facture *pro forma*. Elles seront examinées dès le 28 février 1957 ; les demandes adressées postérieurement seront examinées au fur et à mesure de leur dépôt.

**Accord commercial conclu avec la Tchécoslovaquie
le 29 décembre 1956.**

Un accord réglant les échanges commerciaux avec la Tchécoslovaquie pour la période du 1^{er} juillet 1956 au 31 octobre 1957 a été signé à Paris, le 29 décembre 1956.

Exportations marocaines vers la Tchécoslovaquie.

Les contingents d'exportation du Maroc ont été fixés par la liste « A 2 » de l'accord. Ces contingents sont les suivants :

NUMÉROS	PRODUITS	CONTINGENTS du Maroc en tonnes ou en millions de francs
1	Farine de poisson et tourteaux	20
2	Légumineuses	25
3	Agrumes	170
4	Sardines	40
5	Phosphates	100
6	Minerai de fer	30
7	Minerai de manganèse	30
8	Minerai de plomb et métal	50
9	Crin végétal	20
10	Liège brut	10
11	Liège ouvré	15
12	Laine	30
13	Peaux d'ovins	20
14	Articles artisanaux	10
15	Jus d'oranges, pulpes, conserves de fruits, confitures	10
16	Divers	10
TOTAL.....		590

Importations au Maroc de produits tchécoslovaques.

Les contingents d'importation du Maroc ont été fixés par la liste « B 2 » de l'accord. Ces contingents sont les suivants :

NUMÉROS	PRODUITS	CONTINGENTS du Maroc en quantité ou en milliers de couronnes tchécoslovaques	MINISTÈRES responsables
1	Sucre	5.000	Sous - secrétariat d'État à l'industrie et au commerce.
2	Houblon	170	id.
3	Malt	300	id.
4	Pommes de terre de semence	200	Agriculture.
5	Jambon	45	Sous - secrétariat d'État à l'industrie et au commerce.
6	Bière de luxe	50	id.
7	Bois de sciage	7.000 m ³ : 2.430 + selon disponibilité.	Agriculture.
8	Meubles en bois courbé ..	60	id.
9	Carreaux de revêtement et carreaux en grès	65	Sous - secrétariat d'État à l'industrie et au commerce.
10	Céramiques sanitaires	15	id.
11	Produits abrasifs divers ..	135	id.
12	Bottes en caoutchouc	20	id.
13	Tarouches	30	id.

NUMÉROS	PRODUITS	CONTINGENTS du Maroc en quantité ou en milliers de couronnes tchécoslovaques	MINISTÈRES responsables
14	Quincaillerie, y compris hache - viande et lampes tempêtes	150	Sous - secrétariat d'État à l'industrie et au commerce.
15	Gobeletterie de luxe	45	id.
16	Verrerie d'éclairage	50	id.
17	Verres de laboratoire	20	id.
18	Produits chimiques divers.	10	id.
19	Machines-outils	250	id.
20	Machines et appareils industriels divers	250	id.
21	Appareils et instruments : a) médicaux	50	Santé.
	b) scientifiques	30	
22	Machines de bureau	10	Sous - secrétariat d'État à l'industrie et au commerce.
23	Motocyclettes 175 cm ³ et plus et pièces de rechange	300	id.
24	Tracteurs et machines agricoles	400	Agriculture.
25	Matériel de travaux publics	1.000	Sous - secrétariat d'État à l'industrie et au commerce.
26	Machines à coudre	50	id.
27	Instruments de musique.	10	id.
28	Menus articles en métal.	50	id.
29	Outillage à main	65	id.
30	Courroies trapézoïdales ..	15	id.
31	Pièces de rechange pour automobiles	35	id.
32	Postes de T.S.F.	30	id.
33	Matériel électrique divers, y compris tubes Bergmann	100	id.
34	Automobiles (camions et voitures)	500	id.
35	Foire	500	id.
36	Divers	500	id.
TOTAL.....		12.840	

Nota. — Il sera procédé à la répartition des crédits après un délai minimum de quinze jours suivant la publication au *Bulletin officiel* du présent avis.

Accord commercial avec la Grèce.

Le contingent d'importation désigné ci-après et publié au *Bulletin officiel* n° 2289 du 7 septembre 1956, sera réparti selon les modalités suivantes :

Catégorie B.

Poêles et réchauds à pétrole, becs de lampe et pièces détachées : 25.000.000 de francs. Ce crédit sera réparti aux importateurs anciens sur la base des quotas calculés en 1956 et aux importateurs nouveaux justifiant d'une organisation commerciale suffisante.

Les demandes concernant ce crédit devront être adressées au sous-secrétariat d'État à l'industrie et au commerce (service du commerce extérieur), à Rabat, avant le 10 mars 1957, et seront examinées simultanément après cette date.

Avis aux compensateurs.

Désormais, tous les projets de compensations déposés au ministère de l'économie nationale (sous-secrétariat d'État à l'industrie et au commerce, sous-direction du commerce), devront être présentés en quatorze (14) exemplaires accompagnés des factures *pro forma* en même nombre.

Avis aux importateurs.

Un crédit de 400.000 couronnes danoises est mis en répartition pour l'importation de bière en bouteilles au titre de l'accord commercial conclu avec le Danemark.

Les importateurs intéressés devront se faire connaître par lettre adressée au sous-secrétariat d'État à l'industrie et au commerce (service des industries de transformation), avant le 20 février 1957, délai de rigueur.

Les importateurs pouvant justifier d'une activité antérieure dans ce commerce joindront à leur demande un état des impor-

tations réalisées depuis 1954, auquel les justifications habituelles seront annexées.

Ne seront prises en considération que les demandes qui seront accompagnées d'une attestation de représentation de marque au Maroc, établies par les brasseries d'origine.

Les intéressés seront avisés par lettre individuelle de la quote-part qui leur aura été réservée sur ces crédits et devront présenter ensuite leur demande d'autorisation d'importation dans la forme habituelle avec facture *pro forma*, signée par le vendeur étranger, avant l'expiration du délai qui leur sera indiqué.

Avis aux exportateurs d'huile d'olive.

Un précédent avis a défini les conditions de reprise des exportations d'huile d'olive.

La première tranche de 1.000 tonnes d'huile d'olive lampante prévue à l'exportation a été réalisée intégralement dans le cadre du contingent de 6.000 tonnes à exporter sur la France et les départements français d'outre-mer.

MM. les exportateurs sont avisés que le solde dudit contingent, à exporter en franchise de droits de douane jusqu'au 31 mai 1957, est réalisable dès maintenant et ne sera pas fractionné.

Les embarquements se feront « au plus diligent » sur le vu d'une licence d'exportation délivrée par le sous-secrétaire d'État à l'industrie et au commerce.

Ces dispositions visent également les huiles de grignons d'olives.

TABLEAU DES EXPERTS AGREÉS

près la cour d'appel et les tribunaux du Maroc, pour l'année 1957, en vertu des dispositions des articles 45 et 46 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) sur la procédure civile, modifiés par le dahir du 19 chaabane 1375 (24 mars 1956) (délégation de l'assemblée générale de la cour d'appel du 28 décembre 1956).

RESSORT du tribunal de	NOM ET PRENOMS	PROFESSION ET RESIDENCE
Affaires commerciales.		
Casablanca.	MM. Abric René	Directeur de la Société nord-africaine d'expertise, 26, rue Magellan, T. 289-48 (estimation des dommages).
id.	Armengaud Jacques	Directeur de société, 8 et 14, rue du Sergent-Barré, Casablanca.
id.	Bernard Auguste	Courtier assermenté, 28, rue Clemenceau, à Casablanca, T. 229-80.
id.	Bessières Paul	Contrôleur civil honoraire, 52, avenue Georges-Clemenceau, Mazagan.
id.	Bouveret Marcel	86, boulevard Camille-Desmoulin, Casablanca (textiles).
id.	Caspar Pierre	Rue Sellier, Casablanca, T. 427-96 (industrie alimentaire et laitière).
id.	Desbief Maurice	Administrateur de société (sucre), 1, rue de Liège, T.A. 71-15, Casablanca.
id.	Desforges Étienne	Directeur de la Société nord-africaine des oléagineux, 60, rue Galilée, Casablanca.
id.	Froissard Édouard	5, rue de Thionville, Casablanca, T. 290-21 (cuirs et peaux).
id.	Heinis Alfred	76, rue Blaise-Pascal, Casablanca, T. 209-23 (horlogerie-bijouterie).
id.	Homberger Gustave	12, rue Molière, Casablanca, T. 219-14 (cuirs et peaux).
id.	Jacquier Henri	Inspecteur des poids et mesures en retraite, 24, rue de Madrid, Casablanca, T. 233-74.
id.	Jorro Jean-Baptiste	49, avenue Pierre-Simonet, Casablanca, T. 209-34 (crin végétal).
id.	Loznéanu André	10, rue Bendahan, Casablanca, T. 224-70.
id.	Masson Georges	Ingénieur civil, 25, rue de l'Aveyron, quartier Polo, Casablanca (questions pétrolières).
id.	Méquinion Jean	Courtier assermenté, 2, rue Guynemer, Casablanca, T. 257-32.
id.	Mounier Hugues	49, rue Poincaré, Casablanca, T. 251-19 (bijouterie, pierres fines).
id.	Narbonne Raymond	Import-export, 8, rue du Consulat-de-France, Casablanca, T. 235-47.
id.	Nègre Guy	Contrôleur des collectes, rue François-Villon, Casablanca, T. 271-84 (laines, cuirs, peaux).
id.	Pinard Emile-Etienne	14, rue Guynemer, Casablanca, T. 262-12 (tissus).
id.	Ploix de Rotrou Gérard	Import-export, 47, rue de l'Amiral-Courbet, Casablanca, T. 287-94.
id.	Prévot Jean	20, rue d'Hendaye, Casablanca (Chapellerie).
id.	Roger Julien	Intendant militaire en retraite, 19, rue Bossuet, Casablanca.
id.	Salomon-Dumont Henri	Courtier assermenté, 107, boulevard de la Résistance-Française, Casablanca, T. 404-81.
id.	Tabet Sidney	Courtier assermenté, 40, boulevard de Marseille, Casablanca.
id.	Terkemani Mohamed	Mandataire municipal, 77, boulevard du 2 ^e -Tirailleurs, Casablanca, T. 231-49.
id.	Tilli Jean	Ingénieur de la marine nationale, 6, rue Franklin, Casablanca, T. 262-32.
id.	Tiry Bernard	39, rue Jouvencel, Casablanca.
id.	Vaillant André	Inspecteur de l'O.C.E. en retraite, 11, avenue Mangin, Casablanca, T. 232-67 (conserves).
Fès.	Baup Louis	Chef d'escadron en retraite, 13, rue du Lieutenant-Juge, Fès, T. 27-19.
id.	Henry Robert	Professeur d'enseignement commercial, 60, rue Guynemer, Fès.
id.	Kalfon Léon	Céréaliste, rue du Sebou, n° 30, Port-Lyautey.
Marrakech.	Malfilatre Roger	Administrateur de société, 35, rue du R'Bat, Safi.
id.	Strauss Gilbert	Conseil juridique, 2, rue de la Kissaria, Agadir.
Oujda.	Leroy André	Directeur du Comptoir métallurgique, 6, rue de Casablanca, Oujda.
id.	Tur André	7, rue Fourreau, Oujda.
Rabat.	Benayoun Jacob	43, rue de Lyon, Port-Lyautey, T. 22-31 (céréales).
id.	Bonnaud Jules	Gérant de restaurant, 9, avenue Dar-el-Makhzen, Rabat.
Meknès.	Voix André	Lot n° 102, Meknès-Plaisance.
Affaires immobilières.		
Casablanca.	MM. Abadie Jean	Colonel en retraite, 9, rue Madame-Rolland, Casablanca.
id.	Bréchet Charles	Général en retraite, 187, boulevard Joffre, Casablanca, T. 284-45.
id.	Celu Charles	Inspecteur des domaines en retraite, 49, rue Poincaré, Casablanca, T. 250-20.
id.	Châtelet Henri	Receveur de l'enregistrement en retraite, 48, boulevard Gallieni, Casablanca, T. 233-80.
id.	Costedoat-Lamarque Jean	Contrôleur civil en retraite, 22, rue Jean-Jacques-Rousseau, Casablanca.
id.	Deleuze René	Général en retraite, 266, avenue des Régiments-Coloniaux, Casablanca.
id.	Dubois Gaston	120, avenue du Général-d'Amade, Casablanca, T. 604-90.
id.	Giannoni Laurent	Commissaire de police en retraite, 18, rue de Lunéville, Casablanca, T. 230-50.
id.	Gremeret Henri	Rue des Dunes, Aïn-ed-Diab, Casablanca.
id.	Herpin Lucien	Conseil juridique, 32, rue Ledru-Rollin, Casablanca, T. 215-69.
id.	Lafuente Henri	22, rue Louis-David, Casablanca, T. 306-95.
id.	Lapierre Stéphane	18, avenue Poeymirau, Casablanca, T. 207-48.

RESSORT du tribunal de	NOM ET PRÉNOMS	PROFESSION ET RESIDENCE
Affaires immobilières (suite).		
Casablanca.	MM. Laporte René-Charles	59, avenue d'Amade, Casablanca, T. 265-06.
id.	Le Diagon Pierre	Ancien notaire, 42, avenue Mers-Sultan, Casablanca, T. 291-44.
id.	Loc Jean	Villa « Parsy », quartier Evesque, Agadir.
id.	Mauri Norbert	Inspecteur du paysannat, 258, rue Denfert-Rochereau, Casablanca, T. 444-51.
id.	Moret Emile	Ingénieur en chef en retraite, 15, avenue de la République, Casablanca, T. 203-75.
id.	Onteniente Daniel	Contrôleur principal des domaines en retraite, 39, rue de Toul, Casablanca.
id.	Perdriau Édouard	Ingénieur des travaux publics en retraite, 12, rue de Constantinople, Casablanca.
id.	Renaudin Georges	Architecte D.P.L.G., 3, rue Lemercier, Casablanca, T. 316-06.
id.	Riche Henry	Ingénieur géomètre en retraite, 16, avenue Mangin, Casablanca, T. 217-08.
id.	Verdoux Bernard	Conseil foncier, 26, rue Condorcet, Casablanca, T. 638-31.
id.	Zighera Samuel	Ingénieur des arts et métiers, 9, rue Berthelot, Casablanca, T. 250-38.
Meknès.	Delorme Gabriel	Contrôleur civil honoraire, ingénieur agronome, 20, avenue Jeanne-d'Arc, Meknès, T. 222-36.
id.	Lhaute Pierre	Chef de bataillon du génie en retraite, 16, rue Duplex, Meknès.
Fès.	Odinot Paul	1, rue Sornas, Fès-Médina, T. 32-32.
Marrakech.	Bégou Serge	Conseil juridique, village Espagnol, villa « Les Estello », Agadir.
id.	Dedieu René	Inspecteur central des impôts en retraite, 8, avenue de Marrakech, Safi, T. 29-89.
id.	Planard Alfred	Inspecteur central honoraire, 56, derb Habib-el-Maguéni, Marrakech.
id.	Strauss Gilbert	Conseil juridique, 2, rue de la Kissaria, Agadir.
Oujda.	Cigliana Léon	Rue Nungesser, villa « Georges », Oujda, T. 35-90.
id.	Jean Raymond	17, rue de Marrakech, Oujda, T. 225-24.
Rabat.	Biron Yann	Courtier immobilier, 7, rue Normand, Rabat.
id.	Caillat Victor	Contrôleur civil honoraire, 5, rue La Martinière, Rabat.
id.	Carré Julien	Inspecteur principal des domaines en retraite, immeuble Tramini, 53, rue d'Aunis, Rabat, T. 57-04.
id.	Noirot Marcel	Général en retraite de l'armée de l'air, 6, rue Barthou, Rabat.
id.	Papin Maurice	Colonel du génie et transmissions en retraite, 5, rue du Lieutenant-Revel, Rabat.
id.	Pauty Edmond	Architecte D.P.L.G., 4, rue Alexandre-1 ^{er} , Rabat, T. 63-72.
id.	Peloux Jean	Inspecteur des domaines honoraire, 27, rue Branly, Rabat, T. 43-98.
Affaires maritimes.		
Casablanca.	MM. Aillet Barthélemy	65, avenue Poeymirau, Casablanca, T. 221-43.
id.	Alliou Jean	Officier de marine en retraite, 4, rue Sauvage, Casablanca.
id.	Bachelier	Ingénieur mécanicien de la marine nationale, 3, rue de Champigny, Casablanca, T. 419-57.
id.	Bidon Ange	Capitaine d'armement, 28, rue des Palmiers, Casablanca-Oasis, T. 107-Oasis.
id.	Blanc Francisque	Ingénieur, 12, rue Branly, Casablanca, T. 219-74.
id.	Boissonade Henri	Capitaine au long cours en retraite, 37, rue de Mareuil, Casablanca.
id.	Boyer Léon	167, avenue Poeymirau, Casablanca, T. 287-25.
id.	Calmettes François	Inspecteur du bureau Véritas, 1, place Mirabeau, T. 242-45.
id.	Combrade Georges	Chef pilote du port, 55, boulevard de Pau, Casablanca, T. 217-12.
id.	Cointrel Marcel	Officier mécanicien (armement à la pêche et conserves de poissons), 1, rue Lapébie, Casablanca, T. 203-32.
id.	Croze Albert	Commissaire d'avaries maritimes, 3, boulevard de la Gare, Casablanca, T. 605-91.
id.	Dyvorne Philippe	139, avenue d'Amade, Casablanca.
id.	Félici Toussaint	18, rue de Namur, Casablanca, T. 655-13.
id.	Gallin Georges	Commissaire d'avarie, 26, rue Boileau, Casablanca.
id.	Gervais Léon	Commissaire en chef de la marine en retraite, 145, avenue d'Amade, Casablanca, T. 270-90.
id.	Ihuel Edmond	236, boulevard de la Gare, Casablanca.
id.	Jacob Étienne	Ingénieur civil, villa « La Malika », allée de Montsouris, Casablanca.
id.	Lamarre René	Ingénieur des arts et métiers, 23, allée des Sophoras, Aïn-es-Sebaâ.
id.	Lebrun Jean	Commandant du port de Casablanca en retraite, 6, boulevard du 4 ^e -Zouaves, Casablanca.
id.	Le Floc'h Louis	Contre-amiral en retraite, 145, avenue d'Amade, Casablanca, T. 215-56.
id.	Le Marrec André	Mécanicien de la flotte en retraite, 3, rue de Champigny, Casablanca, T. 419-57.
id.	Lesieutre Léon	Directeur de la Société de remorquage, quai Paul-Chaix, Casablanca, T. 227-59.
id.	Mongelli Guillaume	Commissaire d'avaries, rue de Beauvais, Casablanca, T. 443-41.
id.	Montagne Auguste	Ancien commandant du port de Rabat, 8, rue Adam, Casablanca.
id.	Ploix de Rotrou Gérard	Commissaire d'avaries, 4, rue du Commandant-Cottenest, Casablanca.
id.	Raynaud Jean	Ingénieur mécanicien de la marine, 5, rue Clos-de-Provence, Casablanca, T. 215-77.
id.	Richardeau Alphonse	Colonel en retraite, immeuble La Romandie, boulevard Barthou, Casablanca, T. 518-12.
id.	Robert Pierre	3, rue Jean-Jacques-Rousseau, Casablanca, T. 251-72.
id.	Rochet Jean	Commandant du port de Casablanca en retraite, 21, rue de Dijon, Casablanca.

RESSORT du tribunal de	NOM ET PRENOMS	PROFESSION ET RESIDENCE
Affaires maritimes (suite).		
Casablanca.	MM. Salomon-Dumont Henri ...	Courtier assermenté, 107, boulevard de la Résistance-Française, Casablanca, T. 404-81.
id.	Tillie Jean	Ingénieur de la marine nationale, 6, rue Franklin, Casablanca, T. 262-32.
id.	Traham Edouard	9, rue du Lieutenant-Yvetot, Casablanca.
id.	Viton Joseph	Assurances maritimes, 221, boulevard de la Gare, Casablanca, T. 241-64.
Marrakech.	Bouvier Gustave	Directeur des Etablissements « Acas », route de Tildi, Agadir.
id.	Castellin Albert	Capitaine au long cours, villa « La Caravelle », Oued-Pacha, Safi, T. 28-65.
id.	Fauve André	Ingénieur conseil, 22, avenue Landais, Marrakech.
id.	Hervis Jean-Robert	Armateur, rue Berthelot, Safi.
id.	Jouet Pierre	Safi.
id.	Martin Léon	Ingénieur des arts et manufactures, rue Anatole-France, Agadir.
Rabat.	Lemasson Paul	Capitaine de corvette de réserve, 74, rue Albert-1 ^{er} , Port-Lyautey, T. 22-72.
id.	Le Trocquer François	Capitaine de marine marchande (coque, cargaison, navigation, sécurité), 16, avenue de France, Port-Lyautey, T. 26-34.
Agriculture et agronomie.		
Casablanca.	MM. Amieux Henri	162, boulevard de la Gare, Casablanca, T. 203-94.
id.	Bode Léon	Ingénieur oenologue, 221, boulevard de la Gare, Casablanca (fertilisation du sol).
id.	Borot Jean	Agriculteur-apiculteur, rue Dumont-d'Urville, Casablanca, T. 258-84.
id.	Buffin Paul	Etablissement A. Fargeon, 7, rue Pillot, Casablanca.
id.	Contrain Pierre	Directeur de société, domaine Bou-Souira, Aïn-el-Harrouda.
id.	Desforges Étienne	Directeur de la Société nord-africaine des oléagineux, 60, rue Galilée, Casablanca.
id.	Droz Henri	Ingénieur agricole, 10, rue Duplex, Casablanca, T. 257-30.
id.	Fiquemo André	Ingénieur agricole, Fkih-Bensalah, Casablanca.
id.	Gay Maurice	Ingénieur agronome, 16, rue de Madrid, Casablanca, T. 216-44.
id.	Gros Claude	Ingénieur agronome, 249, boulevard Jean-Courtin, Casablanca.
id.	Hames Roger	Ingénieur horticole, 11, boulevard Claude-Perrault, Casablanca, T. 542-93.
id.	Harlé Pierre	Inspecteur général des eaux et forêts honoraire, 2, boulevard Jouffroy, Casablanca, T. 283-26.
id.	Homberger Gustave	12, rue Molière, Casablanca, T. 219-14.
id.	Journet Eugène	Ingénieur du génie rural honoraire, Aïn-Tekki, par Saint-Jean-de-Fedala.
id.	Leconte Pierre	Ingénieur agronome, 72, rue Savorgnan-de-Brazza, Casablanca, T. 622-31.
id.	Levezac René	Ingénieur agricole, 2, rue de Bruges, Casablanca.
id.	Maestrati Jean	Ingénieur, 2, rue de Vesles, Casablanca.
id.	Maine Maurice	Ingénieur agricole, 377, route de Camp-Boulhaut, Casablanca, T. 424-85.
id.	Mallinjou Edouard	Ingénieur agricole, 36, route de Mediouna, Casablanca.
id.	Masset Louis	Ingénieur agronome, 93, avenue Moinier, Casablanca.
id.	Mauri Norbert	Inspecteur du paysanat, 258, rue Denfert-Rochereau, Casablanca, T. 444-51.
id.	Mengin Jean	Ingénieur agricole, 12, place Bel-Air, Casablanca, T. 240-97.
id.	Meunissier Edouard	Ingénieur agricole, 3, rue de la Mutualité, Casablanca, T. 209-41.
id.	Monet Alexandre	Ingénieur agricole (laiterie), 51, rue Franchet-d'Esperey, Casablanca.
id.	Morel Jean	Ingénieur agronome, 15, rue de Tlemcen, Casablanca.
id.	Oizan-Chapon Maurice	Ingénieur agricole, 14, rue du Louvre, Casablanca.
id.	Ray Nicolas	Administrateur de sociétés, 4, rue Jean-Bouin, Casablanca, T. 222-39.
id.	Rocher Paul	Ingénieur agricole, 18, rue Rabelais, Casablanca, T. 243-49.
id.	Tiry Bernard	Ingénieur agronome, 39, rue Jouvencel, Casablanca.
Fès.	Gigonzac Jean-Joseph	Ingénieur horticole, 12, Bled-Achach, Fès, T. 29-20.
id.	Monachon Georges	Ingénieur agricole, à Matmata, Fès.
id.	Percy du Sert Félix	Colon à Douiyèt, Fès-Banlieue, T. 8, à Douiyèt.
id.	Robert Georges	Colon à Douiyèt, Fès-Banlieue, T. 14, à Douiyèt.
id.	Sladkov Nicolas	Ingénieur civil, immeuble de l'Urbaine, place Lyautey, Fès (hydraulique), T. 43-62.
Marrakech.	Codaccioni Louis	Ingénieur agricole, quartier de L'Aouinat, Safi.
id.	Cuénot Marc-Antoine	Ingénieur agronome, rue des Mesguina, Inezgane.
id.	Julien Antoine	Ingénieur agronome, El-Kelâa-des-Srarhna, Marrakech.
id.	Labey Robert	Ingénieur agricole, colon à Tassoultant, contrôle civil de Marrakech-Banlieue.
id.	Moreau Pierre	Rue de Verdun, Marrakech-Guéliz.
Meknès.	Abdéra Jean	Ingénieur agricole, colon à Tifrit, T. 5, à Tifrit.
id.	Ambrosini Pierre	34, rue Berthelot, Meknès, T. 226-09.
id.	Delavigne Pierre	Ingénieur agricole, 10, avenue Clemenceau, Meknès, T. 216-35.
id.	Delorme Gabriel	Contrôleur civil honoraire, ingénieur agronome, 20, avenue Jeanne-d'Arc, Meknès, T. 222-36.
id.	Desnier Jean	5, rue Berthelot, Meknès.

RESSORT du tribunal de	NOM ET PRENOMS	PROFESSION ET RESIDENCE
Agriculture et agronomie (suite).		
Meknès.	MM. Clergues Georges	Ingénieur agricole, 39, rue de la Marne, Meknès, T. 209-55.
id.	Faroul André	Ingénieur agricole, directeur des graines « Sélecta », Meknès, T. 308-86.
id.	Foulquier René	Ingénieur agricole, avenue de la Gare-prolongée, Meknès.
id.	Hénon Pierre	Ingénieur agricole, 5, rue de Nantes, Meknès, T. 205-72.
id.	Jouanneau Raymond	Ingénieur agricole, 12, rue de l'Église, Meknès, T. 219-09.
id.	Palisse Jean	Ingénieur horticole, lot 57, Meknès-Plaisance.
id.	Pillon Jean	Ingénieur agricole, gérant du domaine de Toulal, Meknès, T. 307-79.
Oujda.	Cigliana Léon	Viticulture, maraîchage, élevage, rue Nungesser, Oujda, T. 35-90.
id.	Faure-Dutey Gérard	Contrôleur de l'O.C.E. en retraite, B.P. n° 18, Berkane, T. 105.
Rabat.	Barral Pierre	Agriculture, horticulture, rue de la République, maison « Vita », à Rabat, T. 38-89.
id.	Bassuel Anatole	Ingénieur des eaux et forêts en retraite, Aïn-Johra, par Monod.
id.	Brétegnier René	Ingénieur agricole, avenue de Lorraine, Port-Lyautey, T. 23-24.
id.	Buffa Jean	Ingénieur de l'école coloniale de Tunis, inspecteur des impôts en retraite, 12, rue des Écoles, Port-Lyautey, T. 28-98.
id.	Couraud Georges	Ingénieur agricole, 14 bis, boulevard Front-d'Oued, Rabat, T. 44-11.
id.	Delvaque Jean	Ingénieur agricole, Mechrâ-Bel-Ksiri, T. 63.
id.	Gueyraud Jean	Ingénieur en chef honoraire, 22, avenue de Meknès, Rabat.
id.	Kirschbaum Marcel	Directeur d'école d'agriculture en retraite, 10, avenue du Chellah, Rabat, T. 90-98.
id.	Laffite Jacques	Directeur de la « Covita », à Souk-et-Tleta-du-Rharb.
id.	Masson Maurice	Ingénieur agricole, Karja-ben-Aouda, par Souk-el-Arba-du-Rharb, Rabat.
id.	Pantalacci Charles	Colon à Mechrâ-Bel-Ksiri.
id.	Richard Léon-Marcel	Agriculteur, 7, rue Louis-Chénier, Rabat.
id.	de Robert René	Villa « Le Coin », Rabat-Souissi, T. 150, Souissi
id.	Valette Jean	Colon à Bou-Mais (par Petitjean), T. 103.
id.	Vernay Marie-Joseph	Ingénieur agricole, colon à Souk-et-Tleta-du-Rharb.
Architecture, travaux publics et bâtiments.		
A. — Architecture.		
Casablanca.	MM. Bonnet Constant	Architecte, 39, rue Guynemer, Casablanca, T. 227-38 (arts décoratifs).
id.	Busutil Paul	Architecte, 190, rue de l'Aviation-Française, Casablanca.
id.	Cazalis Henri	Architecte, D.P.L.G., Villa « Yvette-Claire », rue Chatel-de-Jouy, Casablanca.
id.	Decujis Pierre	Architecte, 21, rue La Fayette, Casablanca.
id.	Delaporte Hippolyte	Architecte D.P.L.G., 4, rue du Parc, Casablanca, T. 208-48.
id.	Desmet Marcel	Architecte D.P.L.G., 66, rue Jacques-Cartier, Casablanca, T. 245-02.
id.	Durante Liborio	Architecte, 21, rue de Mirecourt, Casablanca, T. 208-21.
id.	Giroia Natale	Architecte D.A.M.N., 19, avenue d'Amade, Casablanca, T. 220-67.
id.	Gourdain Edmond	Architecte D.P.L.G., 165, rue Blaise-Pascal, Casablanca, T. 206-68.
id.	Gremeret Henri	Architecte, rue des Dunes, Aïn-el-Diab, Casablanca.
id.	Humeau Marcel	Architecte, 202, boulevard de la Gare, Casablanca, T. 207-82.
id.	Michel Émile-Louis	Architecte D.P.L.G., 30, rue Poincaré, Casablanca, T. 212-39.
id.	Michelet Jean	Architecte, 29, boulevard d'Anfa, Casablanca, T. 233-49.
id.	Perrollaz Émile	Architecte D.B.A., Genève, 46, rue Georges-Mercié, Casablanca, T. 279-50.
id.	Renard Marc	Architecte, 3, rue Guynemer, Casablanca, T. 224-35.
id.	Renaudin Georges	Architecte D.P.L.G., 3, rue Lemerrier, Casablanca, T. 316-96.
id.	Sauvan André	Architecte, avenue Lyautey, Fedala.
id.	Suraqui Élies	Architecte, 62, rue Blaise-Pascal, Casablanca, T. 213-53.
id.	Yvetot Roger	Architecte, 1, place Nicolas-Paquet, Casablanca, T. 290-35.
id.	Zeligson Louis	Architecte, école supérieure d'architecture de Rome, 2, rue Lugat, Casablanca, T. 232-51.
Fès.	Beaufils Louis	Architecte, 22, rue de la Marne, Fès.
id.	Magnin Gabriel	Architecte, 13-15, avenue du Corps-Expéditionnaire-Français, Fès.
id.	Paille Jules	Architecte, avenue de France, Taza, T. 0-66.
Marrakech.	Bassières Maurice	Architecte, avenue Charcot, Agadir, T. 30-43.
id.	Jabin Pierre	Architecte, avenue Lucien-Saint, Agadir, T. 21-67.
id.	Lemarie François	Architecte, place de la Mosquée, Agadir.
Meknès.	Secret André	Architecte, 10, rue de Genève, Meknès, T. 211 3.
Oujda.	Galamand Maurice	Architecte D.P.L.G., rue Mosnier, Oujda, T. 31-6.
Rabat.	Belliot Roger	Architecte, 4, rue Delpit, Rabat, T. 37-36.
id.	Gauthier Désiré-Albert	Architecte, 3, rue Pierre-Bergé, Rabat, T. 235-82.
id.	Mauger Henri	Architecte D.P.L.G., 16, rue d'Azrou, Rabat.

RESSORT du tribunal de	NOM ET PRENOMS	PROFESSION ET RESIDENCE
A. — Architecture (suite).		
Rabat.	MM. Michaud Paul	Architecte D.P.L.G., 20, avenue Saint-Aulaire, Rabat, T. 23-50.
id.	Pauty Edmond	Architecte D.P.L.G., 4, rue Alexandre-1 ^{er} , Rabat, T. 63-72.
id.	Planque Albert	Architecte, 10, rue Charles-Tissot, Rabat, T. 23-47.
B. — Travaux publics et bâtiments. — Métreurs-vérificateurs.		
Casablanca.	MM. Ambrosini Emile	Ingénieur des travaux publics en retraite, 2, rue de Thiaucourt, Casablanca.
id.	Arnaud Lucien	Ingénieur au service de l'habitat, 1, place Paquet, T. 290-35.
id.	Averty Alphonse	Lieutenant-colonel du génie en retraite, allée d'Orion, Casablanca.
id.	Barre Marcel	Ingénieur conseil, 28, rue Burger, Casablanca.
id.	Bestieu Charles	Ingénieur des arts et manufactures, 142, avenue du Général-Moinier, Casablanca, T. 628-51.
id.	Calmettes François	Inspecteur du bureau Véritas, 1, place Mirabeau, Casablanca, T. 242-45 (béton armé).
id.	Chaussy René	Ingénieur civil, 9, rue Henri-Regnault, Casablanca.
id.	Cuttoli Paul	Ingénieur principal des travaux publics honoraire, 105, rue Moulay-Youssef, Casablanca.
id.	Dauvergne Maurice	Ingénieur expert au Bureau Véritas, 1, place Mirabeau, Casablanca.
id.	Degardin Abel	Ingénieur des arts et manufactures, 2, rue du Calavon, Casablanca.
id.	Dubois Léon	Ingénieur civil, avenue des Espérides, Casablanca.
id.	Dupuis Clément	Colonel du génie en retraite, villa « Christiane », Casablanca-Oasis-Supérieur (béton armé).
id.	Dupuis Eugène	Chez le capitaine Doury, au maghzen de Bournazel-Sud, Casablanca.
id.	Garnier Eugène	Ingénieur civil (béton armé), place des Jasmins, Fedala.
id.	Gillet Georges	Ingénieur des arts et manufactures, 65, boulevard Moulay-Youssef, Casablanca, T. 255-07.
id.	Jusserand Robert	Ingénieur conseil, 43, rue La Pérouse, Casablanca.
id.	Laporte René-Charles	Ingénieur des arts et métiers, 59, avenue d'Amade, Casablanca, T. 265-06.
id.	Le Cordenner Charles	Ingénieur des arts et métiers, 296, boulevard de la Gare, Casablanca, T. 289-96.
id.	Perdriau Edouard	Ingénieur des travaux publics en retraite, 12, rue de Constantinople, Casablanca.
id.	Posth Jacques	Ingénieur conseil, 17, rue de l'Amiral-Courbet, Casablanca.
id.	Revillon Etienne	Colonel du génie en retraite, villa « Le Verger », 16, rue Charles-Lebrun, Casablanca (béton armé, étanchéité).
id.	Riche Henry	Ingénieur géomètre en retraite, 16, avenue Mangin, Casablanca, T. 217-08.
id.	Rocchi Charles	Ingénieur des travaux publics, 8, rue Bab-el-Rha, boulevard du 4 ^e -Zouaves, Casablanca, T. 228.
id.	Taillandier Georges	Entrepreneur T.P., 17, avenue Poincaré, Mazagan.
id.	Thomas Félix	Directeur de sociétés, 142, avenue Moinier, Casablanca.
id.	Touchet Fernand	Ingénieur, quartier Volubilis, villa « El-Rhel », Aïn-ed-Diab, Casablanca.
Fès.	Chauty Jean	Inspecteur divisionnaire des C.F.M. en retraite, 4, rue Campardon, Fès.
id.	Janin Lucien	Sous-ingénieur des travaux publics en retraite, 21, rue de la Reine-Astrid, Fès, T. 47-84.
id.	Parent Louis-Félix	Ingénieur, 22, rue Bourdonneau, Fès, T. 21-84.
id.	Vidal Raoul	Ingénieur E.T.P., avenue Corap, Taza, T. 284.
id.	Wahl Frédéric	Ingénieur, 56, rue de Savoie, Fès.
Marrakech.	Ballongue Jean	Ingénieur des travaux publics en retraite, villa « Odile », avenue Gouraud, Marrakech-Guéliz.
id.	Barraud Alfred	Ingénieur du génie civil, immeuble Reinhard, Marrakech.
id.	Bensmihan Joseph	Travaux publics, rue Charles-Bouveret, Mogador.
id.	Cugnot Camille	Ingénieur civil, Addi-Ghozia, Safi.
id.	Fillols Alphonse	Ingénieur civil, 52, avenue Poincaré, Marrakech-Guéliz.
Meknès.	Boncour Raoul	Ingénieur, 21, rue de la Marne, Meknès, T. 215-94 (béton armé).
id.	Floirat Pierre-Lucien	Ingénieur des travaux publics, 27, avenue de la République, Meknès, T. 208-36 (hydraulique, béton armé).
id.	Gret Camille	Ingénieur honoraire des travaux publics à Sebâa-Aïoun.
id.	Hénon Emile	Ingénieur, 11, rue de Lyon, Meknès, T. 202-16 (béton armé).
id.	Raoul Henri	Colonel en retraite, lotissement A.C., Moulay-Aomar, Meknès.
id.	Richer Robert	Ingénieur T.P., 7, rue de Madrid, Meknès.
id.	Tarbouriech Georges	Ancien chef des travaux de la direction du génie, 10, rue Descartes, Meknès.
Rabat.	Cortay Auguste	Ingénieur, 10, rue Delcassé, Rabat (hydraulique).
id.	Cristelli Paul	Adjoint technique, 1, cours Lyautey, Rabat.
id.	Feuilly Paul-Gaston	Ingénieur en chef des C.F.M. en retraite, 44, rue de Normandie, Rabat, T. 22-58.
id.	Gadrat Paul	Ingénieur des travaux publics en retraite, 1, rue Pierre-Sémart, Rabat, T. 38-31 (ciment armé).
id.	Gauthier Désiré	2, rue Pierre-Bergé, Rabat, T. 35-82.
id.	Guillon Jean	Adjoint technique, 9, avenue Jeanne-d'Arc, Rabat.

RESSORT du tribunal de	NOM ET PRENOMS	PROFESSION ET RESIDENCE
B. — Travaux publics et bâtiments. — Métreurs-vérificateurs (suite).		
id.	MM. Izaute Henri	Ingénieur des travaux publics en retraite, 6, rue de la Saône, Rabat, T. 36-86.
id.	Landesque Pierre	Ingénieur des travaux publics en retraite, 54, avenue Foch, Rabat, T. 42-75.
id.	Papin Maurice	Colonel du génie et transmissions en retraite, 5, rue du Lieutenant-Revel, Rabat.
id.	Pradeaux Raymond	Ingénieur des arts et manufactures, 9, rue de Kairouan, Rabat, T. 38-39 (béton armé).
id.	Reix François	Ingénieur des travaux publics en retraite, 16, rue de Khouribga, Rabat, T. 35-42.
C. — Métreurs-vérificateurs.		
Casablanca.	MM. Bernard Roger	Métreur-vérificateur, 5, rue de la Paix, Casablanca.
id.	Laporte René	59, avenue d'Amade, Casablanca, T. 265-06.
id.	Terraz Roger	Métreur-vérificateur, 16, rue de Constantinople, Casablanca, T. 221-99
Meknès.	Clément Vincent	Métreur-vérificateur, 41, rue Anatole-France, Meknès.
id.	Taiclet Jean	Métreur-vérificateur, 9, rue de Fès, Meknès.
Rabat.	Bernard Louis	Métreur-vérificateur, 60, rue Le Mousquet, Port-Lyautey.
id.	M ^{me} Fougerat Jeanine	Métreur-vérificateur, villa « Dahri Darak », boulevard de la Libération, Rabat.
id.	MM. Goupil Théophile	Métreur-vérificateur, 5, rue La Martinière, Rabat.
id.	Treyvaud Marcel	Ingénieur A.M., métreur-vérificateur, 44, rue de Rouergue, Rabat, T. 274-76.
id.	Vandehende Maxime	Adjoint technique, rue du Lieutenant-Driss-Mesfioui, Rabat.
Marbres et carrières.		
Casablanca.	M. Leglise Henri	Marbrier, 6, boulevard d'Anfa, Casablanca.
Armes et munitions.		
Casablanca.	MM. Aubert Lucien	44, rue Bugeaud, Casablanca.
id.	Gimenez Emile	134, avenue Mers-Sultan, Casablanca.
Oujda.	Chabert Clodius	18, rue du Duc-d'Aumale, Oujda.
Assurances.		
Casablanca.	MM. Gambier Pierre	24, boulevard de la Gare, Casablanca, T. 624-24.
id.	Lataud René	Directeur d'assurances, 6, rue Sieyès, Casablanca, T. 206-08.
id.	Poict René	11, avenue de la République, Casablanca, T. 668-05.
Marrakech.	de Verdillon Roger	90, rue Clemenceau, Marrakech, T. 45-06.
Rabat.	Sanson Etienne	Rue de Strasbourg, Port-Lyautey (incendies).
Automobiles.		
A. — Mécanique.		
Casablanca.	MM. Ahdnane Kechane ben Larbi	Garagiste, 299, boulevard de Suez, Casablanca.
id.	Aubert Lucien	44, rue Bugeaud, Casablanca.
id.	Bader Henri	14, rue Franchet-d'Esperey, Casablanca.
id.	Boissonade Henri	Officier de marine en retraite, 112, rue de l'Amiral-Courbet, Casablanca.
id.	Boyer Léon	Ingénieur des industries électromécaniques, 167, avenue Poeymirau, Casablanca, T. 287-25.
id.	Delahaur Pierre	Officier mécanicien de la marine en retraite, 7, rue d'Évian, B.P. 2165, Casablanca.
id.	Dinino Robert	Agent technique, 17, allée des Amandiers, Aïn-es-Sèbaâ.
id.	Eon Albert	Général en retraite, 4, rue Prosper-Mérimée, Val-Fleuri, Casablanca, T. 243-26.
id.	Figaro Fernand	Agent technique vérificateur, 13, cité d'Oukacha, Aïn-es-Sèbaâ, Casablanca.
id.	Flavier André	10, rue Reitzer, Casablanca, T. 617-59.
id.	Goössens Robert	Commissaire d'avaries, immeuble C.T.M., avenue de la République, Casablanca, T. 286-31.
id.	Hamon Francisque	Chef d'atelier aux C.F.M. en retraite, 33, rue de Péronne, Casablanca, T. 424-17.
id.	Hombarger Gustave	12, rue Molière, Casablanca, T. 219-14.
id.	Jacquin Henri	Lieutenant-colonel en retraite, ancien directeur du parc-auto, 14, rue d'Oran, Casablanca, T. 263-27.
id.	Lebourlier Gustave	Commandant en retraite, ancien directeur du parc-auto, 7, boulevard Jouffroy, Casablanca, T. 286-55.
id.	Masson Georges	Ingénieur civil, 25, rue de l'Aveyron, quartier Polo, Casablanca.
id.	Mauclère Pierre	Commissaire d'avaries, immeuble C.T.M., avenue de la République, Casablanca, T. 286-31.

RESSORT du Tribunal de	NOM ET PRENOMS	PROFESSION ET RESIDENCE
<i>A. — Mécanique (suite).</i>		
Casablanca.	MM. Meslin Félix	Commandant aviateur de réserve, 67, boulevard de la Résistance-Française, Casablanca, T. 407-55.
id.	Michel Robert	6, place de Verdun, Casablanca, T. 206-61.
id.	Parazols Gilbert	Colonel en retraite, rue du Caporal-Corras, Casablanca, T. 673-43.
id.	Ploix de Rotrou Gérard	Commissaire d'avaries, 4, rue du Commandant-Cotteneat, Casablanca.
id.	Pronost Joseph	Ingénieur mécanicien de la marine en retraite, 6, rue de Foucauld, Casablanca.
id.	Renaud Maxime	Gérant de l'Argus Automobile, 26, avenue Pocymirau, Casablanca.
id.	Richardeau Alphonse	Colonel en retraite, immeuble la Romani, boulevard Barthou, Casablanca, T. 518.
id.	Taudin Jean	Commandant en retraite, 30, boulevard de la Gare, Casablanca.
Fès.	Baup Louis	Chef d'escadron d'artillerie en retraite, 13, rue du Lieutenant-Juge, Fès, T. 27-19.
id.	Bourgeois Charles	8 bis, rue de Provence, Fès.
id.	Macheret Francis	Mécanicien, 11, route de Sefrou, Fès.
id.	Miniggio Pierre	Mécanicien, 13, rue Poincaré, Taza, T. 2-22.
id.	Papillon Germain	Rue de la Marne, Fès, T. 49-40.
id.	Richard Eugène	Garagiste, 53, rue de Savoie, Fès, T. 22-82.
Marrakech.	Lau-Calul Georges	Rue des Doukkala, Marrakech-Guéliz, T. 45-13.
id.	Leroux Gaston	21, rue de Marrakech, Agadir, T. 27-78.
id.	Livache François	B.P. n° 28, Agadir, T. 27-60.
id.	Papadacci Jean	Retraité des travaux publics, avenue de France, Marrakech.
id.	Pouzadoux Claude	Colonel en retraite, 79, avenue Barthou, Marrakech.
id.	Protte Jean	Boulevard de la République, Agadir, T. 31-01.
Meknès.	Ferrain Henri	Mécanicien, quartier Bel-Air, Meknès, T. 209-13.
id.	Lachanaud Albert	Mécanicien autos, Ifrane.
id.	Oger Jean	Ingénieur civil des mines, 21, rue Descartes, Meknès, T. 202-30.
Oujda.	Tilger Edmond	Capitaine de frégate en retraite, 22, rue Rongeat, Oujda, T. 24-59.
Rabat.	Barbier Louis	9, avenue de Temara, Rabat, T. 36-27.
id.	Barraduc Pierre	Ingénieur, mécanique industrielle et électricité, 15, rue du Lyonnais, Agdal, Rabat.
id.	Chapuis Paul	Contrôleur général honoraire des services de police, 40 rue de la Marne, Rabat.
id.	Claude Henri	Rue du Lieutenant-Driss-Mesloui, Rabat-Khebitat, T. 55-51.
id.	Cruziat André	Directeur de « France-Auto », rue de Castries, Rabat, T. 31-95.
id.	Dautrême Georges	Mécanicien, Mechrâ-Bel-Ksiri, T. 3, Oulad-Jellal.
id.	Flandre André	Mécanicien, lotissement des Vieux-Marocains, Temara.
id.	Louet Jean	Industriel, 48, boulevard El-Alou, Rabat.
id.	Maignal René	Capitaine de l'aviation en retraite, 62, avenue Aristide-Briand, Rabat.
id.	Ninard Ernest	Intendant militaire en retraite, 26, rue Guillaume-Chastenet, Rabat.
id.	Noirôt Marcel	Général en retraite de l'armée de l'air, 6, rue Barthou, Rabat.
id.	Ribes Joseph	Garagiste, rue de la République, Rabat, T. 127, Oued-Akrèch.
id.	Scordino Adrien	Mécanicien à La Jacqueline (Camp-Marchand).
id.	Teyssier Georges	Mécanicien, 39, rue de la Marne, Rabat, T. 32-84.
id.	Valière Gaston	Officier en retraite, km. 4,500, Rabat-Souissi, T. 67-91.
<i>B. — Carrosserie.</i>		
Casablanca.	Courtin André	264, boulevard de la Liberté, Casablanca, T. 218-94 (carrosserie auto).
id.	Hochet Constant	Carrossier, ferme Montplaisir, Tit-Mellil.
id.	Malgouire Henri	Carrossier, immeuble de l'Habitat, Mazagan.
id.	Néri Joseph	Carrosserie Camiran, 55, rue de Camiran, Casablanca.
id.	Schlusshaus Robert	Carrosserie peinture, 3, rue Thimonier, Casablanca.
id.	Vagner Lucien	5, rond-point d'Amade, Casablanca, T. 309-71.
<i>Aviation.</i>		
Casablanca.	MM. Boyer Léon	Ingénieur, 167, avenue Pocymirau, Casablanca, T. 287-25.
id.	Calmettes François	Inspecteur du bureau Véritas, 1, place Mirabeau, Casablanca, T. 242-45.
id.	Martin Louis	Ingénieur, place Lyauté, Casablanca, T. 257-12.
id.	Meslin Félix	Commandant aviateur de réserve, 67, boulevard de la Résistance-Française, Casablanca, T. 407-55.
id.	Sollier Jules	Capitaine aviateur en retraite, 2, rue Blondel, Casablanca, T. 306-42.
Oujda.	Tilger Edmond	Capitaine de frégate en retraite, 22, rue Rongeat, Oujda, T. 24-59.
Rabat.	Cruziat André	Directeur de « France-Auto », rue de Castries, Rabat, T. 31-95.
id.	Maignal René	Capitaine d'aviation en retraite, 62, avenue Aristide-Briand, Rabat.
id.	Noirôt Marcel	Général en retraite de l'armée de l'air, 6, rue Barthou, Rabat.

RESSORT du tribunal de	NOM ET PRENOMS	PROFESSION ET RESIDENCE
Beaux-arts (décoration, ameublement, antiquités, œuvres d'art).		
Casablanca.	MM. Buignet René-Bruno	Décorateur, rue Marcuil, immeuble Mareuil, Casablanca.
id.	Carrez Pierre	Antiquaire, 139, avenue d'Amade, Casablanca.
id.	Derche Jules	259, boulevard de la Gare, Casablanca, T. 208-59.
id.	Fannée Jacques	Décorateur, 11, rue de Nancy-prolongée, Casablanca.
id.	M ^{me} Gravier Annie	Chez M ^{me} Pisanelli, 19, rue d'Auvergne, Casablanca.
id.	MM. Wacquier Henri	Directeur de l'Ecole des Beaux-Arts, Casablanca, « Dar-el-Ferah », route n° 110, Aïn-es-Sebaâ.
Bibliophilie et philatélie.		
Rabat.	M. Claverie Jean	3, rue du Lieutenant-Revel, Rabat, T. 21-30 (philatélie).
Chaudronnerie industrielle.		
Casablanca.	MM. Garcia Ramon	Boulevard Emile-Zola, Casablanca, T. 202-91.
id.	Masson Georges	Ingénieur civil, 25, rue de l'Aveyron, Casablanca (tuyauterie, réservoirs, pompes).
id.	Weite Pierre	Ingénieur, 37, rue Savorgnan-de-Brazza, Casablanca, T. 204-07.
Chimie.		
Casablanca.	MM. Battino Maurice	Docteur en pharmacie, rue Murdoch, Casablanca, T. 244-09 (chimie, bactériologie, toxicologie).
id.	Bruyneel André	Ingénieur chimiste, 18, rue d'Anvers, Casablanca, T. 655-49.
id.	Caby Jean-Baptiste	Chimiste principal, chef de la section agricole du Laboratoire officiel, 25, rue de Tours, Casablanca, T. 201-45.
id.	Chambionnat André	Chimiste principal au Laboratoire officiel, 25, rue de Tours, Casablanca, T. 221-88.
id.	Charbonnière Pierre	Ingénieur E.G.G., 101, rue Lassalle, Casablanca (chimie industrielle), T. 282-71.
id.	Chateteau Jacques	Pharmacien, villa « Franck-Marielle », quartier Longchamps, Casablanca.
id.	Chauveau Léon	Directeur honoraire du Laboratoire officiel, 71, avenue de la République, Casablanca, T. 220-20.
id.	Gattefossé Jean	6, allée des Sauges, Aïn-es-Sebaâ, Casablanca, T. 152 (chimie industrielle).
id.	Graber Louis	Ingénieur chimiste, 58, rue Dupleix, Casablanca.
id.	Lecoute Pierre	Ingénieur agronome, 72, rue Savorgnan-de-Brazza, Casablanca, T. 622-31.
id.	Mennessier Paul	Ingénieur chimiste, 1, boulevard de Marseille, Casablanca, T. 251-52.
id.	Patron André	Ingénieur chimiste, 70, allée des Jardins, Aïn-es-Sebaâ, Casablanca.
id.	Toubol Valentin	Directeur du Laboratoire officiel, Casablanca, 25, rue de Tours.
id.	Vasseur Albert	Directeur honoraire du Laboratoire officiel, 2, rue de la Mutualité, Casablanca, T. 541-62.
Marrakech.	Jacquet Bernard	Administrateur de société, immeuble Reinhardt, avenue de Casablanca, à Marrakech.
Rabat.	Audy Joseph	Ingénieur chimiste, 3, rue de Kairouan, Rabat, T. 40-56.
id.	Bru Gaston	Ingénieur chimiste, 18, rue Maigret, Rabat.
id.	Cichocki Théodose	Ingénieur chimiste, 5, boulevard Jeanne-d'Arc, Rabat-Salé.
id.	Ferrié Louis-Denis	Ingénieur chimiste, 27 bis, rue du Limousin, Rabat.
id.	M ^{me} Gasc-Charrasse Eugénie	Professeur au centre d'études supérieures scientifiques, 3, avenue Delcassé, Rabat, T. 39-12.
id.	MM. Pinel Pierre	Ingénieur chimiste I.C.P., 8, rue d'Ouezzane, Rabat, T. 42-82.
Meknès.	Mestre Emile	Ingénieur chimiste, 68, rue Mermoz, Meknès, T. 220-77.
Conserves.		
Casablanca.	MM. Caspar Pierre	Rue Sellier, Casablanca (industrie alimentaire et laitière), T. 427-96.
id.	Soisson Pierre	Agent commercial, rue Laperine, Casablanca, T. 296-46.
id.	Vaillant André	Inspecteur de l'O.C.E. en retraite, 11, avenue Mangin, Casablanca, T. 232-67.
Chirurgiens dentistes.		
Casablanca.	M. Dupont Georges	4, rue Nationale, T. 258-05.
id.	M ^{me} Ménégaux Jeanne (née Gane)	5, rue de Thionville, Casablanca, T. 292-11.
id.	MM. Tort Jacques	59, avenue Mers-Sultan, Casablanca, T. 216-60.
id.	Tscherniak Jacques	Chirurgien dentiste, 11, avenue de la République, Casablanca, T. 280-76.
Rabat.	Billot Daniel	2, rue Pierre-de-Sorbier, Rabat, T. 34-70.
id.	Hochdœrfler Armand	45, rue de la République, Rabat, T. 39-78.
id.	Lesbats Emmanuel	1, rue La Martinière, Rabat, T. 23-27.

RESSORT du tribunal de	NOM ET PRENOMS	PROFESSION ET RESIDENCE
Comptabilité.		
Casablanca.	MM. Audibert Marcel	28, rue Marcel-Chapon, Casablanca, T. 251-31.
id.	Barbereux Georges	34, boulevard de la Gare, Casablanca, T. 210-66.
id.	Barré Robert	11, rue du Caporal-Beaux, Casablanca, T. 281-51.
id.	Bernard Louis-Élie	104, boulevard du Maréchal-Foch, Casablanca, T. 299-45.
id.	Berti Hubert	41, rue Jean-Jaurès, Casablanca.
id.	Bonan Robert	110, rue Colbert, Casablanca, T. 270-98.
id.	Bonnerat Georges	11, rue de Dunkerque, Casablanca, T. 237-50.
id.	Bourret Joseph	75, rue du Pelvoux, Casablanca.
id.	Brugidou Jean	Ancien élève de l'École polytechnique, 7, rue Bendahan, à Casablanca, T. 235-71.
id.	Buridant Raymond	1, avenue de la République, Casablanca, T. 249-80.
id.	Cassar Albert	62, rue de Dupleix, Casablanca.
id.	Céleste Joachin	8, rue de Dunkerque, Casablanca.
id.	Chabbat Maurice	31, rue de Charmes, Casablanca.
id.	Ducourneau Emile	155, avenue Mers-Sultan, Casablanca, T. 268-65.
id.	Fontenilles Alfred	28, rue Chateaubriand, immeuble Tolédano, Casablanca, T. 234-85.
id.	Fuentès Raphaël	1, rue Colbert, Casablanca.
id.	Garrouste Marcel	Gérant de la Banque d'État du Maroc, Mazagan.
id.	Geisenberger Robert	2, rue Guynemer, Casablanca.
id.	Guilhemotonia Édouard....	70, rue de Commerce, Casablanca, T. 290-60.
id.	Heysh de la Borde Jean....	47, avenue du Général-d'Amade, Casablanca, T. 254-54.
id.	Le Blanc Louis	4, rue de Remirecourt, Casablanca.
id.	Leclercq Raymond	Administrateur de sociétés, 5, rue du Raudin, Casablanca, T. 250-32.
id.	Lecomte Gaston	22, rue Marcel-Chapon, Casablanca.
id.	Letouzé Bernard	18, rue de l'Amiral-Courbet, Casablanca.
id.	Lhez Robert	70, rue Coli, Casablanca, T. 261-77.
id.	Martel Robert	111, avenue du Général-Drude, Casablanca.
id.	Maurin Ernest	56, rue Jean-Jaurès, Casablanca, T. 250-08.
id.	Macholm Niels	18, avenue Poeymirau, Casablanca, T. 250-49.
id.	Paret Alexandre	Professeur, École industrielle et commerciale, 19, rue Lalande, Casablanca.
id.	Pelgrin Gaspard	84, boulevard de Marseille, Casablanca, T. 268-58.
id.	Permingeat Louis	42, rue de Commerce, Casablanca.
id.	Petit Louis	87, rue Blaise-Pascal, Casablanca.
id.	Planche Jean	305, boulevard de la Gare, Casablanca.
id.	Rigade François	32, rue du Capitaine-Robert-Millant, Casablanca.
id.	Rigal Michel	2, boulevard de Marseille, Casablanca, T. 233-47.
id.	Schmid Roger	54, rue de Commerce, Casablanca.
id.	Tissier Jean	18, rue de l'Amiral-Courbet, Casablanca, T. 616-51.
id.	Wacziard Marcel	62, rue Chevandier-de-Valdrome, Casablanca.
Fès.	Babey Georges	Angle des rues Bugeaud et Edouard-Escalier, nouvel immeuble de la Banque populaire, Fès.
id.	Buttin François	11, rue des États-Unis, Fès, T. 44-93.
id.	Haslay Raymond	Immeuble de l'Urbaine, place Lyautey, T. 21-51.
id.	Septier Pierre	17, rue d'Angleterre, Fès, T. 22-58.
Marrakech.	Amelot Albert	81, avenue Barthou, Marrakech-Guéliz, T. 45-54.
id.	Aubry Marceau	Rue R'Mila, derb R'Mad, n° 16, Marrakech.
id.	Bardon Robert	Avenue Nicolas-Paquet, Agadir, T. 27-50.
id.	M^{me} Bardon Odette	Lotissement Pradel, Inezgane, T. 147.
id.	MM. Egre Jean-Louis	Rue Paul-Doumer, B.P. n° 502, Agadir, T. 30-41.
id.	Loc Jean	Villa Parsy, quartier Èvesque, Agadir.
id.	Piquerez Georges	Officier d'administration en retraite, 191, rue Verlet-Hanus, Marrakech, T. 26-99.
id.	Watel Camille	131, rue Verlet-Hanus, Marrakech-Guéliz.
Meknès.	Brun Louis	9, rue d'Oujda, Meknès, T. 211-29.
id.	Fabiani André	96, rue Lyautey, Meknès, T. 202-53.
id.	Lazare Pierre	19, rue Jacques-Cartier, Meknès, T. 223-75.
id.	Richard Pierre	9, rue d'Oujda, Meknès, T. 211-79.
Oujda.	Daudies Benjamin	Immeuble Stretti, rue de Saigon, Oujda.
id.	Jean Raymond	17, rue de Marrakech, Oujda, T. 25-24.
id.	Seguier Charles	Immeuble du Trésor « A », Oujda.
Rabat.	Allard Camille	rue du Gatinais, Rabat-Agdal
id.	Argenton Marcel	Inspecteur général de la Banque d'État en retraite, 5, rue de Mascara, Rabat, T. 243-10.
id.	Barthès Jean	6, rue du Docteur-Weisgerber, Rabat.

RESSORT du tribunal de	NOM ET PRÉNOMS	PROFESSION ET RESIDENCE
Comptabilité (suite).		
Rabat.	MM. Bisraor Léon	79, boulevard Petitjean, Port-Lyautey.
id.	Blanchet Ernest	Rue Sainte-Claire, Rabat (Souissi).
id.	Casteuble Marcel	34, avenue Lyautey, Rabat, T. 22-54.
id.	Codaccioni Jean	28, rue de Gorizia, Port-Lyautey, T. 23-43.
id.	Daloz Maurice	Ex-directeur de l'intendance de l'air du Maroc, 10, rue Delcassé, Rabat, T. 61-39.
id.	d'Angeville Louis	11, rue de l'Île-de-France, Rabat, T. 64-66.
id.	Danier Auguste	55 bis, rue de la République, Rabat, T. 26-74.
id.	Ferdon Pierre	17, cours Lyautey, Rabat, T. 64-76.
id.	Gény Émile	2, rue du Général-Maurial, Rabat, T. 59-92.
id.	Harambat Joseph	Avenue de Metz, Rabat.
id.	Noël Gonzague	20, rue du Commandant-Fryatt, Port-Lyautey, T. 25-10.
id.	Peyroulou Étienne	8, avenue Mohammed-V, Rabat.
id.	Rat Fernand	5, rue La-Martinière, Rabat, T. 60-67.
id.	Ségura Jean	36, rue de la République, Rabat, T. 92-83.
id.	Sommer Christian	Inspecteur central des impôts en retraite, 101, rue de la Marne, Rabat.
id.	Vaulpré Robert	7, avenue Pasteur, Rabat, T. 39-59.
Écritures (Vérification d').		
Casablanca.	MM. Dupré Raoul	Professeur, 18, rue de Provence, Casablanca, T. 308-57.
id.	Meslin Félix	67, boulevard de la Résistance-Française, Casablanca, T. 407-55
id.	Santucci André	50, rue des Roses, Casablanca.
Rabat.	Danier Auguste	55 bis, rue de la République, Rabat, T. 26-74.
Electricité.		
Casablanca.	MM. Bonnet Pierre-Germain	44, rue des Tabors (Oasis), Casablanca.
id.	Boyer Léon	Ingénieur des industries électroniques, 167, boulevard Poeymirau, Casablanca, T. 287-25.
id.	Courau Paul	Ingénieur civil des mines, allée du Cygne, Casablanca, T. 309-06.
id.	Dahan Jean	Ingénieur électricien et mécanique industrielle (radiologie), 24, rue des Oulad-Ziane, Casablanca.
id.	Durand René	Ingénieur électricien, boîte postale n° 700, Casablanca.
id.	Vionnet Jean	Ingénieur électricien, 26, rue Magellan, Casablanca.
Fès.	Croize Albert	Ingénieur électricien, avenue de la Gare, Taza, T. 082.
Marrakech.	Alfano Jean	Mécanicien, 75, rue Clemenceau, Marrakech.
id.	Lesueur Albert	Entrepreneur, 24, rue des Moulins, Safi, T. 3-61.
Meknès.	Teroitin André	Ingénieur, avenue Cambon, Agadir.
Rabat.	Gromoff Mathieu	Ingénieur technologue, 18, rue Joffre, Meknès.
id.	Faidcau Raymond	13, rue Louis-Gentil, Rabat, T. 36-54.
id.	Feneyrol Raymond	5, rue Bournazel, Rabat.
id.	Gasc Georges	Ingénieur électricien, 3, avenue Delcassé, Rabat, T. 39-12.
Géométrie, topographie.		
Casablanca.	MM. Arnaud François	Géomètre, 13, rue des Goélands, C.I.F.M., Casablanca.
id.	Bréchet Charles	Général en retraite, 187, boulevard Joffre, Casablanca, T. 284-45.
id.	Celu Charles	Inspecteur des domaines en retraite, 49, rue Poincaré, Casablanca, T. 250-20.
id.	Couzinié Emile	Topographe en retraite, 5, boulevard Le Nôtre, Casablanca.
id.	Donsimoni Laurent	Topographe principal en retraite, 29, rue Pégoud, Casablanca.
id.	Dubois Gaston	120, avenue du Général-d'Amade, Casablanca.
id.	Ealet Henri	51, avenue Poeymirau, Casablanca, T. 209-35.
id.	Eon Albert	Général en retraite, 4, rue Prosper-Mérimée, Val-Fleuri, Casablanca, T. 243-26.
id.	Gallot Gabriel	Géomètre, 263, boulevard de Lorraine, Casablanca.
id.	Gautier Marcel	Ingénieur géomètre, 7, boulevard Le Nôtre, Casablanca.
id.	Guillot Jack	Géomètre topographe, 15, rue du Docteur-Delanoë, Mazagan.
id.	Lapierre Stéphane	Géomètre, 18, avenue Poeymirau, Casablanca, T. 207-48.
id.	Martinot Marcel	Ingénieur géomètre principal en retraite, 18, allée de Montsouris, quartier Anfa, Casablanca, T. 213-90.
id.	Masse Paul	Ingénieur géomètre, 37, rue de Mareuil, Casablanca, T. 445-80.
id.	Mélenotte Alexandre	Ingénieur géomètre principal honoraire, 1, place Nicolas-Paquet, Casablanca, T. 258-33.
id.	Paul Lucien	Ingénieur géomètre en retraite, 176, avenue Albert-1 ^{er} , Mazagan.

RESSORT du tribunal de	NOM ET PRENOMS	PROFESSION ET RESIDENCE
Géométrie, topographie (suite).		
Casablanca.	MM. Paume Xavier	Ingénieur géomètre, 122, rue Prom, Casablanca.
id.	Raillard Edmond	Géomètre principal en retraite, 91, rue Gay-Lussac, Casablanca, T. 229-90.
id.	Riche Henry	Ingénieur géomètre en retraite, 16, avenue Mangin, Casablanca, T. 217-08.
id.	Touzé Maurice	55, rue Jacques-Cartier, Casablanca, T. 269-59.
id.	Weissbrodt Albert	Géomètre D.P.L.G., 24, boulevard de Bordeaux, Casablanca.
Fès.	Bachelet Georges	Géomètre, 55, avenue Maurial, Fès.
id.	Courtois Maurice	2, rue de la Marne, Fès.
id.	Gaillard Camille	Géomètre, rue Bellot-des-Minières, Fès.
id.	Paille André	Géomètre, avenue de France, Taza, T. 0-66.
id.	Penneteau Louis	Ingénieur géomètre honoraire, 36, avenue de France, Fès.
id.	Rotrou Pierre	3, rue Raymond-Poincaré, Taza.
Marrakech.	Berhnard Marcel	Ingénieur géomètre en retraite, 62, rue de la Liberté, Marrakech.
id.	Fillols Alphonse	Ingénieur civil, 52, avenue Poincaré, Marrakech-Guéliz.
id.	Houssard Georges	25, avenue Poincaré, Marrakech-Guéliz, T. 45-30.
Meknès.	Fluchon Fernand	Géomètre topographe, 9, rue Pierre-Curie, Meknès.
id.	Hansen Jacques	Géomètre, 4, rue Lamoricière, Meknès.
id.	Meert Pierre	Géomètre, 1, rue Montaigne, Meknès.
id.	Palous Félix	Ingénieur géomètre principal en retraite, 36, rue Duplex, Meknès, T. 221-35.
id.	Toullieux Adrien	Ingénieur topographe honoraire, 9, rue Berthelot, Meknès, T. 218-32.
id.	Turquois Marcel	Ingénieur géomètre, 1, rue de Clermont, Meknès.
Oujda.	Cauderlier Ernest	Géomètre, place De Gaulle, Oujda, T. 39-87.
Rabat.	Carolus Maurice	Ingénieur, 9, rue de Volubilis, Rabat, T. 49-96.
id.	Griscelli Joseph	Topographe en retraite, 15, rue Antoine-Mas, Rabat.
id.	Hoffman Serge	Ingénieur civil, immeuble Compagnie Paquet, boulevard du Capitaine-Petitjean, Port-Lyautey.
id.	Pommier Louis	Géomètre, 21, rue de la République, Rabat.
id.	Prévost Jean	Géomètre, 4, rue Buffon, Rabat.
id.	Reisdorff René	Ingénieur topographe, 1, rue du Limousin, Rabat, T. 56-24.
id.	Sabatier Jean	Expert du bureau Véritas, 15, rue Lavoisier, Rabat, T. 93-15.
id.	Sicsic Félix	Ingénieur topographe principal honoraire, 5, rue de Bournazel, Rabat, T. 63-81.
Horlogerie et joaillerie.		
Casablanca.	MM. Guinand André	Joaillier, 51, rue Nationale, Casablanca.
id.	Heinis Alfred	76, rue Blaise-Pascal, Casablanca, T. 209-23.
id.	Mounier Hugues	49, rue Poincaré, Casablanca, T. 261-19.
id.	Robbez-Masson	5, rue Roget, Casablanca.
id.	Vignoud Jean	118, boulevard de la Gare, Casablanca (Maison Templier), T. 209-25.
Hôtellerie.		
Casablanca.	MM. Blenet Alphonse	4, rue Clemenceau, Casablanca (industrie hôtelière).
id.	Degoul Hervé	Conseiller fiscal juridique, 2, avenue d'Amade, Casablanca.
Rabat.	Pinard Eugène	6, rue d'Agadir, Rabat.
Hydraulique.		
Fès.	MM. Sladkov Nicolas	Immeuble de l'Urbaine, place Lyautey, Fès, T. 43-62.
Meknès.	Floirat Pierre-Lucien	Ingénieur des travaux publics, 27, avenue République, Meknès, T. 208-36.
Rabat.	Cortay Auguste	Ingénieur hydraulique, 10, avenue Delcassé, Rabat.
id.	Crépin Roger	Ingénieur du génie rural en retraite, 9, rue du Maine, Rabat, T. 41-38.
Impôts et fiscalité.		
Casablanca.	M. Valette Louis	80, avenue Jules-Ferry, Casablanca, T. 257-40.
Imprimerie.		
Rabat.	M. Lacroix Pierre	Maître imprimeur, 5, avenue Dar-el-Makhzen, Rabat.

RESSORT du tribunal de	NOM ET PRÉNOMS	PROFESSION ET RESIDENCE
Incendie.		
Casablanca.	M. Brunet Paul	Commandant de sapeurs-pompiers en retraite, villa « Tahiti », rue de l'Aspirant-Le-Cornec, Casablanca-Oasis.
Industrie du froid.		
Casablanca.	MM. Boyer Léon	Ingénieur, 167, avenue Poeymirau, Casablanca, T. 287-25.
id.	Hamon Francisque	Chef d'atelier aux C.F.M. en retraite, 33, rue de Péronne, Casablanca, T. 424-17.
id.	Richard Pierre	Ingénieur E.C.P., 5, rue d'Alsace, Fedala, T. 369.
Rabat.	Cruziat André	Directeur de « France Auto », rue de Castries, Rabat, T. 31-35.
Instruments de musique.		
Casablanca.	M. Pasté Georges	Accordeur de pianos, 21, rue Colbert, Casablanca.
Mécanique générale.		
Casablanca.	MM. Bachelier Charles	Ingénieur mécanicien de la marine nationale, 3, rue de Champigny, à Casablanca, T. 419-57.
id.	Bataillard Marcel	Général de réserve, 252, avenue des Régiments-Coloniaux, Casablanca.
id.	Blanc Francisque	Ingénieur, 12, rue Branly, Casablanca, T. 219-74.
id.	Boyer Léon	Ingénieur des industries électromécaniques, 167, avenue Poeymirau, Casablanca, T. 287-25.
id.	Calmettes François	Inspecteur du bureau Véritas, 1, place Mirabeau, Casablanca, T. 242-45.
id.	Chaignaud Paul	16, rue du Général-Humbert, Casablanca, T. 307-87.
id.	Chambaud Jean-Claude	9, boulevard Denis-Papin, Casablanca.
id.	Clarens Marcel	Ingénieur des mines, 34, boulevard de la Gare, Casablanca, T. 250-98.
id.	Delahaur Pierre	Officier mécanicien de la marine en retraite, rue d'Évian, Casablanca.
id.	Dubuet André	Ingénieur des arts et métiers, 25, rue de Sauternes, Casablanca, T. 219-74.
id.	Éon Albert	Général en retraite, 4, rue Prosper-Mérimée, Val-Fleuri, Casablanca, T. 243-26.
id.	Goossens Robert	Immeuble C.T.M., avenue de la République, Casablanca, T. 286-31.
id.	Hamon Francisque	Chef d'atelier aux C.F.M. en retraite, 33, rue de Péronne, Casablanca, T. 424-17.
id.	Hoff Jean	Ingénieur à la régie des tabacs, 11, rue du Nil, Casablanca.
id.	Ihuel Edmond	236, boulevard de la Gare, Casablanca.
id.	Lefort Bertrand	Inspecteur-mécanicien à la Socony-Vacuum, 50, rue de Colmar, Casablanca.
id.	Mace Jean	Ingénieur, 7, rue Larère, Casablanca.
id.	Martin Jean-Lucien	Ingénieur aux Établissements Axel Kjærgaard, 19, rue de Roncevaux, Casablanca.
id.	Martin Louis	Ingénieur, place Lyautey, Casablanca, T. 257-12 (Diesel).
id.	Mauclère Pierre	Immeuble C.T.M., avenue de la République, Casablanca, T. 286-31.
id.	Piliot Georges	Inspecteur technique à la C.T.M., 45, rue des Muguets, Casablanca.
id.	Prétuzzi Aurélio	Mécanicien, 164, boulevard d'Anfa, Casablanca, T. 252-77.
id.	Pradère Alexandre	344, rue de l'Aviation-Française, Casablanca, T. 210-83.
id.	Raverdy Clément	84, rue de la Durance, Casablanca-Polo.
id.	Raynaud Jean	Ingénieur mécanicien de la marine, 5, rue Clos-de-Provence, Casablanca, T. 215-77.
id.	Rebours Moïse	Officier mécanicien, 71, avenue d'Amade, Casablanca.
id.	Richard Pierre	Ingénieur E.C.P., 5, rue d'Alsace, Fedala, T. 369.
id.	Richard Delphin-Louis	Chef d'escadron en retraite, 6, rue Ramus, Casablanca, T. A. 50-47.
id.	Rognon Georges	Ingénieur, 3, rue de Bourg, Casablanca.
id.	Solanet Aymar	Ingénieur des arts et manufactures, 7, rue des Palmiers, Casablanca, T. 617-41.
id.	Tillie Jean	Ingénieur de la marine nationale, 6, rue Franklin, Casablanca, T. 262-32.
id.	Vagner Lucien	5, rond-point d'Amade, Casablanca, T. 309-71.
id.	Vionnet Jean	Ingénieur mécanicien-électricien, 26, rue Magellan, Casablanca.
id.	Weité Pierre	Ingénieur électricien, 37, rue Savorgnan-de-Brazza, Casablanca, T. 204-07.
id.	Zighera Samuel	15, rue de Castelnau, Casablanca, T. 654.
Fès.	Baup Louis	Chef d'escadron d'artillerie en retraite, 13, rue du Lieutenant-Juge, Fès, T. 27-19.
id.	Burlet Eugène	Ingénieur des arts et métiers, 27, boulevard du 4 ^e Tirailleurs, Fès.
id.	Fouché Marcel	58, boulevard Boukessissat, Fès, T. 42-57.
id.	Gambier Charles	Industriel, rue de Sefrou, Fès, T. 23-02.
id.	Papillon Germain	Rue de la Marne, Fès, T. 49-40.
id.	Richard Eugène	Garagiste, 89, rue de Savoie, Fès, T. 22-82.
id.	Seplier Pierre	17, rue d'Angleterre, Fès, T. 22-58.
id.	Soler Jean	25, rue de Bourgogne, Fès.
Marrakech.	Bastart Henri	Ingénieur des arts et métiers, rue Nunzi, Safi.
id.	Blay Paul	Ingénieur des arts et métiers, villa « Mektoub », rue Branly, Safi.
id.	Bouchon André	Électricité, 9, rue du Docteur-Madeleine, Marrakech.
id.	Brucher René	Villa des Eucalyptus, au kilomètre 8,500, route d'Agadir-Inezgane.
id.	Capella René	Directeur de la société « Satas », place Djemaâ-el-Fnaa, Marrakech.
id.	Martin Léon	Ingénieur des arts et manufactures, rue Anatole-France, Agadir.

RESSORT du tribunal de	NOM ET PRÉNOMS	PROFESSION ET RESIDENCE
Mécanique générale (suite).		
Meknès.	MM. Boncour Raoul	Ingénieur, 21, rue de la Marne, Meknès, T. 215-94.
id.	Borredon Jean	Commandant en retraite, 4, rue du Belvédère, lotissement A.C., Meknès.
id.	Ferrain Henri	Quartier Bel-Air, Meknès, T. 209-13.
id.	Lacharad Albert	Mécanicien autos, Ifrane.
id.	Lentini Charles	Inspecteur divisionnaire aux C.F.M., lot n° 111, Meknès.
id.	Lopez José	11, rue Victor Hugo, Meknès, T. 215-38 (matériel agricole).
id.	Oger Jean	Ingénieur des mines, 21, rue Descartes, Meknès, T. 202-30.
id.	Truchot Pierre	20, rue d'Oujda, Meknès, T. 201-00.
Oujda.	Dovgalski Robert	22, rue Pougeat, Oujda.
id.	Ithuralde Bernard	1, rue de Taforhalt, Oujda.
id.	Tilger Edmond	Capitaine de frégate en retraite, 22, rue Rongeat, Oujda, T. 24-59.
Rabat.	Bourdet Louis	Ingénieur électricien, 17, rue Descartes, Rabat.
id.	Dautrême Georges	Mécanicien à Mechrâ-Bel-Ksiri, T. 3 (Oulad-Jellal).
id.	Dupont Félix	Ingénieur mécanicien, 3, rue Gaillard (chez M. Dhorme), Rabat.
id.	Flandre André	Mécanicien, lotissement des Vieux-Marocains, Temara.
id.	Fournel René	25, rue de Volubilis, Rabat.
id.	M ^{me} Gasc-Charrasse Eugénie	Ingénieur des arts et manufactures, 3, avenue Delcassé, Rabat, T. 39-12.
id.	MM. Gleyzal Henri	Chef du train auto de la D.G.S.N., 6, rue de Dijon, Rabat.
id.	Gros Louis	Agent technique, 32, rue de Normandie, Rabat.
id.	Le Moal Joseph	Professeur d'enseignement technique, Maison Lay, rue Pierre-Curie, Port-Lyautey.
id.	Paray Asther	Rue du Colonel-Driaud, Port-Lyautey, T. 24-50.
id.	Ribes Joseph	Garagiste, immeuble Carrère, avenue Foch, Rabat.
id.	Sabatier Jean	Expert du bureau Véritas, 15, rue Lavoisier, Rabat, T. 93-15.
id.	Scordino Adrien	Mécanicien à La Jacqueline (Camp-Marchand).
id.	Ségard Henri	6, rue de Bordeaux, Rabat.
id.	Teyssier Georges	Mécanicien, 39, rue de la Marne, Rabat, T. 32-84.
Médecins et chirurgie.		
Casablanca.	MM. Aharfi Georges	Chirurgie, 11, rue Blaise-Pascal, Casablanca, T. 219-23.
id.	Bal Christian	Directeur de l'hôpital civil, Mazagan.
id.	Baquet René	Médecin principal de la marine en retraite, 7, boulevard du Général-Leclerc, Casablanca, T. 275-41.
id.	M ^{me} Bercher, née Teveux Marie	73, rue de l'Horloge, Casablanca, 260-91.
id.	MM. Bertrand Jean	28, rue Marcel-Chapon, Casablanca, T. 259-42.
id.	Bolot François	Ancien professeur agrégé du Val-de-Grâce, chirurgien-chef de l'hôpital Gaud, Casablanca, T. 281-29.
id.	Callandry Léon	Bactériologie, rue Mabillon, quartier du Val-Fleuri, Casablanca.
id.	Casanova Jean-Baptiste	15, rue de Mulhouse, Casablanca, T. 296-52.
id.	Causse Georges	53, rue La Pérouse, Casablanca, T. 60-35 (médecine générale).
id.	Chauderiot Bernard	5, rue Clemenceau, Casablanca, T. 295-10.
id.	Clavié Charles	85, rue Gallieni, Casablanca (maladies de la peau et du sang), T. 241-25.
id.	Chappuis Jacques	29, rue Nolly, Casablanca, T. 250-94.
id.	Coiquaud André	Chirurgie, 123, rue Blaise-Pascal, Casablanca, T. 230-29.
id.	Delair Guy	Médecine générale, 52, avenue d'Amade, Casablanca.
id.	Delamarte Adrien	Médecin-chef de l'infirmerie indigène de Berrechid, T. 19.
id.	Delanoé Léon	1, rue Pasteur, Mazagan.
id.	M ^{me} Delon Jeanne	Médecine infantile, 29, boulevard Moulay-Youssef, Casablanca, T. 216-71.
id.	MM. Denoun Paul	37, rue Chevandier-de-Valdrome, Casablanca, T. 256-01.
id.	Ferrié Henri	Ophthalmologie, 15, rue Guynemer, Casablanca, T. 215-23.
id.	Fournier Henri	Radiologie, 26, boulevard du 4 ^e -Zouaves, Casablanca, T. 658-60.
id.	Grisez Charles	59, avenue Mers-Sultan, Casablanca, T. 235-04 (médecine générale).
id.	Houssin Georges	Maladies du système nerveux, états mentaux, 8, rue de Tours, Casablanca, T. 298-01.
id.	Igert Maurice	Neuropsychiatrie, 10, rue Lalande, Casablanca, T. 658-06.
id.	Imbert René	Radiologie, rue Ibn-Batouta, nouvelle médina, Casablanca, T. 311-29.
id.	Jobard Marcel	Biologie, laboratoire d'analyses et recherches, 26, rue Guynemer, Casablanca, T. 211-01.
id.	Kirschner Jean-Pierre	117, boulevard de Lorraine, Casablanca, T. 259-26.
id.	Labbé Georges	Dermatologie, vénéréologie, 132, rue de l'Aviation-Française, Casablanca, T. 242-32.
id.	Ladouch Georges	Electro-radiologie, oncologie, 18, rue d'Alger, Casablanca, T. 208-10.
id.	Lamy André	Médecine générale, 7, rue Bendahan, Casablanca, T. 213-42.
id.	M ^{me} Langlais Marie	Médecin-inspecteur (hôpital Maurice-Gaud), 31, rue Pinel, Casablanca.
id.	MM. Laurent Georges	199, boulevard de la Gar Casablanca, T. 265-20.
id.	Lebasque Jean	59, avenue d'Amade, Casablanca.
id.	Le Duc Jean	97, boulevard de la Gare, Casablanca, T. 215-74.

RESSORT du Tribunal de	NOM ET PRENOMS	PROFESSION ET RESIDENCE
Médecine et chirurgie (suite).		
Casablanca.	MM. Lefort Emile	Ophthalmologie, 67, rue de Foucauld, Casablanca, T. 210-42.
id.	Lévy Edouard	Cancérologie, radiologie, 132, boulevard du Général-Leclerc, Casablanca, T. 293-94.
id.	Lévy Gabriel	Radiologie, 30, boulevard d'Anfa, Casablanca, T. 232-58.
id.	Martin René	Médecine générale, 16, rue d'Alger, Casablanca, T. 242-21.
id.	Maury Pierre	Service médico-social, boulevard Claude-Perrault, Casablanca, T. 316-36 (médecine générale).
id.	Michel Marie	Ophthalmologie, 1, boulevard de Marseille, Casablanca, T. 213-76.
id.	Pajanacci Joseph	5, rue Clemenceau, Casablanca (médecine générale), T. 243-47.
id.	Paolletti Auguste	Chirurgie, avenue Louis-Barthou, Mazagan, T. 2-18.
id.	Plandé-Larroudé Léopold	Oto-rhino-laryngologie, 53, boulevard de Marseille, Casablanca, T. 212-92.
id.	Poitrot Robert	Psychiatrie, Berrechid, T. 22.
id.	Raoul Florentin	Médecine générale, 1, avenue Jules-Ferry, Casablanca, T. 235-02.
id.	Rimbault Georges	84, boulevard de Marseille, Casablanca, T. 292-84.
id.	Rittner Simon	40, boulevard de Lorraine, Casablanca.
id.	Roland Lucien	Neuro-psychiatrie, hôpital de Berrechid.
id.	Rollier René	Dermato-vénérologie, 29, rue Pégoud, Casablanca, T. 209-04.
id.	Roig Maimo Alberto	Ophthalmologie, 19, rue Blaise-Pascal, Casablanca, T. 205-66.
id.	Roy Henri	Médecine générale, dermatologie, 27, rue Guynemer, Casablanca, T. 228-37.
id.	Serra Pierre	Chirurgien, 124, avenue Moinier, Casablanca, T. 642-74.
id.	Servianoff Constantin	Médecine générale, 4, rue des Colonies, Casablanca.
id.	Sniber ben Abderrahmane	Médecine générale, place de la Mosquée, Casablanca, T. 274-79.
id.	Sultan Georges	Médecine générale, 12, rue de Belgrade, Casablanca, T. 251-29.
id.	Tort Jacques	Stomatologie, 59, avenue Mers-Sultan, Casablanca, T. 216-60.
id.	Vaissière Raymond	Médecine générale et infantile, pneumothorax, 265, rue Blaise-Pascal, Casablanca, T. 260-04.
id.	Vedrenne Jean	Médecine générale, rue du Contrôle-Civil, Beni-Mellal.
Fès.	Blancardi Charles	Médecine légale, place du Commerce, Fès, T. 23-04.
id.	Buzon René	Chirurgien, hôpital civil, 15, rue Gouraud, Fès, T. 21-73.
id.	Calix Marc	Ophthalmologie, 138, boulevard Poeymirau, Fès, T. 44-74.
id.	Cazals Maurice	Chirurgie générale, gynécologie, 47, rue du Ravin, Fès, T. 21-37.
id.	Colin Marie	Boulevard du 4 ^e Tirailleurs, Fès, T. 28-93.
id.	Dernoncour Fernand	Médecine générale, 8, rue de la Reine-Astrid, Fès, T. 29-34.
id.	Descourtis Jean	Chirurgien de l'hôpital, Taza.
id.	Guinaudeau Paul	Ophthalmologie, 15, avenue Barthou, Fès, T. 29-05.
id.	Lacave Jean	Médecine générale, 17, rue de Sefrou, Fès, T. 27-00.
id.	Prévost Jean	11, rue des États-Unis, Fès.
Marrakech.	Bardou Henri	Médecin-chef du centre de santé de l'Arsa-Moha, rue du Dispensaire, Marrakech-Médina, T. 33-82.
id.	Barthélemy André	Chirurgie, rue du Colonel-d'Ornano, Marrakech, T. 28-85.
id.	Diot Lucien	Laboratoire de bactériologie, Marrakech, T. 44-30.
id.	Faure Jean	Médecin-chef du territoire de Safi, hôpital civil mixte de Safi, T. 30-53.
id.	Lejeune Roger	Chirurgien, 113, rue Alexandre-I ^{er} , Marrakech, T. 28-19.
id.	Méténier Paul	Médecine générale, rue du Jardin-Public, Safi, T. 22-12.
id.	M ^{me} Montvignier-Monnet Régine	Ophthalmologie, médecin-chef du centre ophtalmologique, Marrakech, T. 20-62.
id.	MM. Philippe Marc	Médecine générale, avenue Landais, Marrakech, T. 41-78.
id.	Rault Jean	Avenue du Général-de-Gaulle, Safi, T. 26-61.
id.	Rausch Charles	Médecine générale, centre médico-social, Safi.
id.	Roussel Raymond	Médecine et chirurgie, 6, avenue de la Victoire, Marrakech.
id.	Sallard Jean	Médecine générale, rue de Paris, Agadir, T. 20-39.
Meknès.	Anquez Jacques	Médecine générale, Société minière du Haut-Guir, Beni-Tajjite.
id.	Bessi Ernest	Médecine et chirurgie, nouvel hôpital civil, Meknès.
id.	Dubreuil Roger	Directeur du bureau d'hygiène, Meknès.
id.	Gouge-Martignac Gérard	Médecine générale, Azrou.
id.	Guglielmi François	Médecine générale, 20, avenue de la République, Meknès, T. 224-65.
id.	Halova Raymond	74, rue Mermoz, à Meknès, T. 210-87.
id.	Micaelli Louis	Médecine générale, 21, avenue de la République, Meknès, T. 206-55.
id.	Motte André	27, avenue de la République, Meknès, T. 204-79.
id.	Pambet Maurice	Médecine générale, 33, avenue Jeanne-d'Arc, Meknès, T. 223-13.
id.	Poublan Henri	Bactériologie, sérologie, chimie, biologie, 26, boulevard de Paris, Meknès, T. 217-07.
Oujda.	Massoneau André	Médecine générale (silicose), boulevard Foch, Oujda, T. 31-44.
id.	Panis Germain	Médecine générale, 8, rue de Montagnac, Oujda, T. 26-39.
id.	Pétrovitch Boudimir	Médecine générale, rue de Berkane, Oujda, T. 28-22.
id.	Pœy-Noguez François	Médecine générale, rue du Docteur-Mosnier, Oujda, T. 20-60.
id.	Sauvagat France	Chirurgie, rue du Commandant-Gravier, Oujda, T. 20-95.

RESSORT du tribunal de	NOM ET PRENOMS	PROFESSION ET RESIDENCE
Médecine et chirurgie (suite).		
Rabat.	MM. Acquaviva Marcel	Médecine générale, rue de Goritzia, Port-Lyautey, T. 21-97.
id.	Bergé Louis	Médecine générale, 10, rue de l'Ourcq, Rabat.
id.	Bergeret Jean	Médecine générale, 6, rue de Toulouse, Rabat, T. 34-82.
id.	Comat Léon	Médecine générale, 8, rue Descartes, Rabat.
id.	Couzergue Jean-Louis	Médecine générale, voies respiratoires, 52, rue de la Marne, Rabat, T. 36-23.
id.	Couzi Lucien	Médecin biologiste, 8, rue de Kairouan, Rabat, T. 39-68 (laboratoire d'analyses).
id.	Dasté Marcel	Médecine générale, 2, rue du Président-Berge, Rabat, T. 31-25.
id.	Daupleix Jacques	Chirurgie maxilo-faciale, 12, rue Delcassé, Rabat.
id.	Decourt Humbert	Ophthalmologie, direction du service de santé, Rabat, T. 41-93.
id.	Djebli Elaydouni	Rue Van-Vollenhoven, Rabat, T. 248-68.
id.	Foures Maurice	22, rue de la République, Port-Lyautey.
id.	Gentile François	Médecine générale, 3, rue du Camp-Albert, Port-Lyautey, T. 28-82.
id.	Guerlin Marie	Médecine générale, 8, rue de Sfax, Rabat.
id.	Kojc-Godier Guillaume	Médecine générale, place Duclos, Rabat (accidents autos).
id.	Ladjimi	Médecine générale, 12, rue Maigret, Rabat, T. 22-84.
id.	Lafont André	Ophthalmologie, 2, avenue Pasteur, Rabat, T. 21-06.
id.	Lousteau Damien	Médecin-chef de l'hôpital Yves-Machoire, Port-Lyautey.
id.	Marchesseaux René	Cardiologie, 6, avenue Dar-el-Makhzen, Rabat, T. 26-27.
id.	Marmey Jean	Gynécologie, 18, avenue Pasteur, Rabat, T. 37-13.
id.	Meynadier	13, boulevard Gallieni, Rabat.
id.	Mezger Johan-Georg	Médecine générale, avenue Malet, à Petitjean, T. 102.
id.	Ninard Bernard	Médecin biologiste, chef du service bactériologique, Institut d'hygiène du Maroc.
id.	Pagès R.	Ophthalmologie, 10, rue du Lieutenant-Revel, Rabat, T. 23-58.
id.	Polge Robert	Médecine générale, 33, rue de la République, Rabat, T. 46-73.
id.	Ponsan René	Médecine générale, 122, rue de la Marne, Port-Lyautey, T. 22-81.
id.	Rodier Jean	Toxicologie et recherches médico-légales, Institut d'hygiène du Maroc, Rabat, T. 37-06.
id.	Rungs Henri	Médecine générale, 37, rue du Lyonnais, Rabat, T. 53-84.
id.	Saucaze-Larame Maurice	Dermato-vénérologie, 49 bis, rue de la Marne, Rabat.
id.	Savin Jean	Médecine générale, 12, rue du Lieutenant-Guillemette, T. 35-58.
id.	Sourice André	Électro-radiologie médecine, 22, avenue Urbain-Blanc, Rabat.
id.	Wuillemin Henri	Médecine générale, place d'Algérie, Petitjean, T. 0-25.
Médecine vétérinaire.		
Rabat.	M. Lavergne François	10, rue Razzia, Rabat, T. 24-46.
Métallurgie, mines.		
Casablanca.	MM. Cantarel Georges	Ingénieur I.P.E., 20, rue de Namur, Casablanca.
id.	Clarens Marcel	Ingénieur des mines, 34, boulevard de la Gare, Casablanca, T. 250-98.
id.	Courau Paul	Ingénieur civil des mines, allée du Cygne, Casablanca, T. 309-06.
Meknès.	Oger Jean	Ingénieur civil des mines, 21, rue Descartes, Meknès, T. 202-30.
Optique (Appareils de précision).		
Casablanca.	MM. Creissard Pierre	5, rue de Thionville, Casablanca.
Rabat.	Benzakin Jacques	3, avenue Mohammed-V, Rabat.
Peinture (Entreprise de).		
Casablanca.	MM. Montmartin Georges	Bâtiments et carrosserie automobile, 26-28, rue de Bazas, Casablanca, T. 404-88.
Oujda.	Gonzalez Albert	Entreprise de peinture, 1, rue Cavaignac, Oujda, T. 1-72.
Photographie.		
Casablanca.	MM. Flandrin Marcellin	98, rue Gay-Lussac, Casablanca, T. 208-00.
id.	Audissou Georges	9, rue Jean-Jaurès, rond-point Mermoz, Casablanca.
Plomberie.		
Rabat.	M. Tarazona Christophe	2, rue Antoine-Mas, Rabat.

RESSORT du tribunal de	NOM ET PRENOMS	PROFESSION ET RESIDENCE
Publicité.		
Casablanca. id.	MM. Boutet Maurice Regnaudin Paul	94, boulevard de la Résistance-Française, Casablanca, T. 237-30. Président de la chambre syndicale de publicité, 5, rue Louis-Lebreton, Casablanca.
Sage-femme.		
Rabat.	M ^{me} Decreschens	1, rue de la Marne, Rabat, T. 33-04.
Telnturerie.		
Rabat.	M. Nègre Jacques	20, rue Ferdinand-de-Lesseps, Rabat.
Transports terrestres.		
Casablanca.	MM. Padovani Xavier	7, avenue d'Amade, Casablanca, T. 242-25.
Rabat.	Feuilly Paul	Ingénieur en chef des C.F.M. en retraite, 44, rue de Normandie, Rabat, T. 22-58.
T.S.F.		
Casablanca.	M. Prigent René	Capitaine de frégate en retraite, 12, rue Gallieni, Casablanca, T. 251-80.
Vins (Œnologie).		
Casablanca.	MM. Bode Léon	221, boulevard de la Gare, Casablanca, T. 262-14.
id.	Levezac René	Ingénieur agricole, 2, rue de Bruges, Casablanca.
id.	Oizan-Chapon Maurice.....	Ingénieur agricole, 14, rue du Louvre, Casablanca.
id.	Rocher Paul	Ingénieur agricole, 18, rue Rabelais, Casablanca, T. 243-49.
id.	Sauze Robert	Chimiste œnologue, 31, rue de Charmes, Casablanca, T. 676-51.
Meknès.	Foulquier René	Ingénieur agricole, avenue de la Gare-Prolongée, Meknès.
Rabat.	Kirschbaum Marcel	Directeur d'école d'agriculture en retraite, 10, avenue du Chellah, Rabat, T. 90-98.

TABLEAU DES INTERPRÈTES TRADUCTEURS ASSERMENTÉS
près la cour d'appel et les tribunaux du Maroc, pour l'année 1957.

RESSORT du tribunal de	NOM ET PRENOMS	PROFESSION ET RESIDENCE
Allemand.		
Casablanca.	M ^{me} Fronville Marguerite, née Canin	Rue de l'Aspirant-Burguière, villa « Primavera », Casablanca.
id.	MM. Klein Pierre	14, rue de Celligné, Casablanca.
id.	Leloup Marcel-René	Avenue de Rabat, Aïn-es-Sebaâ, Casablanca.
id.	Prengel Werner	2, rue de l'Horloge, Casablanca, T. 207-33.
Fès.	David Lucien	Professeur d'allemand au lycée de Fès.
Meknès.	M ^{me} Croquet-Schaffar Conradine, née Herboth	5, rue de Sienna, à Meknès-Moulay-Aomar, lotissement des anciens combattants.
Rabat.	Darmon Abner	Professeur au lycée Gouraud, à Rabat, 14, avenue de Strasbourg, T. 57-43.
Anglais.		
Casablanca.	MM. Eliot Charles	Commandant en retraite, 50, boulevard Gouraud, Casablanca, T. 245-86.
id.	Morelle Henri	4, rue de Madrid, Casablanca, T. 655-19.
id.	Pourcines Henri	Professeur au lycée Lyautey, Casablanca, villa « La Rixouse », boulevard des Crêtes, lotissement « La Riviera », route de Mazagan, Casablanca.
id.	Welter Philippe	Immeuble C.I.F.M., n° 4, escalier 3, appartement n° 13, Casablanca (Beaulieu).
Meknès.	Magnaschi Georges	Professeur au lycée Poeymirau, Meknès, 26, boulevard de Paris, T. 218-97.
Rabat.	M ^{me} Boillot N.	Professeur au lycée de jeunes filles, Rabat, immeuble Lescoffy, porte B.
id.	Abbé Buhagiar Stagnello.....	Evêché, rue de l'Evêché, Rabat.
id.	M. Buhagiar Max	7, rue Leriche, Rabat.
id.	M ^{me} Gautier Geneviève, née Fulcher	37, rue de Dijon, Rabat.
Arabe.		
Casablanca.	MM. Adda Albert	56, rue Chevandier-de-Valdrome, T. 248-48.
id.	Benchehida Abdelkadër.....	10, rue du Fassis, derb Sidna, Casablanca.
id.	Kessous Saïd	6, rue du Docteur-Mauchamp, Casablanca, T. A 41-52
id.	Khalib Omar	Rue 267, n° 9, Mazagan, T. 0-90.
id.	Knafou Isaac	189, boulevard de Lorraine, Casablanca.
id.	Pétrequin Henri	349, boulevard de la Gare, T. 311-39.
Fès.	Butel René	Commandant en retraite, 9, Oued-Fès-Jalliac, maison du pacha.
id.	Fergani Khettab	Interprète à Fès.
Meknès.	Hammadi Abdelaziz	Interprète judiciaire honoraire, rue Rouamzine, impasse Hennoun, n° 1, T. 309-92.
Rabat.	Paolini Désiré	Chef d'interprétariat judiciaire en retraite, 8, avenue Pasteur, à Rabat, T. 66-64.
Espagnol.		
Casablanca.	MM. Boscheron Guy	3, rue Danrémont, Casablanca, T. 667-55.
id.	Cherpin Jean-Marc-Louis....	Immeuble du collège, à Khouribga.
id.	Sans Barthélemy	53, boulevard Danton, Casablanca.
Fès.	Aubertin Jacques	Professeur au lycée de Fès.
Meknès.	Pena François	Professeur au lycée Poeymirau, 6, rue Pasteur, Meknès.
Rabat.	Abbé Buhagiar Stagnello.....	Evêché, rue de l'Evêché, Rabat.
id.	M. Mas Joseph	Professeur au lycée Gouraud, Rabat.
Hébreu.		
Casablanca.	MM. Chaïom-S. Lasry	28, passage Tolédano, Casablanca, T. 206-31.
id.	Knafou Isaac	189, boulevard de Lorraine, Casablanca.
Fès.	Abitbol Raphaël	131, Grand-Rue-du-Mellah, Fès.

RESSORT du tribunal de	NOM ET PRENOMS	PROFESSION ET RESIDENCE
Hébreu (suite).		
Marrakech.	MM. Tolédano David-Baruk	Greffier au tribunal rabbinique.
Meknès.	Nahmani Chaloum	Greffier au tribunal rabbinique.
Rabat.	Elmaleh Joseph-Haïm	Greffier au haut tribunal rabbinique. T 69-50.
Italien.		
Fès.	M. Auburtin Jacques	Professeur au lycée de Fès.
Rabat. id.	Abbé Buhagiar Stagnetto..... M. Roget Robert	Evêché, rue de l'Evêché, Rabat. Professeur au lycée Gouraud, Rabat.
Roumain.		
Rabat.	M ^{me} Charbit Lucia	Service de l'Habitat, rue Charles-Péguy, Rabat
Russe.		
Casablanca.	M. Lefebvre Rémy	Anfa-Beauséjour, lot n° 108, lotissement C.I.L., villa « Contre Vents et Marées », Casablanca.